

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Entre manger et manifester : ethnographie d'une soupe populaire à Salta,
Argentine

par
Sylvie Deshaies

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maîtrise en anthropologie



Décembre 2007
© Sylvie Deshaies, 2007

Université de Montréal

Faculté des études supérieures
Ce mémoire intitulé :
Entre manger et manifester : ethnographie d'une soupe populaire à Salta,
Argentine

présenté par :
Sylvie Deshaies

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Bernard Bernier
président-rapporteur

Jorge Pantaleón
directeur de recherche

Victor Armony
membre du jury

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

Le Mouvement *Piquetero*, regroupement de chômeurs argentins, est né dans les années 90 suite à la privatisation de plusieurs sociétés d'État et le licenciement de milliers de travailleurs. Devant le désarroi entraîné par le chômage massif, les sans-emploi se sont regroupés pour démontrer leur mécontentement en adoptant le blocage de routes comme moyen de pression. Au fil des années, la mobilisation a pris de l'ampleur avec la création de plusieurs organisations à travers le pays, certaines à caractère politique. Dans la littérature et les médias, la représentation du Mouvement *Piquetero* se résume à cet espace public qui englobe les blocages de routes. Toutefois, l'espace domestique dans lequel s'organise une action territoriale importante est peu étudié. Cette recherche présente cette sphère domestique et explore les motifs entourant la participation des femmes dans ces organisations. Le travail de terrain réalisé dans un quartier de la province de Salta a permis de comparer deux organisations *piqueteras* affiliées à un parti politique et de voir les changements encourus dans la dynamique des groupes lors d'une campagne électorale. La recherche montre que la structure des groupes est construite à partir d'une dichotomie entre les espaces public et domestique. De plus, cette recherche met l'accent sur la décision de participer qui est prise en fonction d'une stratégie de survie plutôt qu'en relation avec le projet politique proposé par les groupes.

Mouvement *Piquetero*, action collective, espace, Argentine, participation, stratégie de survie

RÉSUMÉ EN ANGLAIS

The Piquetero Movement, regrouping unemployed people in Argentina, was born in the 90s following the privatization of state companies and the dismissal of thousands of workers. Facing the distress of mass unemployment, ex-workers gathered to demonstrate their dissatisfaction adopting road blocking as a pressure strategy. With time, the mobilization became extensive with the creation of several organizations through the country, some affiliated with political parties. Usually, the literature and the media represent the Piquetero Movement as limited to public space which includes road blocking strategies. However, important territorial actions within the domestic space are understudied. This research looks closer at this domestic space and explores the reasons surrounding women's participation in piqueteros organizations. The fieldwork was carried out in a district of the province of Salta. I compared two organizations affiliated to a political party and studied changes in the dynamics of the groups during an election campaign. Research has shown that the structure of the groups is built from a dichotomy between public and domestic spaces. Moreover, this research stresses that the decision to take part in these groups is a survival strategy rather than a political statement in relation to the political project advocated by the groups.

Piquetero Movement, collective action, space, Argentina, participation, survival strategy

ENTRE MANGER ET MANIFESTER : ETHNOGRAPHIE D'UNE SOUPE POPULAIRE À SALTA, ARGENTINE

ABRÉVIATIONS.....	i
VOCABULAIRE.....	ii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1/ CADRE THÉORIQUE et MÉTHODOLOGIE.....	6
A) Revue de littérature.....	6
1- Les <i>piqueteros</i> : l'expression d'une lutte de classes sociales.....	6
2- Les <i>piqueteros</i> en relation avec les transformations structurelles aux niveaux économique et politique.....	8
2.1 Ajustements structuraux et capacité de mobilisation.....	8
2.2 Privatisation soudaine des entreprises étatiques.....	9
2.3 Reproduction de la machinerie politique et clientélisme.....	9
3- Les <i>piqueteros</i> : forme de mobilisation et d'expression publique	11
B) Problématique et hypothèse de recherche.....	14
1- Problématique.....	14
2- Hypothèses de recherche.....	16
C) Cadre théorique.....	16
1- Espace et lieu : espace public- espace domestique.....	16
2- Action collective, protestation sociale.....	19
3- Participation.....	20
D) Stratégies de recherche.....	23
E) Limites de la recherche.....	25

CHAPITRE/2 ÉMERGENCE DU MOUVEMENT *PIQUETERO*27

A) Les années 90 : pourquoi la formation d'un mouvement de chômeurs ?.....	27
<i>Les Punteros du Parti Justicialiste</i>	29
B) Mobilisation sociale en Argentine : le Mouvement <i>Piquetero</i>	30
0- Préambule : le <i>Santiagazo</i>	31
1- Premier épisode : dans les provinces 1996-1998.....	32
1.1 Province de Neuquén : la <i>pueblada</i> de Cultral-Co et Plaza Huincul.....	33
1.2 Province de Salta : l'école de <i>piqueteros</i> de Mosconi et Tartagal.....	34
1.3 Autres manifestations dans le pays.....	36
2- Deuxième épisode : diffusion à Buenos Aires 1998-2001.....	38
3- Troisième épisode : consolidation et crise économique de décembre 2001.....	42
3.1 Les deux assemblées nationales de chômeurs.....	42
3.2 Les mobilisations de décembre 2001.....	44
4- La suite du processus d'émergence : de l'après-crise à maintenant.....	45
<i>Les plans d'assistance sociale</i>	48

CHAPITRE/3 ÉTUDE DE CAS : Deux groupes *piqueteros* à Salta Capital

A) Circonscription et contexte du terrain de recherche.....	50
1- La province de Salta et sa capitale.....	50
1.1 Le mouvement <i>Barrios de Pie</i>	51
1.2 Le <i>Polo Obrero</i>	54
1.3 Carte des soupes populaires dans la ville de Salta.....	56
2- Le quartier de San Luis.....	57
2.1 L'intégration dans les groupes <i>piqueteros</i>	59
2.1.1 Avec <i>Barrios de Pie</i>	59
2.1.2 Avec <i>Polo Obrero</i>	60
2.2 Carte des soupes populaires du quartier.....	61

CHAPITRE/4 ESPACES et TEMPS.....	62
A) Espace public-politique et espace domestique.....	63
1- Espaces publics.....	63
1.1 Les marches ou manifestation.....	63
1.2 Les actes politiques.....	65
1.3 Les festivités.....	67
1.4 Les <i>caminatas</i> ou « balades politiques ».....	68
2- Espaces domestiques.....	68
2.1 Soupes populaires attribuées plutôt au <i>Polo Obrero</i>	68
2.2 Projets attribués à <i>Barrios de Pie</i>	70
B) L'avant et le pendant de la campagne électorale.....	74
CHAPITRE/5 LOGIQUES DE MOUVEMENT ET DE TRAVAIL.....	82
A) Sur la participation.....	83
B) Les caissières de leur famille.....	94
CONCLUSION.....	101
BIBLIOGRAPHIE.....	105
ANNEXES.....	109

ABRÉVIATIONS

- BdeP : *Barrios de Pie* (Quartiers debout)
BEI : Besoins essentiels insatisfaits
BM : Banque Mondiale
BNP : *Bloque Piquetero Nacional* (Bloc piquetero national)
CCC : *Corriente Clasista y Combativa* (Courant Classique et Combatif)
CTA : *Central de Trabajadores Argentinos* (Centrale des travailleurs argentins)
CTDAV : *Coordinadora de trabajadores desocupados Aníbal Verón* (Coordination de Travailleurs Désoccupés Aníbal Verón)
FMI : Fond monétaire international
FTC : *Federación de los Trabajadores Combativos* (Fédération des travailleurs combattifs)
FTV : *Federación Tierra, Vivienda y Hábitat* (Fédération terre, logement et habitat)
MIJD : *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados* (Mouvement Indépendant des Retraités et Désoccupés)
MST : *Movimiento Sin Trabajo* (Mouvement Sans Travail)
MTD : *Movimiento de Trabajadores Desocupados* (Mouvement de Travailleurs Désoccupés)
MTR : *Movimiento Teresa Rodríguez* (Mouvement Teresa Rodríguez)
PEC : *Programa de Empleo Comunitario* (Programme d'emploi communautaire)
PIB : Produit intérieur brut
PJ : Parti Justicialiste
PJyJH : *Plan Jefes y Jefas de Hogar* (Plan chefs de famille)
Po : Parti Ouvrier
PO : *Polo Obrero* (Pôle Ouvrier)
UB : Unité de base du Parti Justicialiste
UJS : *Unión de Juventudes por el Socialismo* (Union des jeunesses pour le socialisme)
UTD : *Unión de trabajadores desocupados* (Union des travailleurs désoccupés)
YPF : *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (Compagnie pétrolière)

VOCABULAIRE

Bollo : petit pain

Cacerolazo : manifestation dans les rues avec des casseroles, comme moyen de faire du bruit et de se faire entendre

Corralito : mesure empêchant de retirer plus de 250 pesos par semaine des comptes bancaires

Cutralcazo : rébellion populaire de Cultral-Co et Plaza Huinul

Empanada : petits pains farcis à la viande, au poulet ou végétarien.

Escrache : action publique de dénonciation, utilisée surtout avec les militaires non inculpés pour des crimes commis durant la dictature qui sont publiquement dénoncés lorsque vus dans la rue ou dans un restaurant

Parti Justicialiste : parti politique associé à la tradition péroniste

Manzaneras : bénévoles pour le Parti justicialiste dans le cadre d'un programme gouvernemental de distribution alimentaire pour les enfants et les femmes enceintes

Mate : infusion, tel un thé, préparée avec les feuilles séchées d'une plante

Merendero : un projet de *merendero* consiste à préparer une collation servie en fin d'après-midi destinées aux enfants

Prensa Obrera : Presse ouvrière, journal du Parti Ouvrier

Pueblada : soulèvement populaire

Punteros : représentants du Parti justicialiste dans les quartiers

Santiagazo : rébellion populaire de Santiago del Estero

INTRODUCTION

Depuis les années 80, une multitude de mouvements sociaux ont émergé sur la scène internationale comme, par exemple, les mouvements autochtones, féministes, défenseurs des droits humains ou altermondialistes. Cette mouvance a grandement touché les pays d'Amérique du Sud où de nombreuses organisations ont perturbé le paysage social : le Mouvement Sans Terre au Brésil, les mouvements autochtones en Équateur et en Bolivie, les zapatistes au Mexique, le Sentier lumineux au Pérou, les sandinistes au Nicaragua, en sont les exemples les plus connus.

L'Argentine ne fait pas exception à cette vague de mouvements revendicateurs. Les déboires de la dictature militaire, les mesures néolibérales appliquées, les nombreuses privatisations, le chômage de plus en plus élevé et la paupérisation grandissante ayant mené à une crise économique en 2001 sont à la source de mobilisations et de luttes sociales importantes. Bien entendu, les mouvements des mères et grand-mères de la Place de Mai ont occupé une place importante sur la scène des mouvements sociaux dans les années 80 avec la nécessaire défense des droits humains, bafoués par la dictature militaire. Toutefois, les années 90 marquées par des vagues successives de libéralisations économiques ont vu naître l'émergence de nouvelles mobilisations telles que les assemblées populaires dans les quartiers de la classe moyenne de Buenos Aires, les occupations d'entreprises ou de fabriques par les travailleurs licenciés et les grandes manifestations du 19 et 20 décembre 2001 qui, au point culminant de la crise économique, ont réuni des milliers de personnes dans les rues et ont amené la démission de cinq gouvernements en l'espace de quelques jours.

Le Mouvement *Piquetero* s'inscrit également dans la foulée de ces mobilisations au milieu des années 90, suite à la privatisation de la majorité des sociétés d'État par le gouvernement conduisant à de substantiels licenciements. Devant le désarroi qu'ont entraîné le chômage massif et l'inaction des gouvernements à trouver des solutions (les chômeurs ne bénéficient pas d'un programme d'indemnité pour la perte d'emploi), les sans-emploi se sont regroupés pour démontrer leur mécontentement. La méthode utilisée par les participants a caractérisé le mouvement et lui a même donné son nom. En effet, le moyen de pression adopté est le blocage de routes et de ponts, *piquete* en espagnol, d'où

l'appellation « Mouvement Piquetero ». Le mouvement est d'abord né dans certaines provinces de l'intérieur, entre autres celles de Neuquén et Salta (1996-1998). La privatisation de la compagnie pétrolière *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF) a eu des conséquences désastreuses dans ces deux provinces et notamment sur la population des villes reposant, au niveau économique, exclusivement sur les activités de la pétrolière. La privatisation a enclenché un nombre important de mises à pied, laissant les communautés sans ressources, dans l'isolement et le désarroi social. La mobilisation déployée par ces sans-emploi s'est traduite par le blocage de routes stratégiques au transport de marchandises ou d'accès aux installations pétrolières. Ces moyens de pression avaient plusieurs objectifs dont celui d'augmenter la visibilité de ces sans-emploi exclus du secteur économique en voie de ralentissement et d'urger le gouvernement à apporter des solutions à la crise du travail dans ces régions éloignées. Le blocage de route a été imité dans d'autres localités, entraînant un effet catalyseur partout dans le pays alors que des centaines de piquets sont organisés. Au fil des années, la mobilisation s'est accentuée amenant la création de plusieurs organisations de sans-emploi à l'échelle nationale, certaines étant affiliées à un parti politique alors que d'autres sont restées autonomes. En atteignant la grande région de Buenos Aires entre 1998 et 2001, le mouvement s'est consolidé et a commencé à présenter de plus en plus de caractéristiques reliées aux mouvements sociaux.

Devant l'ampleur du phénomène, les organisations ont senti le besoin de se réunir pour tenter d'harmoniser la mobilisation et de s'entendre sur les revendications. Deux grandes assemblées nationales sont alors convoquées en 2001, mais les discussions n'ont pas les effets escomptés. Les groupes *piqueteros* se retrouvent divisés au niveau des discours, orientations politiques et actions à prendre provoquant de nombreuses ruptures qui font éclater la cohésion du mouvement. Durant la crise économique de décembre 2001, la population a envahi les rues conjointement avec les *piqueteros* pour protester contre la mauvaise gestion du gouvernement argentin. Ces grandes manifestations ont marqué un point d'inflexion dans la mobilisation des *piqueteros* et ont justifié la poursuite de la protestation sociale au cours des mois suivants.

Depuis l'émergence du mouvement, la solution apportée par les gouvernements pour contenir la protestation s'est traduite par la création de plans d'assistance sociale (subsides mensuels de 150 pesos, environ 75 \$). Dès 1997, les groupes *piqueteros* se sont vus donner la gestion de ces plans leur apportant ainsi un certain pouvoir politique et social. En 2002, après la crise, le gouvernement national a développé un important programme qui octroyait

le plan d'assistance sociale à plus de deux millions de bénéficiaires. Ce programme a suscité la multiplication des organisations de sans-emploi, le chômage se situant à 21,5 % en mai 2002. Toutefois, cette nouvelle vague d'adhérents n'était pas constituée de travailleurs récemment mis à pied comme c'était le cas au milieu des années 90 après les nombreuses privatisations. Ils provenaient de la population des contours des grandes villes aux prises avec du chômage chronique. Il s'est donc ajouté aux ex-travailleurs, des femmes et des jeunes qui n'ont jamais trouvé, ni occupé un emploi. À partir de ce moment, le mouvement est formé en majorité par des femmes qui y ont actuellement un rôle déterminant.

L'arrivée d'un nouveau président en 2003 a enclenché des tensions entre les groupes. Certaines organisations se sont alliées avec le gouvernement durcissant ainsi les relations entre les groupes : ceux de la ligne institutionnalisée sont alors qualifiés de *blandos* (faibles), ceux de la ligne radicalisée de *duros* (durs) et ceux non affiliés à un parti politique de groupes autonomes. De plus, l'image des *piqueteros* a changé aux yeux de la population. Après des années de mobilisation, avec la publicité négative projetée par les médias et les critiques quant aux politiques d'assistance sociale du gouvernement, le mouvement est considéré par la population comme un fardeau social qui dérange la vie quotidienne et en particulier, celle des travailleurs qui sont constamment affectés par les blocages de route. Cette dichotomie entre la représentation négative qu'a acquise le mouvement depuis 2002 et l'impressionnante mobilisation qui est toujours en cours actuellement a grandement motivé la tenue de cette recherche.

De nombreux chercheurs en sciences sociales ont étudié le Mouvement *Piquetero*. Au départ, certains chercheurs ont inséré le phénomène *piquetero* dans un contexte global d'émergence de mouvements altermondialistes alors que d'autres l'ont inclus dans une analyse historique des transformations de la protestation sociale en Argentine. Plus récemment, les études semblent prendre une tangente globale en analysant le mouvement dans son ensemble. Certains l'expliquent par une nouvelle lutte de classes sociales, d'autres le relient aux transformations structurelles dans l'économie nationale ou encore l'analysent comme une forme de mobilisation et d'expression publique. Ces études très axées sur la représentation du mouvement, grandement influencée par les médias, sont surtout basées sur les manifestations publiques organisées par les groupes *piqueteros* : les manifestations, marches, blocages de route et toutes autres actions collectives « visibles » réalisées dans

l'espace public. En revanche, peu de recherches et de reportages médiatiques sont consacrés à l'action territoriale des organisations *piqueteras* dans les quartiers. Cet aspect local et quotidien de l'espace domestique des personnes qui composent les groupes *piqueteros*, en majorité des femmes, reste inconnu. Pourtant, les manifestations publiques si emblématiques du mouvement, dépendent de ce travail quotidien réalisé par les participantes dans la sphère domestique des quartiers. Pour expliquer le mouvement dans son ensemble, il est donc nécessaire de comprendre non seulement les actions commises dans la sphère publique mais aussi les pratiques locales dans les quartiers.

Ce mémoire aura donc comme objectifs de mettre en lumière cette sphère domestique par une étude anthropologique des pratiques sociales locales qui entourent le Mouvement *Piquetero* et de répondre à la question principale : qu'est-ce que cela implique d'être *piquetero* à l'échelle locale et au quotidien ? Pour mener à terme ce projet, il a fallu circonscrire la recherche au niveau local et entreprendre un terrain de recherche dans le but d'observer les actions collectives autant dans l'espace public que dans l'espace domestique. Ces observations ont permis d'explorer la structure des organisations, les dynamiques qui se créent dans les groupes ainsi que les motivations qui poussent les participantes à intégrer ces groupes et l'implication de cette participation dans la vie quotidienne.

Ce travail de terrain a été réalisé en 2005 dans la province de Salta, dans le Nord-Ouest de l'Argentine. L'importance de cette province dans la mobilisation des sans-emploi en a fait un lieu très intéressant pour la recherche, même si cette dernière n'a pas été menée dans les villes instigatrices du mouvement, Tartagal et Mosconi, au nord de la province. Le travail de terrain a plutôt eu lieu en milieu urbain, dans un quartier où deux groupes *piqueteros* sont très actifs, ce qui a facilité la réalisation d'une étude comparative. De plus, le travail de terrain a été ponctué d'une campagne électorale législative lors de laquelle les deux organisations se sont investies, ce qui a permis d'observer l'impact d'un tel événement dans la routine des groupes.

D'abord, pour bien saisir cette problématique, il est nécessaire, dans le premier chapitre, de présenter un recensement de littérature afin de voir les différentes perspectives que prennent les auteurs pour expliquer le Mouvement *Piquetero*. Ce chapitre sert aussi à approfondir la problématique et les diverses hypothèses qui guident l'analyse. Les

principaux concepts empruntés y sont aussi explorés, soit ceux d'espace public-politique et d'espace domestique, d'action collective et de participation. Enfin, les dernières sections du chapitre abordent la méthodologie utilisée et les limites de la recherche.

Le deuxième chapitre propose de détailler l'émergence du Mouvement *Piquetero* par une analyse historique. En premier lieu, les contextes politique et économique dans lesquels le mouvement a surgi sont exposés. Puis, les trois grandes étapes de l'histoire du mouvement sont présentées : 1- les premières manifestations dans les provinces de l'intérieur du pays entre 1996-1998; 2- la diffusion de la mobilisation jusqu'à Buenos Aires de 1998 à 2001; 3- les points culminants de la troisième étape, dont les deux grandes assemblées nationales et la crise économique de décembre 2001. Finalement, le reste du chapitre permet de voir ce qu'est devenu le mouvement depuis 2002 et de mettre en parallèle les programmes d'assistance sociale développés par le gouvernement pour contenir la protestation.

Le troisième chapitre est dédié au contexte du travail de terrain réalisé dans un quartier de la ville de Salta. Ce contexte est circonscrit par la présentation de la ville, des deux organisations *piqueteras* et du quartier étudié.

Le chapitre quatre traite des deux premières hypothèses préalablement présentées, portant sur les espaces public-politique et domestique et sur la différenciation de ces espaces en temps de campagne électorale. Les activités incluses dans chacun des espaces sont détaillées pour en souligner la dichotomie. De plus, la comparaison du travail effectué avant et pendant la campagne électorale montre l'importance que prend l'espace public durant cette période.

Le dernier chapitre porte sur la participation des femmes dans les groupes *piqueteros*. Les différentes dynamiques qui caractérisent la participation des femmes dans les organisations sont définies à l'aide d'une analyse descriptive du profil de six participantes ainsi que des différentes stratégies économiques déployées dans les projets et soupes populaires. Cette analyse permet d'illustrer les motivations, surtout guidées par des stratégies de survie, et les deux logiques qui orientent cette participation.

CHAPITRE/1 CADRE THÉORIQUE et MÉTHODOLOGIE

A) Revue de littérature

Depuis son émergence, le Mouvement *Piquetero* a soulevé de nombreuses questions et problématiques qui ont été largement étudiées en anthropologie et dans les sciences sociales en général. Comme le souligne Virginia Manzano, les concepts reliés aux mouvements sociaux ont dû se réactualiser face aux nombreux phénomènes de mobilisation sociale survenus en Argentine dans les années 90 (Manzano, 2004 : 45). De ce fait, certains auteurs vont inclure le phénomène *piquetero* dans des études sur les transformations de la protestation sociale en Argentine (Iñigo Carrera et Cotarelo, 2000; Almeyra, 2004; Schuster et al. 2006) alors que d'autres vont se pencher spécifiquement sur ce mouvement. La revue de littérature qui suit montrera les avenues que prennent ces auteurs pour penser et expliquer le phénomène *piquetero*. Les auteurs sont regroupés sous trois grandes thématiques : ceux qui perçoivent le Mouvement *Piquetero* comme l'expression d'une lutte de classes; ceux qui relient son émergence au contexte politique et économique; enfin ceux qui le considèrent comme une forme de mobilisation et d'expression publique.

Cette classification montre que ces auteurs ont en commun d'avoir étudié globalement le mouvement, sans entrer dans l'action territoriale des groupes *piqueteros*. Cette perspective motivera le choix d'un cadre théorique différent pour le présent travail qui apportera une vision plus locale et quotidienne de l'organisation des groupes. Cette approche sera expliquée dans la deuxième section de ce chapitre.

1- Les *piqueteros* : l'expression d'une lutte de classes sociales

D'abord, quelques auteurs ont recours à une analyse marxiste pour tenter de comprendre le Mouvement *Piquetero*. Selon Lucas Poy Piñero et Pablo Rabey, les chercheurs ont mis de côté le concept de classe sociale. Ils critiquent la littérature actuelle et cette quête de nouvelles identités et de nouveaux sujets dans les mouvements sociaux (Poy Piñero et Rabey, 2004 : 4). Ils insistent sur la nécessité de considérer la classe non pas exclusivement au sens analytique, mais aussi en tant que catégorie historique. De ce fait, ils suggèrent de s'attarder aux deux aspects qu'avait donnés Marx au concept de classe (Poy Piñero et Rabey, 2004 : 7). Leur hypothèse stipule que « nous ne sommes pas devant l'émergence

d'un autre dit "nouveau mouvement social", sinon, ce mouvement est, en réalité, une expression de la "vieille" lutte de classes » (Poy Piñero et Rabey, 2004 : 1, traduction libre). Dans un contexte historique où la tendance capitaliste tend à entraîner une dislocation sociale et un chômage massif, ces auteurs prétendent que le Mouvement *Piquetero* exprime une recomposition historique de la classe ouvrière par ses méthodes, sa composition sociale (syndicale) et son programme. De plus, comme le dit aussi Luis Oviedo, il y a une recomposition historique parce que le mouvement empêche l'atomisation et la division de la classe ouvrière, objectifs que tente d'accomplir le capitalisme (Poy Piñero et Rabey, 2004 : 10).

Ce dernier a d'ailleurs aussi grandement contribué à la littérature sur le phénomène *piquetero* en écrivant un livre sur l'histoire du mouvement. Pour Luis Oviedo, le Mouvement *Piquetero* est une création authentique de la masse. Les premières organisations ont été principalement constituées par des ex-travailleurs de grandes entreprises nationales, comme l'YPF, apportant avec eux une expérience syndicale qui est à la base du mouvement. Cette influence syndicale se voit surtout dans le fonctionnement par assemblée, la révocation possible des mandats et les méthodes d'action directe (Oviedo, 2004 : 31). Oviedo va dans le même sens que les deux auteurs précédemment cités, en disant que le Mouvement *Piquetero* a révolutionné les méthodes de lutte du mouvement ouvrier et a renforcé ses tendances antibureaucratiques. Cela l'amène à dire que les moyens utilisés ne sont rien de moins que les méthodes de lutte historiques de la classe ouvrière, faisant du Mouvement *Piquetero* la suite de la lutte de la classe ouvrière (Oviedo, 2004 : 105-106).

Les auteurs Maceira et Spaltenberg établissent aussi ce lien entre les *piqueteros* et ceux qui ont permis l'établissement d'une classe ouvrière en Argentine. Ils prétendent que le caractère radical des modalités actuelles de contestations est directement lié à la mémoire collective des luttes de cette classe sociale (Maceira et Spaltenberg, cité dans Bessa, 2002 : 77). Par contre, Boaventura de Sousa Santos soutient qu'un fossé s'est creusé entre citoyenneté et classe sociale de sorte que pour lui, les classes sociales ne doivent plus être associées aux acteurs des luttes actuelles. Il parle plutôt de groupes sociaux (de Sousa Santos, cité dans Armony, 2004 : 120), les acteurs étant réunis par des intérêts collectifs (de Sousa Santos, cité dans Bessa, 2002 : 79).

L'analyse marxiste a tendance à ne tenir compte que de l'aspect visible de la mobilisation comme les discours, les grandes actions, la presse, etc. Ce type d'analyse omet

de prendre en considération le moins visible de la mobilisation c'est-à-dire, son émergence, son influence dans le milieu de travail, dans les familles, dans la vie quotidienne. Dans ce sens, l'analyse se penche peu sur la vie des femmes qui forment pourtant la majorité des membres des groupes *piqueteros*.

2- Les *piqueteros* en relation avec les transformations structurelles aux niveaux économique et politique

2.1 Ajustements structureaux et capacité de mobilisation

L'anthropologue Paula Colmegna voit le Mouvement *Piquetero* en termes de conséquences du modèle de développement et des ajustements structureaux. Elle écrit qu'au début, les chômeurs étaient plutôt organisés en petits groupes isolés et misaient sur des revendications au niveau provincial (Colmegna, 2002 : 6). Dans un contexte où c'est toute la population qui exige des changements dans le système politique, les groupes *piqueteros* jouent un rôle important même si leurs stratégies, alliances et divisions sont toutes aussi changeantes que le contexte politique global (Colmegna, 2002 : 2). Colmegna dit aussi que la relation collective qu'avaient les travailleurs avec l'État s'est transformée en relation personnelle entraînant ainsi un changement au niveau de leur statut de citoyen devenu un statut d'individu. Suite à cette transformation et après avoir été atomisés et critiqués par les autres secteurs de la population, les *piqueteros* sont devenus une force collective grâce à leur mobilisation (Colmegna, 2002 : 12). C'est dire que l'espace social inexistant pour ces exclus a été récupéré par leurs efforts de mobilisation. En ce qui a trait au cadre théorique, l'anthropologue pense que les politiques de l'identité et la perspective culturelle qui ressortent des théories des nouveaux mouvements sociaux ne sont pas suffisantes pour étudier à la fois ces mouvements et les groupes *piqueteros*. Elle prend tout de même en compte des éléments de cette théorie afin d'explorer les processus de conformation et de changements et les significations créées autour du mouvement. Cependant, elle estime que pour compléter l'analyse, les jeux de pouvoir des différents acteurs doivent être mis en relief par les luttes matérielles du mouvement (Colmegna, 2002 : 4).

2.2 Privatisation soudaine des entreprises étatiques

La sociologue Maristella Svampa s'est aussi penchée sur le Mouvement *Piquetero*. Comme pour Colmea, cette auteure croit que les changements structurels en Argentine ont généré des transformations dans l'action collective. Pour témoigner de cette théorie, elle décrit en détail le cas de General Mosconi, au Nord de l'Argentine. Elle montre que la privatisation de la compagnie YPF a provoqué un tel désarroi social que l'articulation des groupes *piqueteros* y a été radicale et forte. Elle explique que le monde ouvrier et la ville entière étaient structurés par la compagnie pétrolière. D'une part, être ou ne pas être un travailleur de la compagnie servait à créer des frontières claires dans la population en raison des avantages matériels provenant du travail pour la société d'État. D'autre part, la hiérarchie instituée dans la compagnie même était reproduite au niveau spatial dans la ville alors que les différents quartiers, comme dans le modèle de Norbert Élias (1965), marquaient ces différences hiérarchiques. Dans toutes les villes structurées autour de cette compagnie, c'est l'économie entière qui a été désarticulée par la privatisation : « sans aucun doute, la rencontre entre différents secteurs sociaux, tous affectés par un processus inédit de dé-collectivisation devant un État national en retrait, constitue le point de départ d'une expérience unificatrice, au milieu d'un déracinement social » (Svampa, 2003a : 57, trad. libre). Ce point de départ dont parle Svampa, c'est une forte mobilisation d'abord caractérisée par la participation d'acteurs provenant de plusieurs secteurs, puis, par « [...] des femmes, épouses ou chefs de familles, qui, à partir de leur implication massive dans les manifestations et blocages de route, ont placé les demandes de travail et d'aide alimentaire dans un nouveau lieu et au même moment, [...] ont commencé un travail actif de reconstruction de la quotidienneté » (Svampa et Peyrera, 2004 : 53, trad. libre).

2.3 Reproduction de la machinerie politique et clientélisme

Le sociologue Javier Auyero a beaucoup étudié les changements dans l'action collective des dernières années en Argentine. Il dira qu'il existe une certaine continuité dans les pratiques anciennes et actuelles, ces dernières s'intégrant dans le répertoire d'actions collectives défini par Tilly (Auyero, 2002 : 147). La cause principale de ces soulèvements populaires d'après lui sont les ajustements structurels imposés par le FMI dans les années 90. Il souligne aussi que des problèmes locaux sont également à prendre en

considération comme les nombreux cas de corruption politique. Il voit l'émergence des contestations sociales en Argentine comme une discontinuité avec la classe politique (Auyero, 2003b : 313). Il croit que l'identité même des contestataires s'est construite en réaction contre le retrait de l'État dans les politiques sociales et les nombreuses privatisations et la corruption de l'État. L'auteur étudie les actions de protestation en termes de politiques morales qui, selon lui, teintent les notions politiques des contestataires (Auyero, 2003b : 312). Ces politiques morales servent à légitimer et délégitimer les pratiques politiques et viennent donc remettre en question la vision traditionnelle du rôle de l'État. Pour lui, les protestataires, comme les *piqueteros*, sont autant à la recherche de respect et de reconnaissance individuelle et collective, que de dignité et de meilleures conditions de vie matérielles (Auyero, 2003a : 7).

Dans son livre *Contentious Lives*, Auyero parle de deux événements marquants dans l'histoire de la protestation en Argentine : le *Santiagazo*, soulèvement populaire dans la ville Santiago del Estero en décembre 1993 et le grand blocage de routes dans les villes de Cutral-Co et Plaza Huincul en juin 1996. Afin de rendre compte de ces deux événements, il relate la vie et la participation d'une femme pour chacun des événements. Il dit que cette approche consistant à croiser le récit de vie à la protestation a souvent été employée pour illustrer l'évolution des mouvements sociaux et des militants qui y participent. L'auteur souligne aussi l'importance des relations et significations créées durant ces événements et de l'identité collective des protestataires. Auyero tente donc d'interpréter comment les luttes collectives sont vécues et ressenties, individuellement et collectivement, par les protestataires conjuguant ainsi deux concepts classiques de l'anthropologie pratique et de la sociologie de la protestation : l'étude des phénomènes sociaux du point de vue de l'acteur et l'analyse des conflits par les protagonistes eux-mêmes (Auyero, 2003a : 5).

Dans un autre ouvrage (2001), Auyero fait état des réseaux de résolutions de problèmes et ceux de clientélisme politique, en périphérie de Buenos Aires. Tout comme les groupes *piqueteros*, les personnes en situation de précarité décrites dans cet ouvrage partagent une catégorie, un réseau et une identité commune. Auyero croit qu'en étudiant ces réseaux, il n'y a pas lieu de se concentrer sur la distribution même des ressources, des biens et des services mais plutôt de focaliser sur les relations et pratiques qui se trament autour de la distribution. Ainsi, un nouveau point de vue est dégagé, celui-ci plus attentif aux langages culturels, identités individuelles et collectives en jeu dans ces relations et pratiques (Auyero, 2001 : 39). Il invite aussi à étudier la logique du mouvement via la résolution de

problème : comment la participation et l'implication active dans les réseaux renforcent et reconfigurent une identité commune et une identité politique, selon les orientations de chacune des factions dans ce mouvement.

Astor Massetti, quant à lui, étudie la trajectoire du phénomène *piquetero* plutôt que les causes de son émergence dans le but d'analyser l'état actuel de la protestation sociale en Argentine (Massetti, 2006 : 29; 2004 : 4). Cette analyse historique lui permet de dire que les événements de l'intérieur du pays et ceux dans l'espace urbain appartiennent au même phénomène politique. D'ailleurs, en analysant les différentes perspectives analytiques et les projets politiques des organisations, il en conclut que les activités de ces dernières s'inscrivent dans un processus stratégique de représentation politique et qu'elles contribuent à la politisation de la pauvreté et de l'espace urbain (Massetti, 2004 : 2,7). Il restreint donc son analyse, sans pour autant la limiter, à l'action de protestation, génératrice de dialogues pouvant « influencer politiquement sur la question de la pauvreté » (Massetti 2004 : 2, trad. libre). L'auteur parle aussi d'identité affirmant que « les transformations sociales générées par la destruction du modèle social [...] ont produit des nouvelles dynamiques de construction sociale de subjectivités » et que ces dynamiques identitaires, via l'appartenance à un groupe *piquetero* par exemple, permettent aux secteurs les plus touchés de recréer « de nouvelles dignités, nouveaux milieux de rencontre et de reconnaissance mutuelle » (Massetti, 2004 : 9, trad. libre).

3- Les *piqueteros* : forme de mobilisation et d'expression publique

Dans un premier ouvrage sur les organisations de sans-emploi (2004), Gabriela Delamata se concentre surtout sur leur émergence et leur développement dans le cône urbain de Buenos Aires en étudiant différents aspects de l'action : la mobilisation dans l'espace public, la formation d'organisations revendicatrices et politiques et l'organisation interne via l'assemblée. Elle en tire la conclusion que

« [l]es organisations de travailleurs désoccupés ne doivent pas être seulement vues comme une réponse provocante dans le cadre d'une expérience individuelle et sociale marquée par l'appauvrissement, la vulnérabilité et l'exclusion sociale qui a approfondi la croissance du chômage durant la décennie 90, mais aussi et spécifiquement, comme un acteur collectif transformateur des relations sociales de la politique » (Delamata, 2004 : 7-8, trad. libre).

Cet acteur a induit un changement dans la perception de l'obtention du subside maintenant vu comme l'acquisition d'un droit associé à une catégorie, celle de travailleurs sans travail, permettant la recréation d'emploi dans un environnement local, de quartier (Delamata, 2004 : 82-83). Elle souligne aussi le façonnement d'un certain pouvoir individuel et collectif via les assemblées, composante importante dans la structure des organisations (Delamata, 2004 : 84). Elle qualifie cette étude sur le mouvement d'analyse de premier niveau se concentrant sur les structures organisatrices et plateformes politiques. Dans un deuxième texte (2005), Delamata complète son analyse en incorporant le second niveau, celui des relations et interactions à l'intérieur des organisations entre les leaders et les membres dans le but de déterminer les principales caractéristiques des groupes, les types de leadership, les attentes de la participation sociale et politique ainsi que les sentiments inscrits dans la pratique des membres. Ce niveau d'analyse lui permet également de débattre sur l'identité qui, selon elle, se loge dans les liens tissés par la mobilisation et dans la participation individuelle et collective (Delamata et Armesto, 2005 : 2).

Finalement, j'aimerais conclure sur cette série d'idées et d'études sur les organisations *piqueteras* avec un auteur abondamment cité dans la littérature sur les mouvements sociaux en Argentine. Il s'agit d'Emilio Tenti Fanfani qui a notamment écrit un texte pour tenter d'expliquer le mouvement en termes d'exclusion sociale. Pour l'auteur, il existe deux pôles lorsqu'il est question d'exclusion sociale : les personnes qui sont intégrées dans le système économique actuel et celles qui en sont exclues indéfiniment comme, par exemple, les « chômeurs chroniques ». Les autres, ceux qui se situent entre les deux pôles, forment un groupe hétérogène pour qui l'insertion dans le système économique est difficile. Il se demande alors « comment définir l'exclusion et rencontrer un dénominateur commun dans cette hétérogénéité d'individus qui souffrent de la misère du monde ? » (Tenti Fanfani, 2000 : 22, trad. libre). La caractéristique principale de l'exclusion, selon lui, réside dans la « non-fonctionnalité ». Les individus catégorisés par l'exclusion sont ceux qui n'ont aucune fonction sociale, surtout en regard des groupes dominants, ceux qui, comme le dit Castells (1995), sont surnuméraires ou qui se situent hors de cet espace de relations d'interdépendance constituant la société puisque personne n'a besoin d'eux (Tenti Fanfani, 2000 : 22). Bien que sans eux l'équilibre de la société ne serait brimé, ces individus représentent tout de même une menace à l'intégration sociale, à cet espace de relations d'interdépendance. Tenti Fanfani leur accorde une double existence : « ils existent comme objectivité, c'est-à-dire comme un ensemble d'individus, familles et communautés,

victimes d'exclusion sociale. Toutefois, ils existent aussi comme sujets sociaux, dotés de capacités variables d'action collective » (Tenti Fanfani, 2000 : 22, trad. libre). Quelle influence peuvent avoir ces exclus dans leur relations avec d'autres acteurs lorsqu'il est question de politiques publiques ? En reprenant les concepts de Tenti Fanfani, la même question se pose face aux *piqueteros* : quelle influence ont-ils sur d'autres acteurs en ce qui concerne les politiques sociales ? Si l'exclusion totale soustrait toute capacité d'organiser l'action collective et de se définir une identité, les ex-travailleurs avec tout leur bagage en matière d'organisation syndicale, ne se sont jamais considérés comme exclus. Du moins, leur exclusion n'a jamais été totale puisque, depuis les débuts du mouvement, les gens ont refusé d'entrer dans le cercle de l'exclusion sociale, d'être stigmatisés, de perdre leur identité. Ils ont, au contraire, misé sur leurs relations avec les autres secteurs pour amorcer leur mobilisation puis ils ont réussi à s'organiser pour « avoir une présence dans les scénarios publics, [...] [pour] résister et défendre les positions conquises » (Tenti Fanfani, 2000 : 22, trad. libre). En refusant de sombrer dans le cercle vicieux de l'exclusion et de la domination symbolique, ils ont ainsi réussi à garder un certain pouvoir. Les *piqueteros* sont effectivement des acteurs montrant une forte influence sur d'autres acteurs de la société puisque les relations d'interdépendance n'ont jamais été totalement brisées. Tenti Fanfani résume ainsi son propos sur les blocages de routes :

« La protestation se concrétise par un blocage de route et constitue une manière de "se faire voir", de rompre l'isolement, le statut de "n'être personne", à quoi l'exclusion sociale et territoriale réduit [...]. Durant le blocage, les "exclus" acquièrent une existence sociale dans le contexte national. Le fait de constituer un obstacle réel à la libre circulation de personnes et de marchandise et leur présence dans les médias leur octroient un pouvoir temporaire qu'ils peuvent prendre et utiliser dans les négociations. C'est probable que les exclus peuvent seulement se faire entendre via des actions qui perturbent le cours normal de la vie de la population. Quand ils réussissent, ils deviennent momentanément indispensables » (Tenti Fanfani, 2000 : 26, trad. libre).

Tous ces auteurs, qui ont pourtant apporté beaucoup dans l'étude des mouvements sociaux en Argentine, limitent leurs propos à la séquence historique du mouvement, aux contextes politique et économique de son émergence ainsi qu'à l'implantation du piquet comme nouvelle action collective dans le panorama de la protestation sociale en Argentine. Ils n'entrent pas en détail dans le cœur du Mouvement *Piquetero* qui, suite à mon travail de terrain, réside plutôt dans l'organisation territoriale au quotidien. Ils donnent cependant quelques indices quant à l'adoption d'une perspective plus locale pour étudier le phénomène *piquetero* : Svampa parle d'une reconstruction de la quotidienneté; Auyero propose d'aller

sur le terrain afin d'étudier les phénomènes sociaux du point de vue de l'acteur et de prendre en considération l'analyse des conflits par les protagonistes eux-mêmes; Delamata, en se limitant aux assemblées, insère un second niveau d'analyse impliquant la participation sociale et politique, les sentiments vécus dans la pratique des membres des groupes et les liens tissés dans la mobilisation et la participation collective.

B) Problématique et hypothèses de recherche :

1- Problématique

La brève revue de littérature précédente démontre une tendance générale dans l'analyse du phénomène *piquetero*. L'accent est mis sur ce que j'appellerai ici l'espace public-politique du mouvement. Cet espace se limite aux manifestations publiques organisées par les groupes *piqueteros*, c'est-à-dire les manifestations, marches, blocages de route, actes publics et politiques, etc. Cet espace est aussi largement couvert par les médias, la majorité des reportages se concentrent sur ces manifestations publiques. Les critiques et la couverture limitée à cet espace public ont motivé un questionnement face au quotidien des membres des groupes et de leurs activités, autres que celles des manifestations publiques, réalisées dans les quartiers.

Bien que la présente recherche rende compte d'un mouvement social devenu un acteur social et politique important en Argentine, il est nécessaire de préciser que la perspective empruntée ne mettra pas l'emphasis sur les objectifs précédemment cités ni sur les grands concepts entourant les mouvements sociaux. Le but ici n'est pas de développer des concepts et des théories sur le mouvement en général, déjà bien présents dans la littérature, mais de mettre en lumière une autre facette, celle-ci peu montrée par les auteurs et les médias.

Cette autre sphère est celle de l'espace domestique et renvoie à la vie quotidienne des membres qui forment les groupes dans les quartiers. Cette sphère domestique est tout aussi importante puisqu'elle est garante du succès des manifestations publiques. Même si l'espace domestique demeure peu abordé dans la littérature, certains auteurs en note l'importance sans pour autant s'avancer dans une telle analyse. Raul Zibechi en parle brièvement : « [pour] comprendre les mouvements sociaux, autant les explicites que les implicites, il est important d'examiner ce qui se passe dans les petits groupes et dans les

réseaux sociaux submergés dans la vie quotidienne » (Zibechi, 2003b : 104, trad. libre). Zibechi suggère d'étudier non pas exclusivement l'aspect visible des mobilisations mais aussi l'invisible, qui se situe au niveau local dans le milieu de travail, dans les quartiers, les familles et la vie quotidienne. Astor Massetti, pour sa part, suggère le thème de la vie intraorganisationnelle, le « au jour le jour » d'où il est possible de « souligner les liens qui s'établissent dans les quartiers, le travail et les projets communautaires, la distribution des ressources, etc. qui font partie de "l'expérience collective" » (Massetti, 2004 : 169, trad. libre). Enfin, d'autres chercheurs proposent des perspectives intéressantes qui touchent la sphère domestique : l'équipe de Grimson (2003) donne une importance particulière au quartier dans une étude ethnographique qui met l'emphase sur quatre quartiers du cône urbain de Buenos Aires; Ada Freytes Frey et Cecilia Cross (2006) s'intéressent aux pratiques organisatrices de quatre groupes et « les transformations qui s'opèrent chez les membres de ces organisations à partir de l'expérience de participation dans les projets de quartier et dans les espaces de démocratie directe » (Freytes Frey et Cross, 2006 : 1, trad. libre) (l'étude se limite cependant au point de vue des dirigeants et représentants de quartier); enfin, Julieta Quirós présente une perspective, se rapprochant de celle privilégiée ici, soit celle de « prendre comme sujet les personnes qui participent aux activités des dits mouvements *piqueteros*, en cherchant à inscrire cette participation dans d'autres dimensions de la vie sociale [...], à mettre en lumière l'expérience de faire partie d'un mouvement *piquetero* à partir de sa relation avec d'autres expériences de la vie quotidienne » (Quirós, 2006 : 27, trad. libre).

Ainsi, afin de mieux comprendre le mouvement dans son ensemble, je propose donc, pour mon projet de recherche, d'étudier non seulement la sphère publique mais aussi les pratiques sociales locales qui entourent le Mouvement *Piquetero* dans les quartiers : qu'est-ce que cela implique d'être *Piquetero* à l'échelle locale et au quotidien ? Cette problématique est reliée aux sous-questions suivantes : Qu'est-ce que le Mouvement *Piquetero* ? Comment et dans quel contexte a-t-il émergé ? Comment est-il organisé ? Qui sont les participants aux diverses organisations ? Sous quels motifs ces participants décident-ils d'adhérer ? Quelles sont les implications quotidiennes qu'entraîne une participation à un groupe *piquetero* ? Quel impact a cette participation dans la vie quotidienne et familiale des membres ?

2- Hypothèses de recherche

L'hypothèse principale de ce travail est directement reliée à cette problématique et suggère que les organisations *piqueteras* sont structurées par une forme de socialisation qui implique deux types de pratiques associées à un espace spécifique : d'un côté, l'espace public-politique dans lequel s'insèrent les manifestations, les actes politiques, les festivités, et de l'autre, l'espace domestique où s'organisent le travail et la vie quotidienne des participantes et de leurs familles. Cette hypothèse amène la recherche à mettre en évidence ce qui a été explicité précédemment soit cet espace public-politique bien connu mais plus particulièrement l'espace domestique, peu représenté dans la littérature sur le mouvement.

La deuxième hypothèse concerne l'impact de la participation dans la vie quotidienne des membres : la différenciation des espaces s'accroît durant des périodes déterminées, notamment en temps de campagne électorale alors que les pratiques attribuées à l'espace public-politique prendront beaucoup plus d'importance dans l'organisation des groupes et dans la vie quotidienne des participantes.

La dernière hypothèse renvoie aux questions reliées à la participation des membres et stipule que la décision d'adhérer ou de participer à l'une ou à l'autre des organisations est prise en vue d'une stratégie de survie reliée à la distribution de subsides plutôt que par le projet politique proposé par les organisations.

C) Cadre théorique

Pour tenter de répondre aux questions et vérifier les hypothèses sous-jacentes à la problématique, plusieurs concepts théoriques viendront guider l'analyse des observations faites sur le terrain. Ces concepts seront exprimés ici à partir de trois grands thèmes : espace et lieu, action collective et protestation et participation.

1- Espace et lieu : espace public-espace domestique

Les deux principaux concepts sont ceux présentés dans la problématique, c'est-à-dire les deux espaces qui constituent cette dichotomie dans les organisations de sans-emploi : l'espace politique-public et l'espace domestique. Ici, ces deux espaces seront abordés en

fonction des actions collectives réalisées dans chacun de ces espaces. Premièrement, les *piquets/manifestations publiques* impliquent une incursion dans des espaces publics non associés aux occupants-participants (routes nationales, places centrales, rues des centres urbains, ponts, etc.). Deuxièmement, les *soupes populaires/projets* s'inscrivent dans un ensemble de pratiques qui reproduisent la dynamique domestique (acte quotidien et primaire de manger/de travailler) et sont organisés dans des espaces habituellement octroyés à la population en situation précaire (quartiers populaires, cônes urbains, ghettos). L'espace en tant que concept d'analyse de la contestation est peu employé selon Charles Tilly pour expliquer ce qui se passe lorsqu'il est question de contestation (Tilly, 2000 : 139). Pourtant, l'importance de l'espace dans les phénomènes sociaux est maintenant incontestée et cette perspective spatiale permet de mieux comprendre ces processus sociaux (Martin et Miller, 2003). Dans le cas du Mouvement *Piquetero*, l'action principale de contestation constitue un déplacement sur les routes et en même temps, l'action organisatrice des groupes dans les quartiers s'inscrit aussi dans les politiques de contestation et elle devient nécessaire dans l'édification du mouvement.

Dans ce sens, le thème de l'espace se réfère ici à deux niveaux : d'une part, le déplacement dans la rue hors de l'espace habituel, cet espace quotidien, plus personnel et individuel que représentent le quartier et la maison et ce, dans le but se faire entendre, de se faire voir et de porter vers cet autre espace, l'espace public-politique, des revendications. De plus, il ne faut pas oublier cette dynamique urbaine, caractéristique des villes latino-américaines, relayant au contour de la ville, les habitants de la classe populaire, des *villas*, qui les amènent à transgresser la frontière pour se rendre dans le centre urbain de la capitale, à des endroits stratégiques et symboliques dans le cadre des revendications. Comme l'explique William Sewell, les mouvements sont « façonnés et contraints par l'environnement spatial dans lequel ils s'inscrivent, mais participent également à la production de nouvelles structures et relations spatiales » (Sewell 2001 cité dans Auyero, 2005 : 126).

La construction de l'espace devient donc un élément majeur dans l'étude de ce phénomène. Le mouvement est d'abord construit par les relations sociales existantes d'un lieu, d'un espace, dans le cas présent, il s'agit des quartiers où la proximité des familles, des voisins, le bouche à oreilles favorisent un certain « processus d'agrégation » (Miller, 1985 cité dans Auyero, : 125) essentiel à l'organisation du mouvement. « [D]ans le grand Buenos Aires, avec presque la moitié de la population au chômage ou ayant des emplois informels

et avec un État en retrait en matière de protection du travail et de provision des services publics, les attentes des secteurs sociaux dont les conditions de vie avaient considérablement empiré se sont tournées vers les quartiers » (Delamata, 2004 : 13, trad. libre). Delamata explique qu'un parallèle doit être fait entre la lutte pour un travail authentique et le quartier, "dortoir des ouvriers", alors que le monde ouvrier comme espace naturel d'organisation et de confrontation est renvoyé transitoirement dans les quartiers par l'action revendicatrice des sans-emploi. Le quartier devient donc le siège social des travailleurs sans-emploi et le cadre organisationnel des nécessités immédiates et le cadre stratégique dans l'organisation des groupes, de l'action collective, de l'unité politique et des revendications (Delamata, 2004 : 38-41; Svampa et Pereyra, 2004 : 20). Svampa note que ce modèle territorial doit être relativisé puisqu'il provient en grande partie de l'expérience péroniste qui a une grande trajectoire dans le domaine du travail territorial et que toutes les organisations vont incorporer ce modèle via des dirigeants, délégués ou représentants mais qu'en plus, elles vont également intégrer des personnes, *punteros*¹ et *manzanas*², venant directement de cette expérience péroniste (Svampa et Pereyra, 2004 : 49).

Il est aussi important de souligner que la majorité des participants rencontrés durant le terrain de recherche étaient des femmes qui non seulement soutenaient par leur présence les manifestations publiques, mais ces femmes étaient les acteurs principaux des organisations *piqueteras* dans les quartiers. Le concept d'espace prend alors le sens qu'utilise Elizabeth Jelín lorsqu'elle parle des organisations et des mouvements de femmes :

« La femme a la charge du milieu privé de la famille et de la reproduction. À partir de cette insertion traditionnelle, les femmes se mobilisent publiquement, avec des demandes dirigées à l'État, avec des protestations dirigées à questionner l'ordre des choses en vigueur et avec des propositions de transformation des modèles de relations sociales et politiques. Ce sont des cas où le privé et le personnel se transforment en axe d'interventions et d'affrontements publics, non pas par une élaboration idéologique abstraite, sinon à partir des affections et nécessités des personnes particulières avec qui les femmes sont en relation (pas n'importe quel enfant, *son enfant*; pas les nécessités du quartier, *celles de sa maison et de sa famille*). [...] La vie et l'identité quotidienne des femmes se constituent dans le quotidien, l'habituel, le trivial et même, l'invisible. [...] En même temps, cette quotidienneté se transforme et peut arriver à influencer la vie publique sociale. Par la position sociale qu'elles occupent, les femmes peuvent arriver à être les sujets sociaux clés pour la conformation de mouvements sociaux qui questionnent les formes traditionnelles de faire la politique, la relation entre politique et vie sociale, les relations sociales elles-mêmes » (Jelín, 1985 : 33-34, trad. libre).

¹ Représentants du Parti justicialiste dans les quartiers. Ce modèle politique est critiqué pour ses pratiques clientélistes (voir section sur les *punteros*, chapitre 2, page 29).

² Bénévoles pour le Parti justicialiste dans le cadre d'un programme gouvernemental de distribution alimentaire pour les enfants et les femmes enceintes (voir chapitre 2, page 47).

Maintenant, le Mouvement *Piquetero* implique également la construction d'un espace public qui détermine le lieu et l'action de contestation. Les sans-emploi délimitent un espace stratégique, la route et des lieux symboliques, pour exprimer des revendications à travers les manifestations publiques (blocage de route, manifestation, marche, acte politique, etc.). « Ainsi, l'espace et le lieu déterminent, tout en les favorisant, l'émergence des mouvements de contestation ; en retour, ceux-ci contribuent à actualiser les potentiels qu'offre l'espace tout en le restructurant » (Auyero, 2005 : 126, trad. libre). Dû au fait que les personnes qui forment les contingents des manifestations publiques sont des femmes, qu'elles aient, comme l'a précédemment mentionné Jelín, la charge de l'espace privé de la famille et qu'elles sont grandement touchées par le chômage, elles participent, en amenant la famille avec elles dans les rues, au déplacement du foyer et du quartier, de l'espace domestique, dans l'espace public (Svampa et Pereyra, 2004 : 32). « La sphère publique ne se conçoit pas comme un espace unique, sinon comme un réseau multiple de publics, dans lequel les groupes subordonnés (chômeurs/chômeuses, travailleurs/travailleuses, femmes, personnes d'orientations sexuelles différentes, ethnies), peuvent lutter pour leurs droits et établir de nouvelles relations sociales » (Di Marco, 2004 : 17, trad. libre).

2- Action collective, protestation sociale

En définissant ces deux types d'espace, il a été grandement question d'actions collectives.

« Il ne faut pas beaucoup d'analyse pour se rendre compte que les sans-emploi qui coupent une route n'ont pas de travail, mais le chômage, la faim ou la nécessité économique ne conduisent pas nécessairement au blocage de route ni à l'incendie d'un édifice. Ils constituent les bases sur lesquelles s'érige la belligérance populaire, mais la forme de protestation a à voir avec des processus politiques et des formes de demande apprises des affrontements répétés avec l'État et avec son succès et/ou son échec relatif » (Auyero, 2002 : 146, trad. libre).

Ainsi comme le montre la catégorisation des formes de protestation des dernières années de Iñigo Carrera et Cotalero, la mobilisation en Argentine révèle un important *répertoire d'actions collectives*, tel que défini par Tilly³, déployé par différents groupes

³ « The word repertoire identifies a limited set of routines that are learned, shared, and acted out through a relatively deliberate process of choice. Repertoires are learned cultural creations, but they do not descend from abstract philosophy or take shape as a result of political propaganda; they emerge from struggle » (Tilly, 1993 : 264).

sociaux pour exprimer leurs revendications. Les formes de protestation depuis 1989 ont été divisées en cinq catégories : les saccages de 1989/90 conceptualisés comme une révolte; le *Santiagazo* de 1993 renvoyant à une émeute; autres éléments définis comme étant des manifestations de protestation de rue (marches, concentrations, soupes populaires, occupations, *escraches*⁴); les grèves incluant les grèves nationales et provinciales; les blocages de routes (Iñigo Carrera et Cotalero, 2000 : 75).

Les actions collectives prises en compte pour le présent travail seront celles qui auront pu être observées durant le travail de terrain, c'est-à-dire les manifestations de protestation de rue appelées ici des manifestations publiques. Cette catégorie diffère légèrement de celle décrite plus haut puisqu'elle sera en quelque sorte adaptée aux concepts d'espace. Les manifestations publiques se référeront à l'espace public-politique alors que les activités organisées dans les quartiers se rapporteront à l'espace domestique. Il est à noter qu'aucun blocage de route n'a été planifié durant le séjour sur le terrain, il en sera question dans le prochain chapitre. De plus, la définition donnée à une marche par Pierre Favre s'applique aux actions collectives rencontrées sur le terrain : « un mouvement collectif organisé dans un espace public dans le but de produire un résultat politique au moyen de l'expression pacifique d'une opinion ou exigence », le résultat politique, selon Massetti, étant la redistribution de ressources (biens ou pouvoir) (cité dans Massetti, 2004 : 11, trad. libre).

3- Participation

Lorsqu'il est question d'action collective, il est incontournable de toucher le thème de la participation. Astor Massetti se demande ce que cherchent les gens en participant à ces processus. Ce mémoire tentera aussi de répondre à cette question qui, comme déjà évoquée dans la problématique, est peu traitée dans la littérature actuelle :

« Les études sur les mouvements sociaux, entre autres, le mouvement *Piquetero*, n'ont pas l'habitude de questionner les motivations de ceux qui participent à ces organisations ni sur la signification que les personnes donnent à cette participation. Tout se passe comme si la "masse", c'est ainsi que sont perçus les participants, partage le sens attribué par les dirigeants. De cette façon, les études perdent l'opportunité d'identifier ceux qui, sans figurer dans l'idéologie des mouvements, contribuent de manière décisive à les rendre possibles » (Sigaud, 2006 : 13, trad. libre).

⁴ Action publique de dénonciation, utilisée par exemple avec les militaires non inculpés pour des crimes commis durant la dictature qui sont publiquement dénoncés lorsque vus dans la rue ou dans un restaurant.

Le concept de participation sera grandement influencé par la dimension de genre dû à l'importante présence des femmes dans les groupes *piqueteros* étudiés. Ainsi le questionnement sur la participation des femmes sera abordé à trois niveaux. Pour le premier niveau, Zibechi parle de deux types de lutte ou mobilisation : celle pour la survie et la reproduction quotidienne de la vie et celle, la plus fréquente, des activistes et militants qui renvoie à un affrontement contre un ennemi réel ou inventé (Zibechi, 2003b : 15). La recherche permettra de mettre en évidence le type de mobilisation qui aura attiré les femmes vers le mouvement. Comme les groupes étudiés ici sont affiliés à un parti politique, plusieurs dimensions devront être prises en compte pour déterminer cette motivation. Selon Graciela Delamata :

« La définition du profil idéologique de la part des dirigeants et représentants, mais aussi la redéfinition des intérêts collectifs de l'organisation de façon compréhensive avec les inquiétudes sociales de l'ensemble constituent les aspects centraux de la participation des secteurs populaires dans les nouvelles et les moins nouvelles structures politiques de projection nationale » (Delamata , 2004 : 83, trad. libre).

Les aspects centraux de cette recherche seront donc partagés entre la dimension politique de la mobilisation et la dimension des intérêts collectifs ou plus spécifiquement, les intérêts des participantes. Afin de déterminer le type de mobilisation, plusieurs concepts viendront appuyer l'analyse. En ce qui concerne la dimension politique, il faudra voir avec les femmes interrogées leur niveau d'implication dans les activités reliées à la mobilisation, celles qui, comme dans la définition que donne Sandra Guimenez à la participation, se compromettent avec les pratiques organisatrices mais aussi dans les décisions de pouvoir (Guimenez, 2004 : 16). De plus, en Argentine, la dimension politique ne peut être abordée sans la notion de clientélisme lorsqu'il est question de politiques d'intervention sociale. Ce phénomène, tel qu'il sera expliqué dans le prochain chapitre et tel que démontré par Javier Auyero (2001), provient des pratiques politiques implantées par le Parti justicialiste⁵ (PJ) dans les quartiers populaires et restent encore bien ancrées dans les traditions culturelles et politiques (Auyero, 2001 : 177). La définition de clientélisme adoptée ici sera celle de Javier Auyero qui l'entend « comme un échange personnalisé entre la masse et l'élite de faveurs, biens et services contre l'appui politique et des votes » (Auyero, 2001 : 35, trad. libre). Svampa et Pereyra parlent, quant à eux, de clientélisme affectif c'est-à-dire « d'un type de relation qui exprime la convergence aléatoire entre la dimension utilitaire de la politique, généralement renforcée par l'omniprésence de demandes dirigées vers les

⁵ Le Parti justicialiste est le parti politique associé à la tradition péroniste.

institutions politiques, et la dimension affective, manifestée à travers les différentes modalités d'identification avec le leader » (Svampa et Pereyra, 2004 : 51, trad. libre). Les organisations *piqueteras* ayant la gestion de la distribution de plans d'assistance sociale et les groupes étudiés étant affiliés à des partis politiques, il sera intéressant d'analyser les relations entre les participantes et les dirigeants sous cet angle.

Pour ce qui est du deuxième type de mobilisation énoncé par Zibechi, il faudra l'aborder en premier lieu avec la notion de stratégie de survie élaborée par Javier Auyero (2001). C'est en relation avec le concept de clientélisme politique qu'il a défini la notion de stratégie de survie. En effet, l'échange de faveurs, biens et de services contre l'appui politique s'insère dans des réseaux de résolution de problèmes dans lesquels les médiateurs politiques du PJ, les *punteros*, ont un rôle clé autant dans la distribution des faveurs, biens et services mais aussi dans l'organisation de l'appui politique. Auyero ne parle pas seulement du réseau instauré par le PJ mais dit plutôt que dans les quartiers défavorisés des banlieues, il existe des réseaux d'aide formels, tels que l'Église ou les organisations caritatives, des réseaux d'aide informels, tels que les familles et les voisins ainsi que les réseaux politiques (Auyero, 2001 : 99-100). Ces réseaux de résolution de problèmes représentent une stratégie de survie lorsque la famille, ou dans le cas de cette recherche, lorsque les femmes doivent en situation de privation matérielle extrême combler les besoins de base de leur famille et assurer sa reproduction. Les questions posées aux participantes des deux groupes étudiés permettront d'analyser leur type de mobilisation sous cette perspective.

D'autres concepts seront aussi utilisés pour aller au-delà des « motivations » déjà mentionnées qui peuvent influencer la participation. Comme le dit Bourgois lorsqu'il parle des ghettos de New York, les habitants marginalisés ne sont pas seulement en quête de ressources économiques mais ils ont aussi soif de respect, de dignité et d'accomplissement (Bourgois, 1995 : 324). Cette notion rejoint celle de « quête de reconnaissance » apportée par Pierre Bourdieu qui pousse les individus à se faire reconnaître via le jugement des autres (Bourdieu, 2000 cité dans Auyero, 2003a : 9). Il faudra voir si via les groupes *piqueteros*, les participantes ont récupéré la dignité perdue avec le statut de sans-emploi.

Maintenant, en ce qui touche au deuxième niveau d'analyse de la participation, il sera question du travail quotidien déployé par les participantes dans les groupes *piqueteros*, donc des actions collectives à l'échelle du quartier : les soupes populaires et les projets. Un intérêt spécial sera porté à la gestion puisque les participantes sont non seulement les

caissières de leur foyer (Zelizer, 2005 : 79) mais elles s'occupent de l'administration des activités dans les quartiers. Ces deux gestions amèneront les participantes à user de pratiques économiques particulières à leur situation qui seront également analysées.

Finalement, à la manière de Van Dyke, Doug McAdam et Wilhelm (2000) avec leurs études sur l'impact de l'activisme sur la biographie des participants, le troisième niveau d'analyse aura pour but d'examiner l'impact de la participation des femmes au Mouvement *Piquetero* dans leur vie de tous les jours, surtout dans l'organisation de la vie familiale. Ces auteurs stipulent clairement que la participation à un mouvement social engendre des effets dans la vie des activistes et ce, davantage pour les femmes (Van Dyke, Doug McAdam et Wilhelm, 2000 : 165). Les concepts de respect, dignité, quête de reconnaissance, précédemment cités, seront aussi employés en plus de la notion d'*empowerment*, le pouvoir d'agir individuel et collectif, décrit dans deux études québécoises sur les jardins communautaires et les cuisines collectives (Boulianne, 2001; Fréchette, 2000).

D) Stratégies de recherche

La principale stratégie de recherche consiste à procéder à une description ethnographique qui sera supportée par une analyse qualitative. Cette stratégie implique d'une part, l'analyse de la vie quotidienne des membres et leur vision respectivement à leur participation dans un groupe *piquetero*. D'autre part, la perspective comparative empruntée pour l'ethnographie permettra de prendre comme référence deux groupes qui partagent des conditions sociales communes et d'explorer leurs différentes formes d'organisation, leurs pratiques et visions de la situation.

La première étape de la recherche aura pour but de contextualiser et de décrire l'émergence du Mouvement *Piquetero* aux niveaux national et provincial. Ce contexte sera exposé grâce à des données historiques (retrouvées dans la littérature sur les mouvements sociaux en Argentine et sur le Mouvement *Piquetero*) et à des données statistiques liées aux programmes sociaux, revenus, taux de chômage, taux de pauvreté, etc. qui ont été recueillies à l'Institut national de statistique et recensement de l'Argentine (INDEC), à la Direction générale des statistiques de la province de Salta ainsi qu'aux ministères national et provincial du travail et du développement social. Cette étape constituera le deuxième chapitre sur l'émergence du mouvement.

En deuxième étape, afin de circonscrire la recherche au niveau local, un terrain de recherche a été effectué dans un quartier de la ville de Salta dans le Nord-Ouest de l'Argentine en 2005⁶. Dans ce quartier, deux groupes *piqueteros* y sont très actifs ce qui en fait un lieu très intéressant pour faire une comparaison et rendre compte de l'hétérogénéité du mouvement. Plusieurs catégorisations peuvent être établies en ce qui concerne le mouvement mais aucune ne semble cadrer parfaitement les différences de tous les groupes. Les deux groupes étudiés ici se distinguent principalement par leur projet politique respectif. La catégorisation mise de l'avant ici sera donc celle qui classe les groupes *piqueteros* selon leur relation avec la sphère politique : une première branche du mouvement est affiliée avec le parti politique au pouvoir, c'est-à-dire avec le PJ; une deuxième branche est liée à un parti de l'opposition, dans le cas présent avec le Parti Ouvrier (Po) ; la troisième branche refuse toute affiliation avec un parti politique et prône l'autogestion. Cette troisième branche sera absente de l'analyse pour en limiter l'étendue, mais il demeure important de la mentionner.

Le terrain de recherche consistait d'abord à définir plusieurs aspects des deux groupes : leur émergence dans la province de Salta, leur situation actuelle ainsi que leur structure, discours, revendications, stratégies et moyens d'action. De plus, pour compléter le contexte général traité dans la première étape de la recherche, d'autres données statistiques ont été recueillies afin d'illustrer la distribution de l'action des deux groupes dans la ville de Salta et plus particulièrement, dans le quartier choisi permettant ainsi de visualiser la situation actuelle, l'ampleur de chaque groupe et les ressources disponibles.

Par la suite, la recherche de terrain a été consacrée à l'observation, participante ou non, des deux groupes c'est-à-dire, une participation à toutes les activités autant de l'espace public que domestique. Plusieurs points devaient être relevés tels que le choix des activités, leur organisation, l'endroit choisi, leur fréquence, leurs buts, le nombre de participants et leur genre, les ressources disponibles, les problèmes rencontrés, etc. Cette observation participante a permis de récolter un nombre important de données pour l'analyse mais aussi de planifier des entrevues avec des participants.

⁶ L'adoption d'un centre urbain différent de Buenos Aires pour cette étude est aussi venu de la littérature qui se concentre surtout sur la capitale fédérale et très peu sur les autres centres urbains de l'Argentine. Le choix de la ville de Salta a été fait en accord avec mon directeur de maîtrise qui, originaire de cette ville, a pu faciliter la prise de contact avec des organisations *piqueteras*, en plus de me présenter à des personnes-ressources pour m'aider tout au long de mon séjour de recherche.

Une dizaine d'entrevues semi-dirigées ont été réalisées dans chacun des groupes. Les thèmes abordés touchaient essentiellement l'histoire du membre avec le groupe, sa participation (rôle, travail effectué, fonctionnement des soupes populaires/projets, problèmes rencontrés), l'aide économique et personnelle associée à cette participation, l'opinion sur l'aspect politisé du mouvement (projet politique, élections, militantisme), les changements apportés par le mouvement au niveau familial et dans le quartier.

Finalement, les entrevues et l'observation participante permettront de comparer l'implication avant et pendant la campagne électorale législative dans le but de faire une analyse temporelle de la participation des membres. L'accent sera mis sur les changements reliés à la nature des activités, au nombre d'heures travaillées, aux opinions sur le déroulement de la campagne, aux problèmes rencontrés, etc.

E) Limites de la recherche

Toute recherche comporte ses limites et difficultés. En ce qui me concerne, la première difficulté aura été de faire le terrain de recherche dans une langue étrangère. Bien que ma maîtrise de l'espagnol semblait au départ satisfaisante, certaines lacunes ainsi que le dialecte local m'ont donné du mal à bien saisir toutes les nuances et détails des propos énoncés et des dialogues échangés sur le terrain. Aussi, le fait de me retrouver dans un environnement totalement nouveau m'a, entre autres, empêché de bien distinguer ce qui est inhérent à la société argentine, le *sens commun*, et les particularités des groupes *piqueteros*. C'est d'ailleurs en lisant, par exemple l'ethnographie de Julieta Quirós qui emprunte une perspective semblable à la mienne, que j'ai constaté que certains détails spécifiques au monde *piquetero* m'avaient échappés durant le travail de terrain. Bien que j'avais noté ces détails, je ne les avais pas classés comme étant caractéristiques des groupes *piqueteros*.

De plus, malgré que j'aie passé des journées entières dans le quartier, le fait de ne pas y habiter et donc de ne pas vivre le quotidien dans son ensemble limite l'étendue de la recherche. Dans le même sens, les nombreuses activités des deux groupes en période électorale ont été impossibles à suivre de façon intégrale. J'ai dû faire des choix pour avoir une vue d'ensemble de la campagne en laissant de côté des activités répétées ou de moindre importance pour la recherche.

Dans un autre ordre d'idée, le lien des groupes étudiés à des partis politiques différents, voire opposés et rivaux, a d'abord engendré chez les participantes une certaine méfiance à

mon égard. Au fil du travail de terrain, ce sentiment s'est en quelque sorte transformé en une certaine compétition. Cette méfiance/compétition était, au départ difficile à gérer, dû au fait que les deux groupes sont bien ancrés dans le quartier étudié et que les participantes me voyaient fréquenter les membres de l'autre groupe et vice versa. L'avantage de comparer les deux groupes dans ce même quartier m'a donc obligée à bien me situer politiquement en brandissant la carte du chercheur neutre et en expliquant l'importance de l'analyse comparative dans ma recherche. Les participantes ont alors accepté mon insertion dans les deux groupes. Par contre, mon statut de chercheur ne m'a pas permis d'accéder à l'espace le plus politisé des groupes c'est-à-dire, les réunions des partis politiques concernés. À titre d'exemple, le Parti Ouvrier me demandait d'adhérer formellement au parti et même de voter pour le parti afin de pouvoir assister et participer aux réunions et plénières du parti, chose qui était impossible à réaliser.

CHAPITRE/2 ÉMERGENCE DU MOUVEMENT *PIQUETERO*

Ce chapitre permettra de contextualiser l'émergence du Mouvement *Piquetero* en décrivant les principaux épisodes de son histoire. Dans la première partie du chapitre, il sera question du contexte politique et économique en Argentine dans les années 90. Ensuite, dans la deuxième partie, les trois étapes caractérisant le Mouvement *Piquetero* seront décrites : les premières manifestations dans les provinces de l'intérieur du pays entre 1996-1998; la diffusion de la mobilisation jusqu'à Buenos Aires de 1998 à 2001; finalement, les points culminants de la troisième étape, dont les deux grandes assemblées nationales et la crise économique de décembre 2001 seront décrits. Enfin, la dernière partie du chapitre servira à définir le devenir du mouvement après la crise économique, à voir brièvement le contexte actuel et à faire le point quant aux programmes d'assistance sociale.

A) Les années 90 : pourquoi la formation d'un mouvement de chômeurs ?

La formation d'un mouvement de chômeurs en Argentine provient essentiellement des effets provoqués par les problèmes économiques et politiques rencontrés depuis la dictature militaire (1976-1983) et surtout durant les années 90, pendant le gouvernement péroniste de Carlos Saúl Menem (1989-1999).

En prenant ses fonctions en 1989, Menem faisait déjà face à une hyperinflation frôlant les 200 %. La solution apportée par le nouveau président a coïncidé avec la recette de la Banque Mondial (BM) et du Fond Monétaire International (FMI), c'est-à-dire des mesures d'ajustements et des réformes qui permettaient de réduire les dépenses de l'État et d'ouvrir les frontières au marché mondial afin de soustraire la participation de l'État dans l'économie nationale (Romero, 2001 : 266). L'application de ces mesures se résume à l'adoption de trois lois : la *Loi d'Urgence économique* consistant à une cessation de tous types de subvention aux entreprises et à des congédiements dans les effectifs de l'État; la *Loi de la Réforme de l'État* permettant la privatisation des compagnies nationales; et la *Loi de Convertibilité* octroyant au peso argentin la parité avec le dollar américain (un peso = un dollar) (Romero, 2001 : 272-274).

D'une part, les conséquences immédiates de telles mesures ont effectivement été bénéfiques pour l'économie argentine : entre 1991 et 1994, la réactivation de l'activité

économique a entraîné la chute de l'inflation, la baisse du déficit fiscal et des taux d'intérêt, l'amélioration du produit intérieur brut (PIB), de l'épargne et du pouvoir d'achat des entreprises et des particuliers (Romero, 2001 : 274). Le pays semblait sur la voie de la réussite et le « bon élève » qu'était devenu le gouvernement argentin s'est vu félicité par les agences internationales. Mais d'autre part, les effets négatifs se sont également faits sentir, surtout au niveau des privatisations :

« [t]out ce que l'Argentine possède est cédé au secteur privé: l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, les chemins de fer, la sidérurgie, les ports, les banques, les centrales thermiques, le pétrole... Même les gestions publiques des retraites, de la sécurité sociale et de l'éducation sont peu à peu démantelées. Massives, les privatisations jettent à la rue des milliers d'employés. Les seuls effectifs de la compagnie pétrolière passée aux mains de l'entreprise espagnole Repsol chutent de cinquante-deux mille à six mille salariés » (Hérard et Raimbaud, 2006 : 13).

La flexibilisation des conditions de travail a permis aux entreprises privatisées de procéder à ces vagues de mises à pied afin d'obtenir le rendement compétitif qu'exige le marché international.⁷ L'État a, quant à lui, gelé les salaires de ses employés ainsi que les chèques de retraite. Malgré les indemnités qui ont colmaté temporairement ces pertes d'emploi, le mécontentement suite à ces mesures a commencé à se faire entendre alors que plus de mille cas de mobilisations ont été répertoriés en 1991 et ce chiffre s'accroît tout au long du mandat de Menem (Giarracca 2003 : 197 cité dans Almeyra, 2004 : 116). Mais ce n'est qu'en 1993 que la première grande manifestation s'est organisée dans la capitale de Santiago del Estero qui se transformant en rébellion sociale appelée le *Santiagazo*⁸. Cet événement ainsi que les autres mobilisations dans le pays à la fin du premier mandat du gouvernement justicialiste ont alors commencé à gêner le Président Menem déjà prêt à lancer sa campagne de réélection (Romero, 2001 : 285). Le deuxième mandat de Menem, gagné avec plus de 50 % du suffrage, lui a été difficile autant dans la gestion des problèmes économiques, les nombreuses mobilisations de la population qu'au sein même des membres de son parti. Bien que le PIB s'est maintenu à des niveaux raisonnables en 1996 et 1997 (4% et 8%), le taux de chômage (15%) et la dette extérieure (de 60, en 1992, à 100 milliards en 1996) ont continué de croître (Romero, 2001 : 287-288). De surcroît, la situation s'est aggravée avec la crise des pays de l'Asie en 1997 et avec celle du Brésil en

⁷ Avant ces privatisations, les entreprises nationales employaient près d'un demi-million de personnes. En 1999, le nombre d'employés a chuté à 75 000 (Auyero, 2002a : 150).

⁸ Cet événement sera détaillé dans la prochaine section.

1999. C'est dans un tel contexte que s'est engagée la course à la présidence en 1999 qui a été fatale pour Menem et pour son parti : les chicanes internes et les nombreuses dénonciations de corruption ont noirci les candidats du PJ et c'est tout le parti qui en a été affecté : lors de l'élection, le parti de l'*Alianza* a obtenu près de 50 % des voix, avec une longueur d'avance de 10 % devant le PJ de Duhalde (Romero, 2001 : 296).

Tel qu'expliqué dans la section qui suit, le nouveau Président De la Rúa ne sera pas en mesure, tout comme ses prédécesseurs, d'améliorer la situation économique du pays. Le terme de l'*Alianza* s'est conclu par une crise économique en décembre 2001 et par d'importantes manifestations populaires.

Les Punteros du Parti Justicialiste

Avant de continuer, il est important ici de s'attarder sur l'une des causes qui ont permis la réélection de Carlos Menem en 1995. La situation économique précaire du pays amenée par les mesures structurelles du gouvernement justicialiste et le mécontentement des sans-emploi auraient pu mettre un terme au mandat de Menem. Il faut dire que les ramifications du PJ dans les quartiers populaires, notamment ceux de Buenos Aires, possèdent un pouvoir non négligeable lorsque vient le moment de faire campagne électorale. Il est question ici d'un phénomène relié au PJ : les représentants du parti dans les quartiers appelés *punteros*.

Pour plusieurs raisons, il est important d'expliquer ce que sont les *punteros*. D'abord parce qu'ils forment la base du parti et parce que ce modèle aura une influence dans le fonctionnement des groupes *piqueteros*. Aussi, puisque touchant la dynamique quotidienne des quartiers, ils deviendront également un acteur social à considérer pour l'étude des pratiques sociales du quartier étudié dans le cadre de cette recherche.

Un *puntero* est le représentant du PJ pour un quartier, habituellement le quartier où il habite. Son rôle « officiel » est celui de médiateur politique, c'est-à-dire qu'il est l'intermédiaire entre la population et les élus de sa région. Le *puntero*, avec les ressources que lui procure le parti, distribue à ses concitoyens de la nourriture, des médicaments, des vêtements, des meubles, etc.; il essaie d'obtenir des emplois pour ceux qui lui en demandent; il offre des services juridiques et tente d'améliorer les infrastructures du quartier; il organise aussi des formations et des activités pour les jeunes et les personnes

âgées (Levitsky, 2001 : 53). Il accomplit ses tâches dans un local, souvent dans sa maison ou en association avec une soupe populaire, un centre communautaire ou une coopérative. Cet endroit devient l'unité de base (UB) du PJ dans le quartier (Levitsky, 2001 : 44-45) et le *puntero* se transforme, en quelque sorte, en *problem-solver* dans son quartier (Levitsky, 2001 : 41). Comme les UBs se retrouvent souvent situées dans les maisons des *punteros*, les personnes qui les fréquentent sont alors des voisins, des amis, des membres de sa famille. Le *puntero* tisse des liens entre son réseau, dans lequel il recrute pour les élections et les mobilisations, et le réseau politique du parti, pour obtenir des ressources du gouvernement.

En échange de ces ressources, les bénéficiaires sont invités à participer à des activités ou actes politiques, à divers programmes gouvernementaux, à voter pour le PJ, etc. Ces pratiques sont caractéristiques de ce parti politique. En effet, selon Levitsky (2001), le PJ s'organise et se maintient grâce à ces pratiques informelles et ce, depuis l'exil de Perón et la prohibition du parti en 1955 (Levitsky, 2001 : 35). Les réseaux clandestins et leurs activités ont réussi tout au long des années de répression à maintenir le parti en vie. Grâce à ces réseaux, ce sont plus de trois millions de membres qui composaient le PJ dès le retour à la démocratie en 1983 via les UBs opérées par les *punteros* (Levitsky, 2001 : 37). Durant les années 90, le rôle de ces derniers s'est accentué puisque le lien entre les travailleurs et le PJ via les organisations syndicales s'est estompé avec les pertes d'emploi massives. Le parti se retrouve donc lié aux « secteurs pauvres à travers des réseaux territoriaux et clientélistes, nourris et connectés grâce à l'usage des ressources économiques étatiques » (Delamata, 2004 : 19, trad. libre).

Ces pratiques sont souvent pointées du doigt parce qu'elles sont considérées par l'opposition et les journalistes comme du *clientélisme politique* : il s'agit d'échange de nourriture contre un vote, ce qui contrevient à ce qu'ils entendent comme société civile démocratique (Auyero, 2001 : 29).

B) Mobilisation sociale en Argentine : le Mouvement *Piquetero*

Maintenant que le contexte politique et économique lié à l'émergence du mouvement a été situé, cette section exposera les trois étapes caractérisant le Mouvement *Piquetero*. Le chapitre se terminera par une actualisation de la situation depuis 2002 et un bilan entourant

les programmes d'assistance sociale. Tel que mentionné précédemment, avant d'aborder ces étapes, il est important de revenir sur la rébellion populaire survenue le 16 décembre 1993 dans la capitale de Santiago del Estero.

0- Préambule : le *Santiagazo*⁹

La population de la province de Santiago del Estero en 1991 est de 671 988 habitants et de ceux-ci, 34 % représente la population économiquement active, soit 229 035 habitants. En région, l'agriculture occupe la majorité des travailleurs mais en ville, c'est le secteur des services qui emploie plus de 33 % des travailleurs. De ce nombre, presque la moitié (46 %) sont des employés de la fonction publique (Auyero, 2003a : 116). Les ajustements et réformes qui touchent le gouvernement national depuis le début des années 90 se répercutent dans les provinces alors que les transferts d'argent sont coupés. Le gouvernement provincial de Santiago del Estero, dépendant en grande partie de ces transferts, est obligé d'espacer le paiement des salaires de ses employés qui représentent plus de 70 % de ses dépenses (Auyero, 2003a : 116). Après trois mois sans salaire, les ressources se faisaient rares dans la région et l'activité économique était au ralenti. De nombreuses manifestations ont été convoquées depuis le début de 1993, montrant une intensité grandissante et pour cause : ajoutés au non-paiement des salaires, de nombreux cas de corruption impliquant les membres du gouvernement et d'innombrables irrégularités dans la gestion de l'État faisaient la une des journaux locaux quotidiennement (Auyero, 2003a : 120). Des millions de dollars disparaissaient alors que les habitants de la province se retrouvaient devant des problèmes de distribution de nourriture, d'eau potable et d'électricité; des niveaux élevés de mortalité infantile et de malnutrition; un système d'éducation paralysé et des grèves dans tous les secteurs publics (Auyero, 2003a : 121). L'intensité ascendante de la mobilisation a culminé le 16 décembre 1993, alors que :

« [...] trois édifices publiques –la chambre du gouvernement, les tribunaux et la législature –et une douzaine de résidences privées de politiciens et fonctionnaires locaux ont été envahies, pillées et incendiées par des centaines d'employés publics et habitants de Santiago del Estero. Employés de l'État et de la municipalité, professeurs au primaire et au secondaire, retraités, étudiants, dirigeants syndicaux et d'autres réclamaient le paiement de leur salaire, retraite et pension (dus depuis trois

⁹ Les rébellions populaires sont nommées en ajoutant le suffixe *-azo* à la ville. Ainsi, les *Cordobazo*, *Santiagazo*, *Cultralcazo*, *Argentinazo*, renvoient aux importantes manifestations populaires de Córdoba, Santiago del Estero, Cultral-Co et celles de décembre 2001 dans tout le pays.

mois), protestaient contre l'implantation de politiques d'ajustement structurel et exprimaient leur grogne contre la corruption gouvernementale généralisée » (Auyero, 2002 : 7, trad. libre).

La journée du 16 décembre 1993 a donné lieu à des dizaines d'établissements et de maisons privées brûlées et saccagées, des centaines d'objets de toute sorte volés et 144 arrestations. En dépit de la rébellion populaire, les revendications, principalement la création d'emploi, n'ont pas été obtenues. Au fil des années, c'est 30 % des effectifs de la fonction publique qui ont été réduits et le taux de chômage s'est multiplié par cinq passant de 2,8% en 1990 à 12,4 % en 1997 (Auyero, 2003a : 116; 189). Cependant, le *Santiagazo*, en tant que point d'inflexion, aura marqué le début d'un nouveau cycle de protestations sociales en Argentine.

1- Premier épisode : dans les provinces 1996-1998

Les conséquences des privatisations ont été importantes dans les provinces qui, faute de ressources et de stratégies de réinsertion, n'ont pas réussi à réintégrer les travailleurs mis au chômage. Avec ses populeux quartiers organisés autour des industries tout autant décimés par le chômage, les habitants de la province de Buenos Aires auraient pu initier ce mouvement de contestation. Mais l'effondrement économique régional donnant lieu à un changement dans la configuration de la vie quotidienne dans les provinces, ajouté au sentiment d'éloignement et d'abandon du gouvernement national concentré dans la capitale fédérale ont provoqué un important mouvement de protestation dans les provinces. Le processus de décentralisation explique aussi la montée de la mobilisation dans les provinces : le transfert au niveau provincial de la responsabilité des salaires, conditions de travail et infrastructures ont entraîné un déplacement de la protestation vers les provinces (Auyero, 2002 : 151).

1.1 Province de Neuquén : la *pueblada*¹⁰ de Cultral-Co et Plaza Huinul

Le premier événement important est le grand blocage de route, le *Cultralcazo*, survenu dans la province de Neuquén, plus précisément dans les localités de Cultra-Co et Plaza Huinul. C'est par ailleurs lors de cet événement que le nom *piquetero* sera entendu pour la première fois.

En 1990, le développement de ces deux villes, qui comptaient 45 384 habitants, était directement ou indirectement relié à l'exploitation pétrolière de la compagnie nationale YPF¹¹ (Svampa et Pereyra, 2004 : 120). Avant sa privatisation, l'YPF employait 52 000 personnes à travers le pays et à la fin de 1992, elle ne comptabilisait plus que 13 500 employés (Auyero, 2001 : 43). Dans la province de Neuquén, c'est 4 246 emplois qui sont coupés. À Plaza Huinul, par exemple, ces emplois sont passés de 4 200 à 600 (Auyero, 2003a : 43). Les conséquences de cette privatisation ont donc été désastreuses pour plusieurs villes surtout celles, comme Cultral-Co et Plaza Huinul, qui se sont érigées par et pour la compagnie YPF. Les travailleurs mis à la porte se sont alors retrouvés devant des stratégies de réinsertion peu efficaces et c'est toute l'activité économique de la région qui a été touchée. Svampa et Pereyra parlent de décollectivisation et de déstructuration sociale pour qualifier le désarroi des habitants.

Les premières manifestations et organisations de chômeurs se sont développées dans des villages et quartiers de la capitale provinciale mais c'est la marche provinciale contre la faim et le chômage, convoquée le 21 juin 1996, qui a eu une incidence importante dans la mobilisation puisque le jour même, le gouverneur de la province a annoncé la dérogation d'un contrat avec une compagnie canadienne pour l'installation d'une usine de fertilisants dans la région (Oviedo, 2004 : 31). La création d'une centaine d'emplois temporaires et d'une cinquantaine d'emplois permanents espérés par l'arrivée de cette usine est alors suspendue. La nouvelle est diffusée par les radios locales qui, du coup, encouragent les habitants à sortir dans la rue pour exprimer leur colère. Après la marche, les manifestants

¹⁰ Le mot *Pueblada*, qui vient de *pueblo* signifiant village, exprime un soulèvement populaire impliquant la participation d'un nombre important des habitants d'une communauté. La *pueblada* englobe ici la majorité de la population des localités de Cultral-Co et de Plaza Huinul.

¹¹ La compagnie YPF est née en 1922 et est vite devenue une instance importante au sein de l'État argentin. La compagnie a développé un modèle d'occupation du territoire non seulement basé sur l'exploitation du pétrole mais sur tout un réseau de services sociaux, récréatifs et résidentiels pour les employés. La vie sociale de villes entières tournait autour de la compagnie (Svampa et Pereyra : 2004 : 105).

ont bloqué la route 22 entre Cultral-Co et Plaza Huincul et y sont restés durant six nuits et sept jours (Auyero, 2003a : 17). Les manifestants s'étaient accordés pour limiter leurs revendications à une seule : ils demandaient de rencontrer le gouverneur pour qu'il les écoute et leur garantisse la création d'emplois, seule solution pour contrer la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient (Auyero, 2003a : 19).

Quand la juge chargée de régler le conflit est arrivée sur les lieux avec la gendarmerie, c'est 20 000 personnes qui formaient la masse. Jugeant l'événement de rébellion populaire, elle s'est retirée de l'affaire obligeant ainsi le gouverneur à se déplacer pour négocier avec les insurgés. Dès le lendemain, soit huit jours après le début du piquet, le gouverneur a signé un accord avec des représentants *piqueteros* (Auyero, 2003a : 20; Svampa et Pereyra, 2004 : 113). Les gains de la manifestation sont nombreux, cependant, seules les promesses à court terme seront remplies, soit celles d'assistance immédiate sous forme de subsides, de paniers alimentaires ou d'abolition de dettes (Svampa et Pereyra, 2004 : 114). Le gouverneur n'a jamais acquitté sa part du contrat signé avec les *piqueteros* particulièrement en termes de stimulation de l'emploi : en 2001, c'est plus de 32,5 % de la population de Cultra-Co et Plaza Huincul qui est toujours sans emploi (Svampa et Pereyra, 2004 : 107-108).

La région vivra d'autres épisodes similaires dans les années qui suivront permettant de fortifier le Mouvement *Piquetero* dans la province, mais cet événement restera le plus marquant.

1.2 Province de Salta : l'école de *piqueteros* de Mosconi et Tartagal

L'autre expérience fondamentale du Mouvement *Piquetero* est celle des chômeurs de la province de Salta, plus précisément ceux de Mosconi et Tartagal, dans le département de San Martín. Dans leur ouvrage, Svampa et Pereyra parlent d'« école de *piqueteros* » pour évoquer l'impact qu'a provoqué la mobilisation des habitants de ces localités sur l'émergence du mouvement. C'est surtout la création de l'organisation, *Unión de trabajadoras desocupados* (UTD) de Mosconi, et de son travail de reconstruction du tissu communautaire qui a transformé cette région en un symbole important de la mobilisation et un modèle d'autogestion.

Le cas de Tartagal et Mosconi¹² ressemble à celui de la province de Neuquén. Ces deux localités se sont aussi développées autour de l'exploitation d'hydrocarbures à partir des années 20 et la communauté s'est déployée autour du modèle YPF. Les rumeurs de privatisation y ont stimulé la mobilisation qui avait d'abord comme but de prévenir cette manœuvre du gouvernement national. Cette mobilisation a d'ailleurs mené au premier blocage de route en Argentine en octobre 1991 qui a duré une journée. Malgré cette opposition, la compagnie a été léguée à des capitaux étrangers et les conséquences sur la région ont été désastreuses. D'une part, la politique de privatisation a entraîné des licenciements chiffrés, selon les sources, entre 2400 et 3500 (Benclowics, 2004 : 3). Pour les employés épargnés, les nouvelles conditions de travail sont grandement affectées (Aguilar et Vásquez, 1998 : 40, 45). D'autre part, les répercussions de ces licenciements sont également visibles dans la communauté alors qu'avec la chute de 73 % de l'activité pétrolière et la perte de 75% des emplois dans ce secteur, c'est toute l'activité économique de la région qui baisse drastiquement (Svampa et Pereyra, 2004 : 108). Le chômage dans cette zone qui était de 6,2 % en 1991 atteignait 42,8 % lors du recensement de 2001 (Benclowics, 2004 : 5; Svampa et Pereyra, 2004 : 108)

La privatisation de la compagnie a donc catalysé le processus de mobilisation et la création de réseaux sociaux qui ont permis l'organisation de manifestations pour dénoncer les problèmes vécus dans la région. Au début de 1997, l'UTD de Mosconi a été formée et elle est devenue un acteur central dans la communauté, non seulement au niveau de la lutte des chômeurs mais aussi dans la politique locale ayant pour effet d'augmenter ses fonctions de représentation sans toutefois être affiliée à un parti politique (Svampa et Pereyra : 2004 : 135).

Le 7 mai 1997, l'UTD a convoqué une assemblée populaire à laquelle plus de 2000 travailleurs ont voté un plan de lutte contre le chômage et l'inaction des gouvernements. Un grand blocage sur la route 34 entre les six kilomètres qui séparent Tartagal et Mosconi est alors décrété (Oviedo, 2004 : 77). Le piquet est érigé dès la fin de l'assemblée et au cours des huit jours qu'a duré le blocage, une centaine d'autres piquets se sont orchestrés dans la région par 24 000 personnes contrôlant tous les accès au département de San Martín (Kohan, 2002 : 31; Oviedo, 2004 : 76). Les auteurs emploient le qualificatif de

¹² Selon l'INDEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos), en 1991, Tartagal comptait 43 586 habitants alors que Mosconi 11 081. www.indec.gov.ar

multisectoriel pour décrire l'hétérogénéité des groupes représentés dans ces blocages : chômeurs, autochtones, professeurs et employés de la fonction publique, femmes, étudiants, etc. (Oviedo, 2004 : 75). Les revendications sont nombreuses mais l'essentiel se résume à la création d'emplois, l'augmentation des plans d'assistance sociale de 150 à 400 pesos, des investissements dans la région provenant des profits des entreprises pétrolières et des solutions pour les entrepreneurs locaux. Les négociations ont duré plusieurs jours pour se terminer avec le démantèlement des piquets et l'obtention de gains substantiels.

Ce premier blocage représente le début d'une mobilisation importante dans cette région de l'Argentine où de nombreux piquets et affrontements se sont organisés jusqu'à aujourd'hui. Malgré toute cette mobilisation, les autorités locales ne semblent pas en mesure de régler les conflits et les promesses faites restent la plupart du temps non remplies. Les situations sont souvent solutionnées par des mesures éloignées des demandes. C'est ce qui fait en sorte que la mobilisation est toujours en action dans la région et que les organisations *piqueteras*, surtout l'UTD de Mosconi, ont dû développer une « culture de production » pour supplanter la « culture d'extraction » (liée à l'industrie pétrolière) bien ancrée dans les mœurs locales (Svampa et Pereyra : 2003a: 141). Avec les quelque 1000 plans sociaux, plus de 75 projets de travail sont réalisés en 2003 (Svampa et Pereyra : 2004 : 135). Environ la moitié des projets sont voués à des travaux publics de réfection. D'autres ont permis la création de jardins communautaires qui viennent en aide aux soupes populaires et à l'hôpital; le développement de fabriques de briques et de portes et fenêtres; l'implantation de formations en tout genre et des marchés d'artisanats (Svampa et Pereyra : 2004 : 142). Par ces microentreprises, l'UTD de Mosconi tente d'abaisser le niveau de dépendance de la communauté envers les programmes sociaux. C'est cette mobilisation d'une part, au niveau de la protestation sociale pour l'obtention d'emplois et de plans mais aussi, d'autre part, au niveau de la communauté par la restructuration du tissu social qui permet à ces localités d'être un modèle national dans la gestion des chômeurs.

1.3 Autres manifestations dans le pays

Selon Luis Oviedo, d'autres manifestations organisées dans les provinces ont marqué l'émergence du Mouvement *Piquetero*. Il cite, entre autres, des événements dans les provinces de Córdoba, de Jujuy et Tierra del fuego. Sans entrer dans les détails de ces

événements, ce qu'il faut voir ici c'est la généralisation de la mobilisation dans les provinces. En effet, seulement entre avril et juin 1997, les blocages de route se sont multipliés dans le pays : la province de Jujuy a été isolée durant douze jours, après quoi le gouverneur de la province s'est vu obligé de remettre sa démission; la route nationale 3 a été bloquée à Trelew (Chubut) pour une journée; à Cruz del Eje (Córdoba), les cinq accès de la ville ont été paralysés par plus de 4000 voisins et chômeurs durant plusieurs jours; d'autres manifestations ont aussi été organisées dans les provinces de Río Negro, Tucumán et Neuquén, etc. (Auyero, 2002 : 145; Oviedo, 2004 : 87).

Il est important de noter que la multiplication de la mobilisation ne s'est pas développée également dans toutes les provinces, c'est-à-dire que les piquets se sont organisés à des temps différents. En 2000, après trois années de mobilisation, cette forme de protestation a atteint la majorité des provinces et sa propagation les a unies dans un processus de contestation ayant des caractéristiques particulières : regroupements de gens d'horizons divers (caractère multisectoriel de la protestation), actions turbulentes allant jusqu'à la rébellion populaire, demandes d'emploi pour des travailleurs récemment mis à pied, paiements des salaires dus, etc. Le caractère « provincial », le fait qu'il n'ait pas émergé du « centre », en l'occurrence de Buenos Aires, est d'autant plus intéressant dans la mesure où le mouvement est né dans deux endroits « invisibles » dans l'imaginaire national. Les villes de Tartagal, Mosconi, Cultral-Co et Plaza Huincul étaient de petites villes isolées qui se sont construites autour du symbole de l'État national YPF. Avec la privatisation, la perte d'emplois et la chute du modèle YPF, il ne restait à ces ex-travailleurs, les mieux rémunérés de l'ex-État-providence durant plusieurs générations, que les routes nationales pour se rendre visibles et exprimer leur déception et désarroi. En ce sens, le blocage de route s'est transformé en un moyen d'expression très particulier, pour ne pas dire un certain langage de protestation qui a enclenché ce processus de contestation et a permis la formation d'organisations encore présentes aujourd'hui. En se développant à travers les provinces et en atteignant la grande région de Buenos Aires, tel que détaillé dans la section suivante, le blocage de route est devenu le langage d'un acteur politique et social important dont les caractéristiques acquises dans le premier épisode changeront au fil de sa diffusion et sa consolidation.

2- Deuxième épisode : diffusion dans la province de Buenos Aires 1998-2001

Le deuxième épisode est surtout caractérisé par la diffusion du mouvement dans la province de Buenos Aires,¹³ alors que de massives organisations se sont formées et installées dans le cône urbain. Avec plus de 74,4 % de l'emploi concentré dans le parc industriel du cône urbain de Buenos Aires, les conséquences des mesures adoptées par le gouvernement ont été fortement ressenties dans la province. Depuis la convertibilité du peso en 1991, le chômage a augmenté de 300 % pour se situer en 1995 à 22,6 % de la population active (843 840 personnes) ou à 33, 8 % en additionnant le sous-emploi. En dix ans, ce sont 5 508 industries qui ont fermé leurs portes et ce, surtout dans le domaine manufacturier qui, entre 1991 et 1995, a éliminé 200 000 emplois (Auyero, 2001 : 48).

Pour Svampa et Pereyra, la mobilisation des années 90 dans le cône urbain de Buenos Aires s'est inscrite dans un processus de continuité, contrairement aux actions disruptives et évanescentes encourues dans les provinces (Svampa et Pereyra, 2004 : 19). Depuis les années 70, différents groupes communautaires travaillent déjà dans les quartiers, particulièrement dans ceux de La Matanza et du cône urbain sud, en raison du déplacement des secteurs populaires aux limites de la capitale et du mouvement d'occupation des terres. Cette expérience d'action territoriale et organisatrice très axée sur le quartier est à la base du fort sentiment d'appartenance communautaire du mouvement et de l'organisation des sans-emploi non seulement dans cette zone, mais partout où s'est implanté le mouvement (Delamata, 2004 : 34; Svampa et Pereyra, 2004 : 20). Dès 1995-1996, des commissions de sans-emploi sont créées dans les quartiers les plus affectés de la province. Les manifestations se sont d'abord limitées aux mairies locales vers lesquelles se sont initialement tournés ces regroupements. La naissance d'organisations de chômeurs a alors touché plusieurs localités du grand Buenos Aires et de la province (Oviedo, 2004 : 43).

Le groupe initiateur des blocages de route dans le grand Buenos Aires est celui du nom de *Movimiento de trabajadores desocupados Teresa Rodriguez* (MTD – Mouvement de

¹³ Depuis un changement dans la constitution en 1994, la capitale de Buenos Aires est une province autonome avec son propre gouvernement. Alors que la province de Buenos Aires compte 13 827 203 habitants et 134 zones administratives, la capitale est divisée en 48 quartiers où habitent 2 776 138 personnes. Le cône urbain de Buenos Aires est composé des 30 zones administratives situées en périphérie de la capitale et représente 1,2 % du territoire nationale où réside 24,4 % de la population du pays (8 440 000 habitants) (Auyero, 2001 : 47). La capitale et le cône urbain forment le grand Buenos Aires sans toutefois constituer une unité administrative.

travailleurs désoccupés), qui deviendra en 1998 le Mouvement *Teresa Rodriguez*¹⁴ (MTR) (Svampa et Pereyra, 2004 : 237). En mai 1997, le MTR a bloqué pour la première fois une route à Mar del Plata en province, pour demander des subsides, des paniers de nourriture, des bombonnes de gaz et des bons pour le paiement de l'électricité. Mais ce n'est qu'en septembre lors d'un autre blocage à Florencio Varela que le groupe a réussi à obtenir 80 plans sociaux et des caisses d'aliments. En novembre, ils ont reçu 800 plans supplémentaires (Delamata, 2004 : 60).

D'autres MTD naissent par la suite dans le sud du cône urbain. D'abord, le MTD de Florencio Varela, né en 1998 d'une scission avec le MTR qui, avec son premier blocage de route, a obtenu 50 plans lui permettant de s'organiser activement : lors du second barrage, plus de 1500 chômeurs se sont réunis et ils ont reçu 1000 plans (Oviedo, 2004 : 95). Avec ces gains substantiels, le MTD s'est étendu dans la zone sud (Svampa et Pereyra, 2003 : 237). Le MTD de Solano s'est formé en 1997 avec des voisins et des militants associés à l'église locale. Ils ont d'abord fait une demande pour des plans d'assistance sociale mais devant le nombre insuffisant de ceux-ci, les membres ont décidé d'aller de l'avant avec une mobilisation au niveau municipal avec des marches, des soupes populaires et un « campement » face à la mairie. Cette mobilisation ne donnant aucun résultat concret, le MTD de Solano a organisé son premier blocage de route le 11 novembre 1997 rapportant 100 plans et 150 paniers alimentaires (Delamata, 2004 : 45). L'autonomie, l'horizontalité et la démocratie directe sont trois principes adoptés par le MTD Solano pour diriger ses activités. L'organisation ne tient aucun lien avec l'État, des partis politiques ou syndicats. En 1999, les efforts réalisés afin d'obtenir cette autonomie sont récompensés puisque le MTD de Solano s'est vu octroyer le droit de gérer les plans d'assistance sociale de ses membres. Le groupe met alors sur pied des ateliers pour remplir la contre-prestation exigée pour ces subsides. Avec d'autres MTD qui partagent ce principe d'autonomie, le MTD de Solano s'associe à la *Coordinadora de trabajadores desocupados Aníbal Verón* (CTDAV – Coordination de Travailleurs Désoccupés Aníbal Verón) créée en octobre 2001 (Delamata, 2004 : 47).

La *Federación Tierra, Vivienda y hábitat* (FTV – Fédération terre, logement et habitat) et la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC – Courant Classique et Combatif) se sont aussi

¹⁴ Teresa Rodriguez est une jeune mère de 26 ans qui est décédée lors du second soulèvement populaire à Cultral-Co (Auyero, 2003; Oviedo, 2004; Svampa et Pereyra, 2003).

formées en 1998 et resteront alliées jusqu'en 2003. La FTV est intégrée à la Centrale des travailleurs argentins (CTA)¹⁵ et provient des activités communautaires entreprises depuis 1995 par la Coopérative El Tambo qui tentent de régler les problèmes de terres, de logements et d'alimentation vécus dans le quartier El Tambo, de La Matanza. En formant des alliances avec d'autres organismes et en procurant une liste de ses membres au gouvernement en 1995, la coopération a pu offrir à ses membres des plans d'assistance sociale et s'est vue remettre chaque mois jusqu'en 1998, 10 000 tonnes de denrées alimentaires (Delamata, 2004 : 37). En ce qui concerne la CCC, ce courant syndical est formé dès 1994 avec deux branches, celle des travailleurs et celle des retraités. En 1998, la création d'une branche de chômeurs s'est imposée (Delamata, 2004 : 35).

Durant cette deuxième étape, des regroupements de chômeurs associés à des partis politiques font également leur apparition. En août 1999, le Partido Obrero (Po – Parti ouvrier) a formé sa branche de chômeurs, le *Polo Obrero* (PO – Pôle Ouvrier). En 2000, le parti *Partria Libre* a créé la *CTA de los Barrios* (CTA des quartiers), nommée plus tard *Barrios de Pie* (BdeP) alors que le Parti Communiste a mis sur pied le Mouvement Territorial de Libération. Le Mouvement au socialisme, quant à lui, a fondé la *Federación de los Trabajadores Combativos* (Fédération de Travailleurs Combatifs) (Svampa et Pereyra, 2004 : 56, 237 ; Delamata, 2004 : 30).

Toutes ces organisations ont contribué à la généralisation des blocages de route dans le pays comme dans la province de Buenos Aires et ce, dès 1997 : dans le pays, 140 blocages en 1997, 51 en 1998, 252 en 1999, 614 en 2000 et 1383 en 2001 (Auyero, 2003a : 210); dans le cône urbain de Buenos Aires, 23 blocages en 1997, 9 en 1998, 82 en 1999, 119 en 2000, 452 en 2001 (Delamata, 2004 : 22).

En 2000, des grèves importantes dans la province de Buenos Aires ont ouvert un nouveau cycle de protestations. En juin, un impressionnant blocage de route sur la route 3 à La Matanza avec plus de 1500 sans-emploi de la CCC et FTV-CTA a permis l'obtention de plus de 9000 plans, 650 000 kilos de nourriture fraîche, 70 000 kilos de denrées non périssables et trois unités sanitaires (Oviedo, 2004 : 141). Cette victoire a eu un effet catalyseur sur la mobilisation partout dans le pays. En novembre, les sans-emploi sont

¹⁵ La CTA est créée en 1992 et est officiellement reconnue par le gouvernement comme organisation syndicale en 1997. La CTA a lutté en marge du syndicat officiel, la Centrale générale des travailleurs, et des partis politiques contre le gouvernement de Menem dans les années 90 (Delamata, 2004 : 35; Svampa et Pereyra, 2004 : 239).

retournés dans la rue puisque les accords signés en juin n'avaient pas été respectés par le gouvernement. Cette fois, plus de 2000 personnes ont bloqué pendant cinq jours la route 3 et dans le cône urbain sud (Svampa et Pereyra, 2004 : 97; Oviedo, 2004 : 144). D'autres piquets se sont également organisés dans le grand Buenos Aires, à Tucumán et à Salta obligeant le gouvernement à céder devant une telle détermination. Les gains sont majeurs en subsides, matériaux de construction, médicaments et aliments (Svampa et Pereyra, 2004 : 98).

La généralisation des blocages de route à Buenos Aires et dans les provinces a accentué la nécessité d'unir la lutte et les revendications en un mouvement fort et efficace (Oviedo, 2004 : 145). Les chômeurs mobilisés de la province de Salta ont initié un tel virage en organisant le *Premier congrès de travailleurs et de chômeurs du Nord de Salta* en décembre 2000. L'adoption d'une instance coordinatrice des groupes ainsi que l'appel à un congrès national ont prouvé une fois de plus l'avant-gardisme de l'expérience *piquetera* de Salta (Oviedo, 2004 : 173-174).

Avant d'aborder la troisième et dernière étape de l'émergence du Mouvement *Piquetero*, il est important de revenir sur le caractère local de la mobilisation. Le repli dans les quartiers des groupes a légitimé les politiques d'assistance et l'échange clientéliste déployées par les péronistes avec l'intervention des *punteros*. Ces stratégies ont non seulement créé une identité territoriale mais ont aussi, à travers ces réseaux d'échange, « consolidé un patron d'intervention socio-territorial dans le grand Buenos Aires et redimensionné le lien politique des secteurs populaires avec le péronisme » (Delamata, 2004 : 14, trad. libre). Conséquemment, depuis le début de la mobilisation, les organisations du grand Buenos Aires, surtout celles indépendantes des syndicats et des partis politiques, ont dû faire face à deux problématiques importantes : les conséquences déplorable des politiques économiques et la dépendance aux structures politiques clientélistes enracinées dans les quartiers (Svampa et Pereyra, 2004 : 96). C'est ce qui explique selon Delamata, la demande de création d'emplois et la lutte pour l'autonomie des groupes (Delamata, 2004 : 26). La demande de travail s'est traduite par des programmes de subsides gouvernementaux alors que l'autonomie a été gagnée par « la confrontation avec les structures des *punteros* et la logique politique territoriale du PJ [...] » (Delamata, 2004 : 26, trad. libre). En d'autres termes, les réseaux d'assistance clientélistes du PJ ont souffert d'un processus d'élimination des médiateurs (les *punteros*) ou de changement

d'intermédiaires (les groupes *piqueteros*). Ce processus a été facilité par le désir du gouvernement de l'*Alianza* d'augmenter la transparence dans la distribution de l'aide sociale et d'éviter les réseaux clientélistes du PJ en donnant la gestion des plans aux organisations *piqueteras* plutôt qu'aux *punteros* (Svampa et Pereyra, 2004 : 96; Delamata, 2004 : 26; Oviedo, 2004 : 90). Pour Svampa et Pereyra, le gouvernement de l'*Alianza* a favorisé l'entrée sur la scène nationale d'un nouvel acteur, les organisations *piqueteras*, en leur permettant de se développer autant en termes de nombre d'organisations et de consolider leurs structures pour atteindre un niveau important d'autonomie (Svampa et Pereyra, 2004 : 99).

3- Troisième épisode : consolidation et crise économique de décembre 2001

Le troisième épisode a commencé avec les événements de l'année 2001 et s'est poursuivi avec le processus de mobilisation populaire toujours en cours aujourd'hui. Cette étape est aussi caractérisée par la fragmentation de certains groupes, ce qui a haussé la diversité du mouvement et favorisé une nouvelle catégorisation des différents alignements. Enfin, à partir de 2002, avec la multiplication des organisations dans le cône urbain de Buenos Aires et l'importance de l'aspect local et territorial, certaines caractéristiques des organisations se sont modifiées amenant des transformations significatives pour le mouvement.

3.1 Les deux assemblées nationales de chômeurs

Depuis l'élection du gouvernement de Fernando De la Ruá en 1999, des mesures d'austérité, exigées par le FMI, ont été appliquées afin d'encourager les investissements dans le pays, condition nécessaire pour le redressement de l'économie. Mais le manque de confiance envers le gouvernement, la résistance de l'opposition péroniste en plus des scandales de corruption n'ont rien aidé à la stabilité de l'économie ni à l'affluence de capitaux. Tout au long de 2001, l'Argentine file vers une grave crise financière. Cette détérioration de la situation économique a grandement accentué la mobilisation sociale. Les sans-emploi sont alors accompagnés par plusieurs secteurs de la société, dont la classe moyenne, elle aussi fortement affectée, et les formes d'action se multiplient : saccage de

supermarchés, vote en blanc aux élections législatives d'octobre 2001, assemblées de quartiers, marches, blocage de routes, etc.

Pour les groupes *piqueteros*, la nécessité d'une assemblée de coordination se fait de plus en plus imminente. La première assemblée est donc décrétée pour le 24 juillet 2001 à La Matanza. Une planification de la mobilisation est votée avec des blocages de route progressifs de 24, 48 et 72 heures. Cette coordination de la protestation a porté fruit : lors de la première journée de protestation, plus de 145 barrages sont simultanément organisés dans tout le pays avec plus de 40 000 participants¹⁶ (Armony, 2004 : 131); pour la deuxième journée, plus de 40 000 personnes se sont rendues à la Place de Mai pour manifester (Oviedo, 2004 : 210). Ces mobilisations sont cependant marquées par beaucoup de provocation et de menaces de la part du gouvernement et un nombre important de manifestants sont arrêtés. Devant un tel succès, les organisations se sont concertées pour la deuxième assemblée qui a eu lieu le 4 septembre 2001. Les militants réunis ont alors voté des objectifs et un plan de lutte beaucoup plus détaillés mais en continuité avec ceux de la première assemblée. Ainsi, deux autres journées de mobilisation nationale sont planifiées pour les 6 et 20 septembre 2001. L'assemblée a appelé à une grève générale nationale de 36 heures, à des assemblées dans toutes les provinces et municipalités dans le but d'unir la mobilisation et tenter d'affronter le gouvernement et la crise actuelle (Svampa et Pereyra, 2004 : 243-244).

Les deux assemblées ont aidé la coordination de la protestation *piquetera* mais au même moment, les différences de moins en moins soutenables entre les groupes ont généré des fragmentations dans le mouvement créant trois blocs d'organisations. Les assemblées ont donc permis de faire ressortir l'hétérogénéité du mouvement et de dessiner le panorama général des organisations : les groupes à base syndicale se retrouvent dans le premier courant (FTV, CCC); le deuxième courant est constitué des groupes rattachés à des partis politiques (PO, BdeP, MTL, etc.) et le troisième courant regroupe les organisations autonomes non partisans (CTDAV, MTR, MIJD¹⁷, UTD de Mosconi) (Delamata, 2004 : 35, 30; Svampa et Pereyra, 2003 : 56).

¹⁶ Les chiffres de cette journée de mobilisation varient. Oviedo parle de 300 blocages de route réunissant plus de 100 000 personnes (Oviedo, 2004 : 198).

¹⁷ Le *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados* (MIJD – Mouvement Indépendant des Retraités et Désoccupés) est fondé en 1996 par Raúl Castells (Svampa et Pereyra, 2004 : 240).

3.2 Les mobilisations de décembre 2001

L'instabilité politique et économique des derniers mois ayant fait fuir des millions de dollars hors du pays et les hauts risques d'effondrement du système bancaire domestique ont obligé le gouvernement à geler les comptes bancaires des épargnants le 3 décembre 2001. Cette mesure, appelée le *corralito*, empêchait les détenteurs de compte en banque de retirer plus de 250 pesos par semaine. Le *corralito* avait pour but d'éviter la faillite des banques et de continuer le paiement de la dette extérieure, mais les conséquences ont été désastreuses : des milliers de licenciements et suspensions d'emploi, indisponibilité des salaires, cessation du paiement des retraites, baisses substantielles des salaires des travailleurs informels, arrêt des programmes d'assistance sociale et une grave crise alimentaire générale (Oviedo, 2004 : 227). Devant une telle crise politique et des protestations massives, la fin du mandat de l'Alianza est décrétée pour 2003, mais la pression venant de la population est irréversible.

La mobilisation, déjà débutée depuis l'annonce du *corralito*, s'est intensifiée avec la grève générale du 13 décembre. L'agitation s'est manifestée d'abord dans les provinces puis s'est propagée à Buenos Aires. Le 19 décembre, la protestation s'est envenimée et généralisée partout dans le pays. L'épicentre de la mobilisation à Buenos Aires se situait dans les quartiers populaires du cône urbain que le gouvernement a tenté d'isoler par l'arrêt du transport en commun et par l'arrivée des militaires en après-midi (Zibechi, 2003b : 178). Le gouvernement visait particulièrement les *piqueteros*, les plus organisés et dangereux selon ce dernier, qui ont été pris en charge par la police. À l'annonce de l'état de siège¹⁸ à 22h00 par le président, les gens se sont spontanément rués à la Place de Mai avec leurs casseroles¹⁹ exigeant la fin de l'état de siège, la chute du ministre de l'économie et du gouvernement en criant : *¡que se vayan todos!* (Qu'ils s'en aillent tous!). Les manifestations se sont au départ déroulées pacifiquement mais la détermination des gens à rester dans la rue pour protester a incité les forces armées à réprimer. Durant la nuit, des centaines de personnes sont arrêtées et la première mortalité est survenue sur les marches du congrès national (Oviedo, 2004 : 233). Le lendemain, malgré la démission du ministre de

¹⁸ L'état de siège entrave les droits à la liberté de circulation, de réunion et de manifestation ainsi que le droit de parole (Almeyra, 2004 : 166).

¹⁹ Ces manifestations dans les rues avec des casseroles, comme moyen de faire du bruit et de se faire entendre, sont nommées *cacerolazos*.

l'économie, Domingo Cavallo, la Place de Mai est toujours assiégée par les manifestants. Les affrontements se sont poursuivis au cours de la journée dans la zone du centre-ville où des banques et des entreprises ont été prises d'assaut alors que les forces armées tentaient de reprendre le contrôle. En fin d'après-midi, sans autre choix, le président démissionne. La mobilisation populaire avait fait tomber le gouvernement. Les manifestants se sont retirés peu à peu et le lourd bilan des deux journées de protestation s'est dressé : plus de 3000 détenus, des centaines de blessés et 33 morts (Zibechi, 2003b : 177; Oviedo, 2004 : 236).

Malgré cela, la population ne démord point. Le 28 décembre, un autre *cacerolazo* a éclaté contre le nouveau chef de cabinet obligeant Saá, président désigné par l'assemblée législative deux jours plus tôt, à démissionner à son tour. C'est Eduardo Camaño qui l'a remplacé jusqu'à la désignation d'Eduardo Duhalde, qui est resté au pouvoir jusqu'aux élections de présidentielles de 2003.

4- La suite du processus d'émergence : de l'après-crise à maintenant

Les mobilisations en Argentine, marquées par un point d'inflexion en décembre 2001, ont continué d'avoir un impact important dans le panorama de l'espace public en 2002, en dépit d'une baisse des blocages de route. L'autonomie acquise par les organisations *piqueteras* s'est confirmée par leur rôle protagoniste joué au cours des événements de décembre 2001, mais aussi durant les mobilisations des mois suivants. La dynamique du Mouvement *Piquetero* tend cependant à changer, premièrement, au niveau des alliances alors que de nombreuses fractions surgissent entre les groupes et deuxièmement, à la base même, au niveau du profil des membres.

À la fin du mois de décembre 2001, dû aux divergences et surtout aux diverses réponses des groupes *piqueteros* face à la crise, le mouvement s'est divisé. Le MTR, MTL, PO et FTC se sont associés pour former le *Bloque Piquetero Nacional* (BPN – Bloc *piquetero* national) en contrepartie des FTV et CCC qui, non seulement ont renoncé à participer à la mobilisation de décembre 2001, mais ont appuyé le président Saá et ont été plus tard intégrés au conseil de crise créé par Duhalde (Oviedo, 2004 : 246). Cette dualité dans le mouvement a réactualisé le découpage des groupes par la création d'une ligne institutionnalisée (FTV et CCC), en relation et dialogue avec le gouvernement, et une ligne radicalisée (BPN), contre le gouvernement et en constante mobilisation (Svampa et

Pereyra, 2004 : 238). Ce nouveau portrait a amené des conséquences dans la coordination de la mobilisation et dans les revendications ainsi que dans l'acquisition des plans pour lesquels, la ligne institutionnalisée est avantagée.

En 2002, le président Eduardo Duhalde a mis sur pied un important programme d'assistance sous forme de plan nommé *Plan Jefes y Jefas de Hogar* (PJyJH – Plan chefs de famille).²⁰ Ce programme a encouragé l'expansion des organisations *piqueteras* qui se multiplient fortement à Buenos Aires et dans les autres provinces. Le processus d'émergence du mouvement a alors pris un nouveau tournant puisque les membres des groupes ne sont plus des travailleurs des compagnies privatisées récemment mis à pied mais plutôt des travailleurs du secteur informel qui n'ont pas occupé un emploi depuis un certain temps ou encore, d'autres, surtout des jeunes et des femmes, qui n'ont jamais pu accéder au marché du travail. La compétition pour ces plans s'est accentuée à partir de mai 2002 alors que le gouvernement a fermé la liste des bénéficiaires du PJyJH. Malgré le fait que le programme devait contenir la protestation sociale, les blocages de route se sont poursuivis. En 2002, dans le cône urbain de Buenos Aires, les groupes *piqueteros* ont organisé 587 blocages et 299 dans la capitale fédérale (Delamata, 2004 : 22).

À partir des élections de 2003, le contexte politique tend à changer. Le nouveau président Néstor Kirchner élu en avril a réalisé d'importants changements au niveau de la politique nationale avec une attitude plus autonome face aux organisations internationales, une amélioration de l'économie avec une baisse du taux de chômage (11,4 % en 2006), un contrôle des entreprises privées, une avancée relativement aux droits humains et en « réinstallant même le discours du péronisme historique se rapportant à la justice sociale » (Cieza, 2005 : 9; Svampa, 2006 : 1, trad. libre).

Ces changements ont engendré un adoucissement des relations entre le gouvernement et certaines organisations (FTV, BdeP et quelques MTD) déclenchant une alliance et l'intégration de ces groupes au sein du gouvernement (Cieza, 2005 : 9; Svampa et Pereyra, 2004 : 239). Le durcissement des relations avec les autres organisations a causé des tensions entre les groupes et une redéfinition des catégories : les groupes de la ligne institutionnalisée sont alors qualifiés de *blandos* (faibles) et ceux de la ligne radicalisée de *duros* (durs). Malgré l'institutionnalisation de certains groupes, le gouvernement de

²⁰ Les programmes d'assistance sociale seront détaillés dans la prochaine section.

Kirchner a opté, entre 2003 et 2005, pour une politique de stigmatisation et de judicialisation des groupes radicaux. Le Mouvement *Piquetero* en a été grandement affecté avec une accentuation de la fragmentation des groupes, une diminution de la présence des *piqueteros* dans les rues, surtout dans la capitale et le déclenchement d'un sentiment *antipiquetero* dans la société argentine (Svampa, 2006 : 2). L'action territoriale devient alors essentielle dans l'organisation des groupes faisant saillir l'important rôle protagoniste des femmes dans le mouvement.

Plus de la moitié des membres des organisations *piqueteras* sont actuellement des femmes, souvent sans expérience politique, de militantisme ou sur le marché du travail (Svampa et Pereyra, 2004 : 156). Certes, le problème de la faim, découlant de la situation économique difficile vécue par les familles, n'a pas été d'emblée lié aux revendications de création d'emplois. Mais la présence des femmes a permis une articulation entre cette demande et celle d'aide alimentaire : « en réalité, les femmes décidèrent de laisser le domaine domestique et le quartier pour sortir bloquer des routes » (Svampa et Pereyra, 2004 : 163, trad. libre). Pour pallier le problème de la faim, les femmes se sont donc tournées vers les organisations *piqueteras*, pourvoyeuses de plans d'assistance sociale. Or, depuis la fin des années 80, les femmes des quartiers populaires « ont assumé la gestion de tâches communautaires liées avec l'organisation de la reproduction et de la consommation quotidienne (garderies, soupes populaires) » (Svampa et Pereyra, 2004 : 163, trad. libre). L'implantation du Plan Vie dans les quartiers de la province de Buenos Aires au milieu des années 90 est un bon exemple d'action communautaire réalisée par les femmes. En 1996, les femmes sont invitées par le PJ à participer à un programme de distribution alimentaire pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Chaque femme volontaire, appelée *manzanera*,²¹ devait distribuer chaque semaine des aliments aux bénéficiaires de son quartier. En 1998, plus de 36 000 travaillaient au sein du programme (Masson, 2004 : 16). Cette expérience a influencé la participation des femmes dans le Mouvement *Piquetero*. C'est ainsi qu'avec l'organisation de projets dans les quartiers, les femmes se sont fortement impliquées dans différentes tâches communautaires ainsi que dans l'administration des groupes et donc, du mouvement en général. Comme il en sera question

²¹ Chaque volontaire est responsable de la distribution aux bénéficiaires qui habitent dans un rayon de 10 pâtés de maisons, nommé en espagnol *manzana*, d'où l'appellation des participante, *manzanera*.

dans les études de cas qui suivent, les femmes sont, dans le contexte actuel, les principales protagonistes dans l'organisation et le fonctionnement du Mouvement *Piquetero*.

Les plans d'assistance sociale

Les programmes d'assistance sociale²² ont été la réponse du gouvernement afin de contenir la protestation sociale et de solutionner la revendication principale de la mobilisation, la demande de postes de travail (Delamata, 2004 : 22).

Le *Plan Trabajar* (Plan Travailler) a été créé en 1996 par le Ministère du travail du gouvernement de Menem et a permis aux bénéficiaires de recevoir 150 pesos par mois pour une durée renouvelable de trois à six mois. Le programme a été changé l'année suivante pour le Plan Travailler II avec un budget plus substantiel de 300 millions de pesos (contrairement à 100 millions de pesos pour le premier programme). Ces deux programmes ont permis de distribuer respectivement 118 106 plans en 1996 et 271 037 plans en 1997 (Svampa et Pereyra, 2004 : 115-116).²³ En 1999, le nombre de bénéficiaires a considérablement chuté suite aux mesures d'austérité prises par le gouvernement : 89 665 bénéficiaires en octobre 1999 et 29 066 en mai 2000. Puis, ils augmentent à nouveau dû aux nombreux blocages de routes entre mai 2000 et janvier 2001 (Svampa et Pereyra, 2004 : 96-97).

Les programmes, les projets et leurs bénéficiaires, sont gérés par les municipalités incitant ainsi les organisations *piqueteras* en pleine émergence à développer des stratégies pour obtenir les plans via les municipalités et les *punteros* (Delamata, 2004 : 23). C'est avec le gouvernement de l'*Alianza* qu'un pourcentage de la gestion des plans est donné directement aux groupes (Delamata, 2004 : 24). Tel que mentionné dans la section précédente, ce contrôle des plans a accentué la mobilisation des organisations d'une part, parce que la capacité de mobilisation et d'action collective a amené une multiplication des subsides donnés par le gouvernement et d'autre part, parce que l'obtention de plans a

²² Concernant le programme d'assurance-chômage, le *Seguro de empleo* (Sécurité d'emploi) : « [...] ces droits théoriques prévoyant une allocation de 60 % du salaire durant un maximum de douze mois sont peu respectés dans les faits. Officiellement, soixante mille personnes bénéficieraient aujourd'hui de l'assurance-chômage alors que le nombre officiel des sans-emplois est estimé à plus d'un million et demi » (Hérard et Raimbaud, 2006 : 114).

²³ Cerrutti et Grimson parlent plutôt de 125 000 bénéficiaires en plus des 95 000 bénéficiaires du Sécurité d'emploi (Cerrutti et Grimson, 2004 : 20).

permis la structuration des groupes et le déploiement de stratégies de mobilisation dans les quartiers (Delamata, 2004 : 25).

Avec le gouvernement de Duhalde, le nouveau programme d'assistance sociale, le PJyJH, est lancé. Au départ, ce programme devait durer un an, de janvier 2002 à décembre 2002, mais il a été prolongé jusqu'en décembre 2003, puis maintenu par le gouvernement de Kirchner. Le programme a été conçu pour les chefs de famille sans travail avec enfants mineurs à charge et oblige une contre-prestation de quatre heures de travail par jour. En mai 2002, la liste des bénéficiaires s'est fermée à 1 987 875 bénéficiaires en raison de problèmes de budget et de gestion (Dinatale, 2004 : 50-51). Malgré cela, le gouvernement a continué d'injecter des fonds pour le programme puisque la moyenne mensuelle des bénéficiaires en 2002 était de 1,4 millions de personnes puis elle a atteint les 2,3 millions de personnes en mars 2003 (Cerrutti et Grimson, 2004 : 21) et 1 472 187 en octobre 2005 (selon le Ministère du travail).

En marge du programme PJyJH, le gouvernement a aussi implanté le *Programa de Empleo Comunitario* (PEC – Programme d'urgence communautaire) en 2002. Le programme s'adresse aux personnes qui ne remplissent pas les conditions nécessaires pour recevoir le PJyJH. Les bénéficiaires doivent être majeures, sans-emploi, non bénéficiaires d'autres plans ou prestations. Le nombre de personnes visé par le PEC tourne autour de 200 000 (Dinatale, 2004 : 57).

Cette analyse historique a permis de situer le contexte et l'émergence du Mouvement *Piquetero*, également relié au développement de programmes d'assistance sociale par le gouvernement. Le mouvement s'est d'abord initié dans les provinces avec des ex-travailleurs, longtemps privilégiés par l'État-providence. En touchant les quartiers défavorisés du grand Buenos Aires, fortement affectés par le chômage, le mouvement a plutôt rassemblé des femmes et des jeunes, sans expérience de travail. Ce processus montre que les organisations *piqueteras* sont maintenant formées en majorité par des femmes, mères de familles grandement infortunées par la situation économique difficile. Les prochains chapitres vont soulever les motivations qui incitent ces femmes à adhérer à une organisation *piquetera* et explorer le travail réalisé par celles-ci non seulement dans les mobilisations, mais également à l'échelle locale, dans les quartiers.

CHAPITRE/3 ÉTUDE DE CAS : Deux groupes *piqueteros* à Salta

A) Circonscription et contexte du terrain de recherche

1- La province de Salta et sa capitale

Le travail de terrain a été réalisé dans la province de Salta située au nord-ouest de l'Argentine, dans les sierras pré-Andines. La province est habitée en 2005 par 1 161 484 personnes, polarisées en régions urbaines.²⁴ Depuis 1995, la province est gouvernée par le Parti Justicialiste de Juan Carlos Romero, élu à trois reprises en 1995, 1999 et 2003. L'activité économique de la province, qui représente environ 1,5 % du produit intérieur brut national, est surtout axée dans le secteur tertiaire des services²⁵ (46,5 % de l'économie) même si l'agriculture²⁶ (16,7 %) et l'industrie manufacturière²⁷ (25,4 %) en constituent aussi une part importante.²⁸ Salta est l'une des provinces les plus pauvres de l'Argentine. En 2005, 13,4 % de la population active était au chômage, plus de 39 % des foyers se retrouvaient en situation de pauvreté et 15,9 % en situation indigente (le salaire moyen était évalué à 271 pesos par mois soit, 110,78 \$ canadiens)²⁹.

Dans le chapitre précédent, il a été question de l'expérience *piquetera* dans la province de Salta. Ici, ce sera plutôt le portrait des organisations *piqueteras* dans la capitale provinciale qui sera dressé. Nommée *Salta la jolie*, la capitale de Salta compte, selon le recensement de 2001, 472 971 habitants. L'administration publique pourvoit la majorité des emplois, faisant de Salta une ville essentiellement administrative et qui présente une dynamique socioéconomique et politique particulière.

Cette dynamique se cache sous un système de loyauté déployé à deux niveaux. D'une

²⁴ http://adi.mecon.gov.ar/documentos/regionales/salta_cifras.pdf (consulté le 4 avril 2007)

²⁵ Le secteur des services compte entre autres, les commerces (magasins, restaurants, hôtels), les services sociaux (services éducatifs, sanitaires, de défense et de sécurité sociale) et l'administration publique.

²⁶ Le secteur de l'agriculture comprend surtout le tabac et les haricots et, en moindre mesure, la canne à sucre et le soya.

²⁷ L'industrie manufacturière se concentre surtout sur les feuilles de tabac et leurs dérivés, le raffinement du pétrole, production de sucre ainsi que la fabrication de produits chimiques.

²⁸ http://adi.mecon.gov.ar/documentos/regionales/salta_cifras.pdf (consulté le 4 avril 2007)

²⁹ *Evolución reciente de la pobreza y la distribución del ingreso en la ciudad de Salta* Gobierno de la Provincia de Salta Dirección General de Estadísticas, avril 2006

part, les personnes employées dans l'administration publique et dans les institutions politiques sont engagées dans un système de loyauté envers le parti au pouvoir, le PJ, et surtout, à l'endroit du groupe qui contrôle tout cet appareil administratif : le gouverneur Romero et sa famille. Tout employé du gouvernement ou de la municipalité embauché par le PJ est contraint à participer aux activités du parti et à voter pour ce dernier. Une telle forme de domination familiale du système politique a été possible grâce au contrôle des ressources de la province et de la municipalité et ce, depuis le retour à la démocratie en 1983.³⁰ D'autre part, la distribution de ces ressources est également soumise à ce système de loyauté par le modèle territorial implanté par le PJ via les *punteros*. L'accès à ces ressources reste donc limité, pour la classe pauvre, à ce système de *punteros* qui est en charge de leur distribution dans les quartiers en échange d'un appui politique.

Le centre de Salta où se concentrent les services et l'administration publique est entouré d'un cône urbain où s'entasse la population dans les *villas miserias*. Les conditions précaires et les besoins criants justifient la présence de ces *punteros*. Or, des organisations de sans-emploi s'y sont aussi implantées et luttent pour accéder à ses ressources grandement contrôlées et habituellement distribuées par les *punteros*. Ce modèle territorial fortement critiqué pour son aspect clientéliste a motivé les organisations *piqueteras*, dont BdeP et le PO, à le combattre pour obtenir une partie des ressources et à proposer une autre façon de penser la politique.

1.1 Le mouvement *Barrios de Pie*

Le parti politique *Patria Libre* s'est constitué en novembre 1987 à Córdoba, capitale de la province du même nom. Ses membres sont d'anciens militants du *Partido revolucionario de los trabajadores* (PRT - Parti révolutionnaire des travailleurs) ou de la gauche péroniste.³¹ L'organisation est nationaliste, de gauche, inspirée par le populisme et est basée sur les théories léninistes-marxistes (Svampa et Pereyra, 2004 : 66). En 2000, dans le cône urbain de Buenos Aires, le parti a fondé la *CTA de los Barrios* en relation avec la FTV-

³⁰ En plus des trois mandats de l'actuel gouverneur (1995-2007), le père de ce dernier a aussi gouverné la province de 1984 à 1988. La famille Romero a donc été au pouvoir de la province durant seize ans.

³¹ Cette partie sur le mouvement *Barrios de Pie* a été surtout élaborée grâce aux entrevues avec les principaux responsables et avec les participants.

CTA à laquelle le groupe a été annexé jusqu'à la fin de 2001. Le groupe a commencé à se déployer et à se mobiliser dans d'autres provinces. En décembre 2001, devant l'ampleur de la crise économique, le groupe s'est joint aux manifestants à la Place de Mai et a participé aux mobilisations. En janvier 2002, le regroupement a pris son autonomie en se détachant de la FTV et a changé son nom pour *Barrios de Pie*.

L'année 2002 a été décisive puisque BdeP s'est implanté dans plus de douze provinces. Les militants luttent contre la faim et la pauvreté et contre la subordination du gouvernement aux organisations internationales comme le FMI. Ils revendiquaient des emplois pour tous les Argentins et des solutions concrètes aux problèmes de santé, d'éducation, d'alimentation et de provision des services de bases vécus à travers le pays. Puisque le gouvernement tardait à apporter des solutions, le mouvement BdeP s'est engagé dans des actions communautaires au niveau des quartiers : soupes populaires, *merenderos*,³² jardins communautaires, boulangeries, microentreprises, aide aux devoirs, programme d'alphabétisation, bibliothèques populaires, campagnes de santé, ateliers d'éducation populaire, de droits humains et de soins hygiéniques de base, activités culturelles, etc. Selon Delamata, l'action territoriale et la militance de BdeP sont un héritage de cette affiliation avec la FTV (Delamata, 2004 : 30). À ce jour, le mouvement BdeP organise ses projets dans plus de dix-sept provinces et à Buenos Aires.

Barrios de Pie, comme d'autres organisations *piqueteras*, perçoit des plans d'assistance sociale qu'il distribue à ses membres. La contre-prestation exigée par l'octroi de ces plans se traduit par l'engagement des membres au sein des projets. Il faut noter que l'organisation reçoit, comme la FTV, un traitement spécial de la part du gouvernement actuel via l'attribution de plans et son intégration dans différents programmes gouvernementaux. Cela n'est pas sans lien avec la présence du coordonnateur national de BdeP, Jorge Ceballos, à un poste important, celui de sous-secrétaire au ministère du développement social de la Nation, depuis les débuts de l'année 2005.

À Salta, le mouvement BdeP s'est principalement développé grâce à son coordonnateur régional, Carlos Morello. Dans une entrevue publiée dans la revue locale du mouvement, Carlos Morello explique qu'il vient d'une famille péroniste qui a toujours été impliquée en politique. Il dit aussi que la religion catholique a été sa première forme d'idéologie grâce au

³² Le mot *merendero* vient de *merienda* qui signifie goûter ou collation. Un projet de *merendero* consiste à préparer une collation servie en fin d'après-midi et destinée aux enfants.

compromis social envers les pauvres et les injustices sociales que prône la religion. Après avoir terminé le secondaire, Morello est parti à Córdoba pour entreprendre des études en droit. Là-bas, il s'est approché du parti *Patria Libre* via sa branche étudiante, le regroupement *Venceremos* (Nous vaincrons). C'est en 1995 qu'il a commencé à militer alors que beaucoup de mobilisations se sont déclenchées contre le gouvernement de Menem. En 2001, quand il est revenu à Salta, il a commencé à parcourir les quartiers pauvres avec sa sœur, sa mère et ses amis. Ils ont recruté à l'université des jeunes prêts à s'investir dans le travail communautaire réalisé dans les quartiers (jardins, soupes populaires, etc.). Le mouvement *Barrios de Pie* a pris alors forme avec l'organisation *Los Jovenes de Pie* (Les jeunes debout), regroupant des jeunes universitaires (*Venceremos*) et du secondaire (Regroupement Claudia Falcone). Le mouvement a d'abord créé des projets dans la zone ouest de la ville, plus particulièrement dans le quartier de Alto La Viña, puis s'est étendu au fil des mois dans plus de soixante quartiers de la ville.

Les responsables évaluent que près de 150 projets fonctionnent actuellement à travers la ville de Salta regroupant en moyenne une dizaine de participants et que le groupe gère environ 210 jardins résidentiels ou communautaires. Le travail effectué varie d'un projet à l'autre : les participantes font de l'artisanat avec le recyclage de bouteilles en plastique, réparation de vêtements et de chaussures, coiffure, peinture sur toile, tricot, coiffure, cuisine collective (repas, pain, collations pour les enfants, *empanadas*³³), etc. Le mouvement reçoit entre 600 et 700 plans d'assistance sociale et 325 kg de denrées non périssables par mois. La force mobilisatrice du groupe est estimée à environ 1500 personnes.

De façon plus pragmatique, le groupe est structuré selon un organigramme dans lequel les participants, la base, s'insèrent dans les projets ou dans les *áreas* (les aires), qui sont des branches thématiques dans lesquelles peuvent s'impliquer les membres : éducation, santé, jeunesse, jardins, communications³⁴. Les projets dans les quartiers sont organisés par une personne, qui devient déléguée. Les tâches d'un délégué sont multiples : organiser le projet, voir aux ressources nécessaires, contrôler la présence des participants, régler les problèmes,

³³ Les *empanadas* sont un met typique du sud de l'Amérique latine. Ils sont de petits pains farcis à la viande, au poulet ou végétarien.

³⁴ Ces aires sont celles développées au niveau régional. À l'échelle nationale, il faut ajouter les aires de genres, microentreprises, droits populaires, culture. Bien qu'à Salta ces aires ne soient pas officialisées, elles sont tout de même promues par différents acteurs du mouvement. À titre d'exemple, le coordonnateur régional, Carlos Morello, en tant qu'avocat, donne des ateliers de droit.

assister aux réunions de délégués du quartier, aider lors d'activités, etc. Dans un quartier, les délégués qui se démarquent par leur implication dans le mouvement et au niveau politique vont se voir donner plus de responsabilités comme celles de prendre part aux réunions des délégués du mouvement, participer activement dans l'organisation des activités du quartier, etc. Au-dessus de ces délégués-responsables, un coordonnateur est attribué à chacune des quatre zones de la ville. Les délégués-responsables et le coordonnateur forment le *núcleo*, le noyau de la zone. Les coordonnateurs des zones et les responsables des aires constituent le *núcleo*, le noyau du mouvement. Sur tous ces paliers de l'organigramme, certaines personnes sont aussi membres du parti *Patria Libre*.

1.2 Le *Polo Obrero*

Le Parti Ouvrier est né dans les années soixante sous le nom de *Política Obrera* (Politique ouvrière). C'était l'époque de la révolution cubaine, de l'apogée du maoïsme et des luttes sociales, non seulement en Argentine, mais dans beaucoup d'autres pays. Un groupe de jeunes entre dix-huit et vingt-deux ans ont commencé à parler d'un parti de révolution de la classe ouvrière et à mettre de l'avant l'idéologie trotskiste. En 1963, ils ont lancé officiellement le regroupement Politique Ouvrière et parmi eux, se trouvait Jorge Altamira, l'actuel dirigeant du parti. En mars 1964, paraît la première édition de la revue du parti ayant à l'époque le même nom et qui, en 1983, a changé pour *Prensa Obrera* (Presse ouvrière). La diffusion de cette revue a eu une incidence importante pour le parti et ce, encore aujourd'hui. À cette époque, les membres du parti ont commencé à s'impliquer dans la lutte des travailleurs et à créer des syndicats.

En 1971, le parti a créé sa branche étudiante, l'*Unión de Juventudes por el Socialismo* (UJS - Union des jeunesses pour le socialisme). Durant la dictature, le parti ainsi que la revue ont existé de manière semi-clandestine tentant de dénoncer les disparitions et les tortures. Au retour de la démocratie en 1983, le Po s'est présenté pour la première fois aux élections et a récolté 17 000 votes. Le parti a continué de prendre de l'expansion et aux élections de 1997, il a réussi à gagner 150 000 voix. À cette époque, le Po avait déjà donné son appui au Mouvement *Piquetero* et participait aux mobilisations entourant les sans-emploi.

En août 1999, lors d'une réunion du parti, les membres ont appuyé la motion de former au sein du parti une branche de chômeurs. Celle-ci a été officialisée, après plusieurs mois de campagne, en 2000 sous le nom de *Polo Obrero* (Oviedo, 2004 : 121). Le parti sentait le besoin de créer un groupe à caractère classique face à la bureaucratie des syndicats et à leur inefficacité devant la montée du nombre de chômeurs. L'organisation est née tardivement selon Svampa et Pereyra, dû au rejet, par le parti, des politiques sociales du gouvernement, surtout les plans d'assistance sociale. La solution du Po face au chômage se trouvait dans la création d'emplois et dans la répartition des heures de travail. La stratégie du Po avait aussi pour but de ne pas déprécier le salaire des travailleurs par une baisse des avantages sociaux ou par une liquidation des conventions collectives (Svampa et Pereyra, 2004 : 44). Lors d'un congrès du parti en 2000, ils ont admis l'importance du Mouvement *Piquetero* et ont inclus la revendication des plans d'assistance sociale dans leur mobilisation (Svampa et Pereyra, 2004 : 65). Cependant, la contre-prestation exigée pour l'obtention des plans, toujours en lien avec la notion de travail, devait, selon le Po, être exécutée en dehors des limites du travail politique et sans lien avec les besoins de bases (soupes populaires ou réparation de vêtements, etc.). Le parti prône l'organisation de microentreprises et le contrôle des plans et des projets. Pourtant, le rôle protagoniste du *Polo Obrero* dans la mobilisation des sans-emploi s'est démarqué surtout au niveau territorial avec des soupes populaires qui sont au nombre de 300 en 2002 (Svampa et Pereyra, 2004 : 192). Aussi, l'inclusion de la revendication des plans d'assistance sociale pour pallier au manque de travail a porté fruit : en 2004, selon le dirigeant du mouvement, le PO aurait reçu plus de 25 000 plans dont 7 000 plans PEC (Dinatale, 2004 : 61).

Toujours selon Svampa et Pereyra, il ne faut pas oublier la matrice politique et partisane du groupe qui s'exprime sous deux stratégies : la politique de masse très orientée vers l'insurrection comme ce fut le cas en décembre 2001 et le rejet de la politique réformiste par la participation aux élections. L'insurrection et les élections sont donc des formes alternatives et complémentaires pour prendre le pouvoir (Svampa et Pereyra, 2004 : 65; 188). Les élections restent, de fait, un enjeu important pour le parti, même si les résultats concrets sont peu visibles. Seul Jorge Altamira s'est fait élire comme législateur (député national) dans la ville autonome de Buenos Aires de 2000 à 2003.

À Salta, le Parti Ouvrier s'est développé dans les années 70. Comme au niveau national, le Po de Salta a connu de plus en plus de succès dans les dernières années. Le pourcentage

des votes n'a cessé d'augmenter : de 1,33% en 1999, il est passé à 10,8% en 2005.³⁵ Salta est d'ailleurs la seule province à avoir fait élire des députés : un député provincial en 2001 et un deuxième en 2003 lors d'élections complémentaires. Quant à la ville de Salta, elle est la seule municipalité au pays où siègent des conseillers du Po : trois conseillers élus en 2001. Ces gains au niveau politique sont appuyés par la centaine de militants actifs au sein du parti et ne sont sans doute pas étrangers à l'organisation du *Polo Obrero* dans la ville depuis 2000.

Les moyens du PO restent limités comparativement à ceux du groupe précédent. Dans la capitale, environ 200 plans sociaux PEC sont octroyés à cette organisation pour environ 250 membres bien que certaines personnes recevant le plan *Jefe y Jefa de Hogar* remplissent leur travail de contre-prestation via les activités du PO. Les efforts de l'organisation sont surtout mis dans les treize soupes populaires et cinq ateliers de travail manuel de la ville. Les soupes populaires se partagent environ vingt-cinq sacs de dix kilogramme de marchandise par mois (farine, pâtes, sucre, huile, riz, maté) en plus de vingt sacs de cinquante kilogramme de farine et d'une bonbonne de gaz de dix kilogramme.³⁶

Le PO ne dispose pas d'un organigramme élaboré comme celui de BdeP. Les membres du PO décident par elles-mêmes d'adhérer au parti politique et le faisant, elles doivent être présentes aux réunions et plénières du parti. Celles qui ne sont pas militantes pour le parti participent aux activités organisées par le PO.

1.3 Carte des soupes populaires dans la ville de Salta

La carte #1 (Annexe 1) montre le nombre de soupes populaires pour chaque groupe et donc, le déploiement des organisations de sans-emploi à l'échelle de la ville. Le nombre des soupes populaires inclut les cuisines communautaires et les *merenderos*, ces derniers

³⁵ Pourcentage des voix pour les postes de député national. Voir : http://www.mininterior.gov.ar/elecciones/estadistica/e_ant.asp (consulté le 15 avril 2007) <http://www.towsa.com/andy/site.html> (consulté le 15 avril 2007)

³⁶ Il est difficile d'évaluer la quantité de marchandise reçue par mois premièrement parce que la part donnée par le gouvernement provincial n'est pas ponctuelle et les retards sont dénoncés par les responsables du PO. Deuxièmement, parce que la distribution de la marchandise provenant de Buenos Aires dépend des revenus disponibles pour payer le transport jusqu'à Salta. Durant mon séjour de recherche, le transport de la marchandise n'a pu être payé. Aussi, bien que la personne responsable mentionne les bombonnes de gaz, dans les soupes populaires visitées durant le terrain, aucune n'était disponible. Les participantes n'utilisaient que le bois pour la cuisson.

distribuent une collation aux enfants environ deux fois par semaine. Cette carte a été illustrée non pas à partir des soupes populaires répertoriées durant le travail de terrain mais à partir des informations recueillies auprès des dirigeants des deux groupes. Il faut aussi noter que le groupe BdeP ne s'organise pas seulement avec les soupes populaires mais aussi, comme il en sera question dans les lignes qui suivent, via des projets, ne figurant point sur la carte. Il aurait été difficile de montrer les quelques 150 projets et 200 jardins communautaires de BdeP sur la carte et le but ici est d'imager l'étendue des projets qui procurent de la nourriture aux membres.

La carte #2 (Annexe 2) montre les quartiers selon les foyers en situation précaire, c'est-à-dire selon le pourcentage de foyers avec des besoins essentiels insatisfaits (BEI). Lorsque les deux cartes sont superposées, il est possible de voir que les quartiers en rouge, ceux ayant un haut pourcentage de foyers avec des BEI, correspondent avec les quartiers où sont implantés les deux groupes, soit aux pourtours de la ville. Le quartier San Luis montre aussi un pourcentage élevé de familles avec des BEI.

2- Le quartier de San Luis³⁷

Pendant un premier séjour à Salta, j'ai fait la connaissance de Mariano, un jeune militant du groupe *Barrios de Pie*. À mon retour en juin 2005, suite à ma demande d'intégrer le groupe pour ma recherche, Mariano m'a conseillé d'entrer en contact avec son camarade Hernan. Étudiant en anthropologie, Hernan est un acteur important dans ce groupe et il est vite devenu mon informateur principal : il coordonne le groupe dans un quartier du sud-est de la ville. Je l'ai donc accompagné à plusieurs occasions dans ce quartier, que j'appellerai ici San Luis, ce qui m'a incité à y concentrer mon travail de recherche. Grâce à Hernan, San Luis a été ma porte d'entrée au monde *piquetero* et j'y ai donc passé la majorité de mon temps.

San Luis est situé en banlieue de la capitale, à environ huit km du centre-ville. Le quartier ne figurait pas dans les statistiques de l'INDEC en 1991, mais compte en 2001 plus de 9 145 habitants. Le quartier s'est donc constitué en 1999-2000 et compterait maintenant

³⁷ Par respect pour mes informateurs, je prendrai des noms fictifs pour les membres interrogés et le quartier dans lequel a été réalisé le travail de terrain.

environ 15 000 habitants. La majorité des personnes interrogées disent y demeurer depuis environ cinq ans. Le quartier est toujours dans un état précaire. Bien que les habitants aient accès à l'eau courante et à l'électricité, leur aménagement dans chaque maison est souvent incomplet ou défectueux. Les travaux pour l'installation des égouts ont débuté vers la fin de mon travail de terrain, soit en octobre 2005. Les rues ne sont pas asphaltées ce qui rend l'accès difficile, surtout pour le transport en commun et davantage durant les jours de pluie abondante. Les conteneurs à déchets ont été récemment déplacés vers un autre quartier et les ordures sont rarement collectées par la ville. Les déchets traînent un peu partout contaminant ainsi l'environnement immédiat des habitants. En plus, un dépotoir à ciel ouvert situé à proximité infecte l'air, l'eau et le sol. Les contaminations entraînent un grand nombre de problèmes respiratoires et d'allergies entre autres, chez les jeunes enfants. Deux écoles primaires desservent la population de San Luis ainsi qu'une clinique médicale, une église et un poste de police. Les élèves qui continuent leurs études secondaires doivent se rendre au centre-ville.

Les soins médicaux prodigués à la clinique médicale se font également dans des situations précaires. La clinique manque constamment de matériel médical et de médicaments. La clinique est ouverte seulement sur semaine ce qui oblige les habitants à se rendre en ville en cas de problèmes durant la nuit ou les fins de semaine. Ceci est d'autant plus difficile puisque le transport en commun cesse entre minuit et cinq heures du matin. Les malades peuvent marcher à la clinique ouverte en tout temps dans le quartier le plus près, soit à environ 2,4 km. En cas d'urgence, seulement deux ambulances desservent la zone sud-est de la ville.

En ce qui concerne les écoles primaires, elles sont aussi dans un état lamentable. Des enfants du quartier doivent souvent se rendre à pied dans une autre école parce que celles de San Luis sont déjà à pleine capacité et les ressources sont manquantes, comme pour la bibliothèque. Les mères interrogées se plaignent du coût de plus en plus élevé des livres et des fournitures scolaires exigées. Elles doivent souvent recycler les cahiers des plus vieux pour l'usage des plus jeunes. Certaines envoient leurs enfants dans une école du centre-ville pour s'assurer de la qualité de l'éducation de leurs enfants, mais les coûts reliés à l'inscription, au transport et aux effets scolaires engendrés par ce choix ne permettent pas à toutes de payer un tel « luxe » à leurs enfants.

Les deux groupes *piqueteros* sont particulièrement actifs dans ce quartier. La section

qui suit permettra d'explorer mon intégration dans ces organisations.

2.1 L'intégration aux groupes *piqueteros*

2.1.1 Avec *Barrios de Pie*

Mon intégration au groupe BdeP s'est faite dès la première visite grâce à Hernan et à sa façon de m'introduire aux membres : *Les presento Sylvie, una compañera de Canadá* (Je vous présente Sylvie, une camarade du Canada). Malgré mes efforts pour expliquer le but de ma présence, tout au long de mon travail de terrain, le nom *camarade du Canada* m'a suivi et impliquait une certaine appartenance au groupe et un certain militantisme avec le groupe. Ce titre de camarade a entraîné un lot d'attentes du groupe face à ma participation ainsi que des malentendus à résoudre durant mon séjour (lesquels ont été brièvement explicités dans la section précédente). Avec Hernan, j'ai pu d'abord assister aux réunions du groupe dans le quartier de San Luis et aussi dans quelques quartiers voisins qui font géographiquement partie de la zone sud-est de Salta. Grâce à ces réunions, j'ai connu les acteurs principaux et plusieurs membres du groupe dans le quartier et j'ai pu adhérer facilement à toute l'organisation : les membres rencontrés appréciant mon intérêt pour leur groupe m'ont invitée à toutes les activités organisées. Les premières activités auxquelles j'ai pu participer ont été les projets du groupe dans le quartier. C'est alors que j'ai constaté que l'organisation de ce groupe ne tourne pas autour des soupes populaires, mais plutôt autour de projets. Mon intérêt premier étant d'étudier la dynamique des soupes populaires dans ces groupes, j'ai donc dû changer mon approche pour mettre l'accent sur ces projets qui représentent l'unité de base de ce groupe. Chaque personne doit s'intégrer à un projet ou gérer le sien auquel seront greffés d'autres membres.

Barrios de Pie a commencé à s'organiser à San Luis en 2003 grâce à Lorenzo, un habitant du quartier qui s'est approché au groupe. Il avait entendu parler du mouvement et trouvait le projet politique intéressant et original. Il s'est donc intégré au groupe et a commencé à mobiliser ses voisins avec l'aide d'Hernan. Lorenzo dit qu'au début, c'était plutôt difficile de recruter malgré les 400 personnes qu'il affirme avoir affiliées en deux mois. Par la suite, quand le mouvement a reçu la gestion de plans sociaux, les gens sont venus d'eux-mêmes. Chaque personne interrogée dit avoir entendu parler du mouvement et

s'être affiliée via Lorenzo. Ce dernier a d'abord installé un *merendero* dans sa maison, mais au fil du temps, avec le nombre de personnes impliquées dans le groupe, il fallait développer d'autres projets. D'autres personnes ont alors pris en charge des projets et se sont retrouvées déléguées du mouvement. Cette tâche de délégué est généralement remplie par les femmes alors que les hommes vont participer aux projets, surtout ceux de jardins communautaires, ou vont s'impliquer dans la direction du mouvement. À San Luis, *Barrios de Pie* gère une vingtaine de projets dont une soupe populaire et cinq *merenderos* ainsi qu'une centaine de jardins.

2.1.2 Avec *Polo Obrero*

C'est aussi grâce à un étudiant en anthropologie que j'ai pu entrer en contact avec le PO. Cet étudiant de Buenos Aires m'a permis d'avoir un entretien avec l'un des acteurs importants du parti, c'est-à-dire un des députés élus au congrès provincial. Ce député m'a donné les coordonnées de Kati, coordinatrice des activités du PO dans le quartier de San Luis, le même quartier où je travaillais déjà avec les personnes de BdeP. Avant même que je n'entre en contact avec Kati, elle est venue me parler lors d'une manifestation à laquelle je participais avec le groupe BdeP. Elle m'a encouragée à lui téléphoner pour que je puisse fixer une rencontre dans le local de la soupe populaire. Pour cette première rencontre, Kati avait sollicité la présence de toutes les membres du groupe dans le quartier. Je leur ai alors expliqué le but de mon projet de recherche et mon désir de participer aux activités du groupe. D'emblée, elles m'ont permis d'enregistrer la conversation et m'ont parlé de l'organisation, de leurs problèmes, des revendications du groupe, etc.

Ce deuxième groupe s'organise effectivement via les soupes populaires auxquelles j'ai pu participer. Dans le quartier de San Luis, le mouvement est établi depuis les tout débuts de l'implantation du quartier où s'est installée Kati avec sa famille en 2000. Les quelques militantes ont d'abord mis sur pied une soupe populaire dans la maison de Kati. Au fil des années, plusieurs personnes se sont jointes au groupe ce qui les a contraintes à déménager la soupe populaire dans un local plus grand et à en créer deux autres dans le quartier. Le local est situé à quelques mètres de la maison de Kati. L'achat du terrain et la construction du local ont été possibles grâce au don d'une ONG italienne. Les deux autres soupes

populaires sont organisées dans la maison de deux participantes.

2.2 Carte des soupes populaires du quartier

La carte #3 (Annexe 3) montre le nombre important de soupes populaires dans le quartier de San Luis et leur distribution. Il est possible de voir celles du PO et les *merenderos* de BdeP ainsi que les soupes populaires d'autres types d'organisations installées dans le quartier. Comme pour la carte précédente, les projets de BdeP, qui sont au nombre de dix dans le quartier, ne figurent pas dans la représentation.

Cette carte montre que l'organisation des deux groupes présente deux différences, d'une part, dans le type de cuisines collectives et d'autre part, dans la quantité de ces dernières dans le quartier. D'un côté, le PO s'organise avec trois soupes populaires permettant à des familles de manger un repas à tous les jours alors que de l'autre, BdeP a déployé six projets de *merenderos* qui distribuent des collations aux enfants du voisinage deux fois par semaine. Le quartier est donc soumis à une vie politique active en relation avec des groupes organisés en fonction de manger quotidiennement ou de donner des collations à deux reprises durant la semaine.

CHAPITRE 4/ ESPACES et TEMPS

Durant mon travail de terrain, j'ai eu l'occasion de participer à différentes activités organisées par les deux groupes *piqueteros*. Certaines de ces activités impliquaient une incursion dans des espaces publics, c'est-à-dire dans les rues, les places publiques, des édifices ou institutions, etc. Tandis que d'autres activités, au contraire, étaient reliées à l'espace privé ou domestique car réalisées à même le quartier ou la maison. Ce chapitre présente ces différents espaces (espaces de travail, espaces pour cuisiner, espaces de réunion, espaces de manifestation, espaces de fêtes, etc.) dans lesquels se déplacent les participantes des deux groupes étudiés, pour montrer que ces espaces structurent l'organisation quotidienne des participants.

Dans la première partie, les quatre types d'activités de l'espace public répertoriés durant le travail de terrain seront décrites, soit les marches ou manifestations, les actes politiques, les festivités et les *caminatas* ou « balade politique ». Il faut noter qu'en dépit du fait que les groupes étudiés se disent du Mouvement *Piquetero*, supposant l'usage de la principale action collective soit le blocage de route, aucun piquet n'a été érigé durant mon séjour de recherche. Il faut comprendre que les deux groupes se sentent inconfortables d'organiser un tel moyen de pression car ils sont conscients que cette pratique dérange beaucoup la population et ils ne veulent pas faire davantage l'objet de critiques. Les actions collectives précédemment citées ont donc été préférées. Par la suite, la description des soupes populaires reliées au PO et les projets de Barrios de Pie seront présentés pour ainsi faire la lumière sur ces activités de l'espace domestique.

En plus d'avoir été réalisées dans divers espaces, les activités présentées dans la première partie du chapitre se sont également produites à des temps différents : un temps pour travailler, un temps comptabilisé en heures de travail, un temps pour discuter, un temps pour manifester, un temps pour négocier, un temps pour fêter, un temps pour voter, etc. Le deuxième objectif de ce chapitre sera donc d'explorer une dimension du concept de temps, soit celle dictée par la campagne électorale qui a occupé une part importante de la recherche lors du travail de terrain. Pour mesurer l'implication de la campagne électorale dans l'organisation et la vie quotidienne des participantes, les activités réalisées avant et pendant cette période seront comparées.

A) Espace public-politique et espace domestique

1- Espaces publics

1.1 Les marches ou manifestations

Les manifestations ont été plutôt rares durant mon séjour à Salta alors que je n'ai été témoin que de quatre manifestations. Dans trois cas sur quatre, les manifestations sont fortement similaires autant dans les revendications que dans le trajet et les institutions visitées.

Deux de ces manifestations se sont déroulées au *Secretaría de desarrollo y promoción comunitaria* de Salta (SDPC – Secrétariat de développement et de promotion communautaire). Cette institution provinciale a pour mission principale d'améliorer la vie des personnes en situation précaire à travers divers programmes d'assistance sociale et via un centre d'urgence qui est en mesure de répondre à des besoins immédiats. L'institution a un pouvoir sur la livraison de la marchandise aux groupes *piqueteros*. C'est d'ailleurs la principale raison qui a motivé les deux manifestations. La première s'est passée en juin 2005 avec les membres du groupe de BdeP qui étaient venus manifester pour l'obtention d'une plus grande quantité de denrées et pour que cette marchandise leur soit livrée à tous les mois comme il se devrait. Le groupe manque de marchandise pour faire fonctionner adéquatement les *merenderos* et de plus, la livraison est souvent retardée ce qui rend encore plus laborieuse la distribution de repas et collations. La centaine de membres présents à la manifestation provenait surtout de la zone sud-est et en particulier, de San Luis. Le point de rencontre avait été donné à proximité du SDPC pour préparer la marche : définir le trajet, désigner les responsables de la sécurité, discuter avec les policiers, déplier les drapeaux, etc. La marche a été courte jusqu'au SDPC. Les manifestants chantaient et jouaient de la musique. Ils se sont immobilisés devant le SDPC pendant près d'une heure durant laquelle des représentants du groupe sont allés rencontrer la direction du SDPC. Le groupe n'a pas reçu de garantie quant à la livraison de la marchandise ni à une augmentation, mais ils ont réussi à obtenir une audience avec le ministre en charge du SDPC. D'ailleurs, les deux groupes m'ont souligné le fait que sans les manifestations de ce genre, ils peuvent rarement obtenir de rencontres avec la direction des services sociaux.

La deuxième manifestation au SDPC a été organisée par le PO en juin 2005 pour que les prestations d'assistance sociale passent de 150 à 350 pesos par mois (de 64 \$ à 149 \$ canadien), pour que la distribution de cette aide soit universelle, pour l'augmentation des denrées destinées aux soupes populaires et aussi pour régler les problèmes de livraison de la marchandise. J'ai rencontré directement les manifestants au siège du SDPC où ils sont restés plus d'une heure. Comme pour la manifestation précédente, des représentants, dont Kati, ont discuté pendant plusieurs minutes avec la direction du SDPC et négocié l'addition de quinze kilogramme de marchandise par mois pour toutes les soupes populaires du PO. Après cette rencontre, les manifestants ont marché une distance importante empruntant les rues du centre-ville pour se rendre à la mairie. Là, ils ont aussi réussi à avoir un entretien avec les autorités locales, mais les résultats escomptés ne se sont pas réalisés. Il faut dire que la mairie ne gère pas les programmes d'assistance sociale, mais que certains programmes de la ville auraient pu toutefois être matière à négociations.

Les deux groupes *piqueteros* ont participé à une troisième manifestation organisée en juillet par les travailleurs de la santé pour dénoncer les conditions de travail difficiles dans les hôpitaux de la province et pour concrétiser les menaces de grève en cours depuis un certain temps. J'ai rejoint le groupe BdeP, qui avait réuni environ 170 membres, à quelques coins de rue du centre-ville. Le groupe s'est ensuite déplacé vers l'un des hôpitaux de la ville où ils ont intégré la marche organisée par les travailleurs de la santé. Plusieurs autres groupes étaient venus pour appuyer cette manifestation, dont le PO. C'est d'ailleurs à cette manifestation que j'ai rencontré pour la première fois la responsable du PO de San Luis, Kati. Le groupe de Kati était beaucoup moins nombreux que celui de BdeP avec seulement une trentaine de personnes. La manifestation s'est dirigée d'abord vers la législature où siègent les députés provinciaux, puis à la place centrale de la ville, la *Plaza 9 de Julio*. Des discours ont été prononcés et la manifestation s'est terminée avec l'hymne national argentin.

Finalement, la dernière manifestation à laquelle j'ai participé a été orchestrée par le PO en collaboration avec un autre groupe *piquetero*, la CCC. Cette manifestation s'insérait dans une période de mobilisation à l'échelle nationale dans le but de protester contre les baisses du nombre de plans d'assistance sociale, de faire augmenter la prestation ainsi que le salaire des travailleurs, de demander l'implantation de programmes de coopératives et de microentreprises. Du centre-ville de Salta, les manifestants ont marché jusqu'au ministère du travail de la province. Des délégués des deux groupes ont pu parler avec la direction

pour présenter leurs revendications et la liste de leurs membres sans-emploi. Par contre, les groupes savaient déjà qu'ils ne recevraient aucune garantie immédiate puisque c'est au niveau national que les décisions liées à leurs revendications sont prises. La manifestation s'est par la suite dirigée vers la place centrale, mais s'est arrêtée quelques minutes sur l'un des tronçons importants de la ville pour bloquer le passage à la circulation routière. Bien que cette manœuvre n'ait duré que peu de temps, je peux dire que cette action a été l'unique blocage de route auquel j'ai été témoin durant mon terrain de recherche. Il a été impressionnant d'assister à un tel événement avec toute la circulation arrêtée près des manifestants et de leurs familles. La tension était palpable, mais après quelques instants, le cortège a repris sa marche jusqu'à la *Plaza 9 de Julio* où des discours ont terminé le moyen de pression.

Ces manifestations partagent des caractéristiques communes. Les revendications, le trajet emprunté et les institutions visitées sont analogues pour les trois premières marches alors que les groupes se rendent au SDPC pour revendiquer une certaine régularité dans la distribution de la marchandise qui leur est attirée et se joignent à la manifestation des travailleurs de la santé pour appuyer leurs revendications. En ce qui a trait à la dernière manifestation présentée, le groupe BdeP n'y a pas participé et n'a pas organisé une mobilisation avec les mêmes revendications. L'affiliation de BdeP à un parti politique près du gouvernement fait en sorte que le groupe reçoit une quantité importante de ressources comparativement aux autres organisations. BdeP tente donc d'éviter les mobilisations afin de conserver cette relation particulière qu'il entretient avec le gouvernement. De plus, les décisions relatives aux manifestations publiques sont prises par les dirigeants de BdeP, ces moyens de pression seraient sans doute plus nombreux si les membres étaient impliqués dans ces décisions. Le PO est plus démocratique en ce sens étant donné que les actions sont déterminées par les besoins des membres puis discutées et votées dans les réunions du parti.

1.2 Les actes politiques

Les actes politiques ont été grandement présents tout au long de mon travail de terrain, surtout durant la campagne électorale. Comme plusieurs des activités liées à l'espace public, les actes politiques ont été plus nombreux dans l'agenda de groupe BdeP et pour

cause, le coordonnateur régional se présentait pour la première fois comme candidat au poste de conseiller à la mairie de la ville de Salta. D'ailleurs, tel qu'il le sera vu dans la section sur la campagne électorale, la mobilisation de ce groupe sera globalement beaucoup plus active que celle du PO, ce dernier ayant déjà acquis un bon capital politique dans la région. Les discours prennent toujours une part importante dans la majorité des activités publiques des deux groupes : autant dans les manifestations, les *caminatas* et les festivités des groupes. Aussi, durant la campagne électorale, les partis politiques ont organisé des actes politiques ponctuels dont le plus important est celui qui a clôturé la campagne électorale de chacun des partis.

Tel un rituel, les actes politiques ont pour la plupart la même séquence ou la même forme, c'est-à-dire qu'ils se passent tous à peu près de la même façon : des personnes se rassemblent pour entendre un ou plusieurs discours politiques. J'ai cependant constaté que le contexte dans lequel les actes politiques étaient produits pouvait différencier.

Le premier contexte est celui où les responsables invitent leurs membres à un acte politique, mais au final, l'événement correspond plutôt à une réunion convoquée par le groupe et lors de laquelle un acteur important prononce un discours et s'ensuit une discussion avec le groupe. J'ai assisté à ce type d'acte politique avec les deux groupes. Avec BdeP, par exemple, le responsable de la zone sud-est a appelé les membres de San Luis à un acte politique du coordonnateur régional. Hernan, le coordonnateur de la zone, Lorenzo, l'instigateur du mouvement dans le quartier et Carlos, le coordonnateur régional, ont parlé puis les gens ont discuté ensemble. En ce qui concerne le PO, l'acte a été plutôt annoncé comme étant une discussion avec un des députés du parti. Pourtant, le député a prononcé un discours sans vraiment animer une discussion avec les personnes présentes. Le deuxième contexte est celui de l'acte politique qui a lieu à la fin d'une journée festive organisée par un groupe ou à la fin des *caminatas*. Le dernier contexte est celui de l'acte politique en tant que tel, alors que le parti invite la population aux discours des candidats.

L'acte politique a été notamment important durant la campagne électorale. BdeP a organisé plusieurs actes politiques tout au long de la campagne lors de festivités, des *caminatas* et des actes politiques ponctuels dans les quartiers, dont celui de San Luis. Tel n'a pas été le cas pour le PO qui s'est limité aux activités du parti. De plus, les deux partis politiques ont organisé un grand rassemblement au centre-ville pour clôturer la campagne.

1.3 Les festivités

Seul BdeP a organisé des journées dites festives durant mon séjour de recherche. La première, le 20 juin, était une journée d'activités pour souligner l'anniversaire du drapeau argentin. C'était un dimanche et tous les membres étaient conviés à partager le repas du midi, offert par le mouvement, dans un quartier qui porte le nom de *Barrio 20 de junio* (quartier du 20 juin). Le travail effectué dans les projets du quartier a été exposé aux visiteurs tout au long de la journée. Après le dîner, deux troupes ont présenté un spectacle de danse bolivienne et de folklore *salteño* puis, les discours ont débuté. Plusieurs personnes ont parlé : des représentants du quartier, des différentes aires du mouvement (éducation, santé, jeunes, etc.), et les trois candidats principaux de la campagne électorale pour le regroupement politique *Unidos por la Victoria*.

La deuxième fête organisée par BdeP, une journée pour la jeunesse, s'est déroulée à San Luis, en face du local de BdeP où se sont réunies près de cent cinquante personnes. Plusieurs activités ont été planifiées durant toute la journée : du porte à porte pour une distribution de semences et la promotion et création de jardins communautaires, peinture de fresques sur des murs, réfection du terrain de football, plantation d'arbres, distribution de dépliants et collage d'affiches, contrôle de santé et de pression artérielle, jeux et animation pour les enfants, ateliers d'éducation sexuelle et de droits humains, etc. Le mouvement a fourni le repas du midi et des collations durant la journée. En fin d'après-midi, pour la clôture, plusieurs personnes ont prononcé un discours dont des représentants des deux organisations de jeunes puis des militants du parti et le coordonnateur régional. Certains m'ont affirmé qu'au moment de l'acte, près de trois cent personnes étaient présentes.

Finalement, la troisième fête a été organisée pour célébrer la *Pachamama*,³⁸ la Terre-Mère, la déesse des plantes et de la récolte dans la mythologie inca. Un spectacle de danse bolivienne a suivi la célébration et le responsable des jardins, qui joue un rôle important dans cette activité, a dit quelques mots tout comme le coordonnateur régional du groupe. Un repas préparé par les soupes populaires de chaque zone a été partagé et un groupe de musique populaire a terminé l'animation de la journée.

³⁸ Dans ces régions andines, surtout au Pérou et en Bolivie, les habitants vouent encore un culte à la *Pachamama*. Le rituel consiste à creuser un trou où sont déposées des offrandes : nourriture, boisson, vin, cigarettes, encens, etc. En jetant les cadeaux, les donateurs font un signe de croix pour représenter les quatre points cardinaux. Un célébrant demande à la déesse d'apporter de bonnes choses aux personnes présentes.

Il est intéressant de voir que pour tous les événements de BdeP, une invitation a été lancée aux médias et que ces derniers se sont présentés seulement aux événements organisés au centre-ville (non décrits dans le présent travail mais faisant partie des manifestations publiques), soit une rencontre pour souligner les cent centres d'alphabétisation de BdeP et une exposition des projets de BdeP, alors qu'ils ont été absents de tout événement réalisé dans les quartiers.

1.4 Les *caminatas* ou « balades politiques »

Une *caminata* est littéralement une marche ou une balade lors de laquelle les membres d'un parti politique sillonnent les rues avec les candidats pour parler aux voisins et tenter de faire la promotion de leur parti. À San Luis, les deux groupes ont organisé une *caminata* en octobre. Le PO s'est baladé dans plusieurs quartiers voisins alors que BdeP s'est concentré dans le quartier avec les candidats et le coordonnateur national de *Patria Libre*. L'ampleur de la *caminata* de BdeP était plus importante : une centaine de personnes étaient présentes au début de la marche en matinée et jusqu'à deux cent personnes au point culminant de la balade dans l'après-midi. Les discussions avec les habitants étaient beaucoup plus nombreuses et les gens confiaient naturellement leurs problèmes aux candidats et aux membres. Une fois de plus, un acte a terminé la marche avec plusieurs discours. En contrepartie, la *caminata* du PO a été plus courte avec une cinquantaine de personnes, les échanges avec les habitants étaient rares, peut-être dû à l'absence des deux députés provinciaux et aucun discours n'a été énoncé. La balade s'est terminée avec un repas servi aux membres dans le local du PO.

2- Espaces domestiques

2.1 Soupes populaires attribuées plutôt au *Polo Obrero*

La première soupe populaire est située dans un local attribué au PO où s'organisent aussi d'autres activités telles que des réunions, ateliers, actes, etc. Pour le fonctionnement de la soupe populaire, quatre équipes de cinq personnes se relaient et chaque équipe travaille une

semaine par mois. Cependant, même durant leurs semaines de repos, les participantes viennent donner un coup de main à leurs compagnes. Quand elles réussissent à obtenir les denrées nécessaires, elles cuisinent le repas du midi tous les jours de la semaine pour une cinquantaine de personnes. Elles reçoivent environ vingt-cinq kilogramme de marchandise par mois (farine, pâtes, sucre, huile, riz, mate³⁹) en plus d'un sac de cinquante kilogramme de farine. Pour payer la viande et les légumes, chaque famille doit donner un peso par repas. Les fonds sont collectés tôt le matin pour permettre aux cuisinières de planifier le repas et de faire les courses. Les repas préparés sont exclusivement distribués aux familles des militantes du PO dans le quartier.

Les femmes cuisinent toute la matinée en buvant du mate et en discutant de tout et de rien. Quand la distribution est terminée, elles font le ménage et rentrent chez elles pour nourrir leurs familles. Les jeunes enfants qui ne fréquentent pas l'école accompagnent leurs mères au local et s'amuse ensemble pendant que les mères cuisinent. Les participantes sont de retour à la maison avec le repas prêt à temps pour accueillir les enfants qui vont à l'école en avant-midi et pour préparer ceux qui s'y rendent en après-midi. Toutes les participantes reçoivent un plan d'assistance sociale, via le groupe ou le PJyJH. Les heures travaillées à la soupe populaire sont considérées comme la contre-prestation exigée en échange des 150 pesos du plan.

C'est une routine similaire qui se répète dans les deux autres soupes populaires de San Luis. L'une d'elle est organisée à l'arrière de la maison de Catarina où a été aménagé un four à bois en argile. Elle cuisine tous les jours avec une autre personne qui reçoit aussi un plan d'assistance sociale. Quelques fois, deux voisines leur donnent un coup de main. Environ cinq familles se partagent le repas. Elles devraient donner un peso par jour, mais Catarina ne les oblige pas. Elles apportent ce qu'elles peuvent.

La troisième soupe populaire est située à la maison de Mariana où travaillent huit femmes dont six qui reçoivent un plan et deux autres qui viennent aider. Elles cuisinent aussi tous les jours pour une cinquantaine de personnes. Elles essaient de fournir deux pesos chacune pour préparer un repas plus équilibré avec des légumes et de la viande.

Toutes les femmes interrogées dans le PO me disent que c'est pour l'obtention du plan d'assistance sociale qu'elles ont décidé d'adhérer au groupe. La plupart ont plusieurs enfants

³⁹ Le mate est une infusion, telle un thé, préparée avec les feuilles séchées de cette plante appelée mate.

(entre deux et sept enfants) et vivent avec leur mari, mais le travail de ce dernier ne suffit pas à nourrir la famille. Certains maris ne sont pas d'accord avec la participation de leur femme au PO, ce qui engendre des conflits matrimoniaux, ces dernières le font par nécessité. Certaines participantes comprennent bien le projet politique du parti, entre autres celles qui forment le noyau. Les autres semblent ne pas tout comprendre et portent peu d'intérêt au parti politique. Elles ont entendu parler des plans d'assistance sociale et de l'organisation par des amies et voisines.

2.2 Projets attribués plutôt à *Barrios de Pie*

Les projets déployés par le groupe BdeP restent l'unité de base ou la structure du mouvement. Une personne adhère au mouvement en s'impliquant dans un projet et aux activités du groupe telles que les réunions, marches, festivités, etc. Le travail réalisé dans les projets représente la contre-prestation pour l'allocation reçue mensuellement, dont dix pesos est donné à l'organisation chaque mois. Certaines femmes, les volontaires, sont en attente du plan d'assistance sociale. De temps à autre, les coordonnateurs leur donne de la marchandise pour les aider. Cette attente peut ne prendre que quelques mois, mais généralement, elle dure entre huit et douze mois.

Les membres se rencontrent deux fois par semaine pour un total de huit heures de travail. L'horaire des rencontres est fixé en après-midi ce qui permet aux participantes de préparer le dîner et d'accueillir les enfants qui vont à l'école le matin ainsi que de revenir pour le retour de ceux qui fréquentent l'école l'après-midi et pour préparer le souper. Les participantes sont accompagnées de leurs jeunes enfants qu'elles doivent allaiter ou parce qu'elles n'ont personne à qui les confier. Il faut aussi préciser que cet horaire permet aux participantes d'être à la maison en même temps que leur mari dans les cas où celui-ci travaille. Certaines femmes évitent ainsi des problèmes conjugaux, le mari n'étant pas toujours d'accord avec la participation de la femme à l'organisation et ce, malgré qu'elle reçoive le plan d'assistance sociale.

À San Luis, les projets varient entre cinq projets de recyclage, six *merenderos*, un projet de cours de couture, un projet de cours de coiffure, un projet de peinture sur toile, un atelier de réparation de souliers, un projet de jardin et un centre d'alphabétisation. Pour les projets

impliquant des cours, la déléguée ayant une formation ultérieure enseignée aux participantes de son projet. En ce qui concerne les projets de recyclage, il s'agit de fabrication de paniers, lampes, centres de table, pots à fleurs ou autres objets de décoration confectionnés avec du papier journal collé et peinturé (papier mâché) ou avec des bouteilles de boisson gazeuse coupées en lanières et tressées.

Pour tous ces projets, environ cent quarante personnes y travaillent et soixante-dix autres y sont volontaires ou plutôt attendent l'obtention du plan d'assistance sociale. Les *merenderos* reçoivent environ soixante kilogramme de marchandise par mois pour cuisiner. Certaines font également du pain qu'elles vendent afin de bien faire fonctionner le *merendero*. Les autres projets se soutiennent avec l'apport de chaque participante pour l'achat de matériel ou la collecte d'objets à recycler. Les créations artisanales sont vendues individuellement par les participantes. À de rares occasions, elles organisent des expositions dans les quartiers ou elles vont aux marchés aux puces pour montrer le travail qu'elles font et tenter de vendre quelques pièces.

L'adhésion à BdeP implique aussi la participation aux réunions. Les participantes aux projets ne sont pas dans l'obligation d'assister aux réunions de déléguées, mais y sont invitées. Les déléguées se réunissent une fois par semaine alors que les déléguées-responsables doivent assister à la réunion de délégués de la zone, celle du noyau de la zone et celle des délégués-responsables du mouvement. Le coordonnateur de la zone anime chacune de ces réunions et s'implique activement dans les réunions du mouvement ainsi que celles du noyau du mouvement.

Toutes les déléguées du quartier San Luis interrogées durant le travail de terrain disent s'être affiliées au groupe par l'entremise de Lorenzo. Elles ont su par des proches ou des voisins que le groupe distribuait des plans d'assistance sociale. Le projet politique les intéressait peu, mais leur situation financière les a poussées à joindre le groupe et à remplir les exigences requises. Pour certaines, le poids du projet politique pèse lourd alors que pour d'autres, elles ont beaucoup appris de l'expérience : elles comprennent mieux la politique en général et elles voient maintenant l'importance de militer pour le parti.

Cette première partie du chapitre a d'une part exposé les activités qui, en majorité, ont été réalisées dans l'espace public. De fait, les manifestations se sont déroulées dans le centre-ville, au ministère du travail et au SDPC; les grands actes politiques de clôture de

campagne ont été organisés aussi au centre-ville; les festivités ont eu lieu dans différents quartiers où la symbolique se prêtait à l'événement : la fête du 20 juin dans le quartier *20 juin* et la fête de la *Pachamama* en campagne. Je dis la majorité des manifestations publiques puisque certains actes publics, les *caminatas* et la journée pour la jeunesse, ont été organisés à même les quartiers. Cette insertion de l'espace public dans l'espace domestique sera discutée plus loin.

L'objectif visé par le déploiement de ces manifestations publiques varie selon le type de manifestation mais en somme, le résultat politique soit en ressources (demande de plans d'assistance sociale, de marchandise ou microentreprises et coopératives dans le cadre des manifestations) ou en pouvoir (courtiser la population afin de stimuler l'affiliation au groupe ou au parti politique ou d'obtenir des votes en vue de l'élection dans le cas des actes publics et *caminatas*), tel que conçu par Massetti (2004), est recherché par les organisations. En ce qui concerne les festivités, les objectifs ne sont pas aussi clairs puisqu'au départ, les dirigeants justifient ces festivités par les occasions qu'elles célèbrent : pour souligner la fête du drapeau et la fête de la *Pachamama* ou pour organiser une journée pour les jeunes. Cependant, la portée politique de ces journées est introduite par les discours politiques toujours présents. De plus, ces journées permettent de raviver les troupes, fortifier l'identité du groupe et de remercier les membres pour leur bon travail, s'assurant ainsi de leur soutien tout au long de la campagne électorale.

En ce qui concerne l'espace domestique, j'ai aussi relaté les diverses activités qui se sont déroulées dans le quartier de San Luis. Pour BdeP, plusieurs projets sont organisés et remplissent différentes fonctions. Premièrement, ils permettent l'intégration des participantes : toute personne qui veut devenir membre du groupe doit s'intégrer à un projet ou gérer son propre projet auquel seront greffés d'autres membres. En second lieu, dans ces projets, un travail est effectué qui se veut productif et permet de donner de la nourriture supplémentaire aux familles (via les collations et les légumes des jardins) et d'apporter, jusqu'à une certaine limite, un revenu supplémentaire par la vente des produits ou l'offre d'un service. Finalement, en s'impliquant dans un projet, la participante reçoit une rémunération sous forme de subside allouée par le gouvernement. Le projet devient donc l'unité de base du groupe et également l'espace privilégié pour l'activisme politique et le recrutement. Tel que vu précédemment, les déléguées doivent transmettre aux participantes tout ce qui touche à l'enseignement politique reçu lors des réunions, aux nouvelles

concernant le parti, aux consignes pour la campagne électorale, etc.

En ce qui a trait aux soupes populaires du PO, elles ont des fonctions similaires. L'organisation des soupes populaires permet aux femmes de travailler et donc de recevoir le plan d'assistance sociale et de remplir l'exigence de la contre-prestation de travail. Les repas préparés aident les familles à se nourrir au moins une fois par jour et certaines stratégies économiques développées peuvent également alléger le poids du budget familial. En plus, la soupe populaire est aussi un espace où les enseignements politiques et les nouvelles du parti sont diffusés. La lecture de la *Prensa Obrera* est un moyen supplémentaire d'apprentissage et de transmission d'informations.

Cette présence de l'aspect politique à l'échelle quotidienne renvoie à ce chevauchement entre les espaces : malgré la dichotomie qui lie les espaces public et domestique, ils tendent cependant à s'insérer l'un dans l'autre. Les exemples de manifestations publiques, mentionnés ci-haut, démontrent que l'espace public se glisse dans l'espace domestique. D'autre part, en temps de campagne électorale, l'espace public-politique s'est grandement incrusté dans le quartier et dans la vie quotidienne des membres de BdeP, il en sera question dans le prochain chapitre.

D'autres exemples témoignent, quant à eux, de l'incursion de l'espace domestique dans l'espace public-politique. Notamment, la participation non seulement des militantes dans les manifestations publiques mais de toute leur famille. Les femmes se rendent aux marches, aux actes ou festivités accompagnées de leurs enfants et même d'autres membres de leur famille. Par ailleurs, dans une entrevue, Kati me disait qu'elle a déjà réglé des problèmes familiaux à même les réunions du parti. Elle a, entre autres, dénoncé un membre du parti qui maltraitait sa femme et ses enfants. Kati avait alors donné un ultimatum : s'il ne quittait pas le parti, c'est elle qui le ferait. L'homme a, de fait, été expulsé du parti.

À la lumière de ces activités, il est possible de conclure que les deux espaces entre lesquels voyagent les membres des groupes étudiés sont inhérents et essentiels au fonctionnement des groupes puisqu'ils en structurent l'organisation : les manifestations publiques permettent l'acquisition de ressources et de pouvoir ce qui engendre l'organisation des membres via des projets et soupes populaires dans les quartiers. Plus les ressources obtenues par les manifestations dans l'espace public-politique reçues sont substantielles, plus le déploiement du groupe dans l'espace domestique sera important. L'organisation du groupe BdeP à San Luis, et même à l'échelle de la ville, reste plus

développée que le PO, la mobilisation de BdeP est d'ailleurs proportionnelle à ce déploiement.

Au départ, le Mouvement *Piquetero* a émergé dans la rue, dans l'espace public-politique, pour démontrer la situation économique difficile des sans-emploi, dénoncer la désarticulation du tissu social engendrée par les pertes d'emploi et pour demander l'aide du gouvernement. La réponse des gouvernements s'est matérialisée avec les plans d'assistance sociale. La contre-prestation exigée et l'insuffisance de ce subside pour la survie des familles ont obligé les participantes à développer dans leur propre quartier des projets et des soupes populaires. Le travail territorial a donc changé la conception du quartier en tant que « dortoir des travailleurs ». Le quartier est maintenant un lieu où s'organisent les sans-emploi et ce, autant au niveau du travail qu'au niveau des groupes eux-mêmes. Il ne faut pas oublier que même si ce travail réalisé dans les quartiers reste un moyen pour les femmes et leurs familles de s'entraider et de trouver des solutions concrètes aux problèmes qu'elles rencontrent au quotidien, les unités de base que forment ces projets et soupes populaires sont aussi un espace d'organisation et de conscientisation politique, surtout pour les groupes étudiés ici qui sont affiliés à un parti politique. C'est lors des réunions que la conscientisation politique est suscitée via les discussions, les lectures, les enseignements politiques, etc.

Au final, pour le *Mouvement Piquetero*, autant l'action de protestation (les manifestations publiques de l'espace public-politique) que l'action organisatrice des groupes dans les quartiers (les projets et soupes populaires de l'espace domestique) s'inscrivent dans les politiques de contestation et deviennent nécessaires dans l'édification et la structure du mouvement. Les études sur le *Mouvement Piquetero* se doivent donc de considérer ces deux espaces pour bien comprendre et expliquer le phénomène dans son ensemble.

B) L'avant et le pendant de la campagne électorale

La notion de temps analysée ici sera celle reliée à la deuxième hypothèse concernant l'impact de l'espace public-politique dans la routine quotidienne des participantes en période électorale. Pour ce faire, j'ai comparé les activités reliées à l'organisation des groupes avant et pendant la campagne électorale et ce, en nombre et en temps. J'ai donc invité une participante de BdeP à prendre en note toutes les activités réalisées durant la

campagne électorale, au cours des deux dernières semaines avant le jour de l'élection. J'ai fait la comparaison de cette liste avec celle des activités qui se sont déroulées durant deux semaines à quelques mois de la campagne, soit à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet. La même comparaison n'a pas été faite avec le groupe du PO, j'en expliquerai la raison plus loin dans le chapitre.

Le 23 octobre 2005, la population argentine a été appelée à voter lors des élections législatives. Ces élections visaient à choisir les députés nationaux et provinciaux, les sénateurs provinciaux et les conseillers municipaux. Les candidats sont élus en proportionnelle ce qui implique que les partis présentent une liste de candidats. Le pourcentage de vote détermine le nombre de candidats élus par parti qui sont déterminés par la liste. À Salta, tous les postes précédemment cités devaient être élus. Le Parti Ouvrier présentait une liste autonome alors que le coordonnateur régional de BdeP s'est ajouté comme candidat au poste de conseiller municipal à la liste du *Frente para la Victoria* (Front pour la Victoire), un regroupement politique créé en 2003 pour appuyer la candidature de l'actuel président Kirchner.

Avant de traiter de la campagne électorale et du temps dédié à cette dernière par les membres, il serait important de faire une distinction entre les deux groupes étudiés quant à l'intérêt porté au domaine politique.

Comme les organisations du PO et de BdeP sont liées à des partis, ce domaine devrait être relativement présent dans les activités des groupes. En ce qui concerne BdeP, les discussions sur l'actualité politique ont toujours animé les rencontres entre les membres autant durant les heures de travail, les réunions que lors des festivités. Tel que vu dans le chapitre précédent, les déléguées doivent durant les heures de travail dans les projets parler des réunions du mouvement, des nouvelles concernant le parti, des activités entourant la campagne électorale, etc. Pendant les réunions, un fait intéressant s'est démarqué. Les membres parlaient premièrement des projets, des activités à réaliser et de la logistique, des problèmes dans les projets et dans le quartier, etc. En deuxième partie, Hernan, le coordonnateur de la zone, lançait une discussion sur l'actualité politique, sur les réunions du parti, sur le déroulement de la campagne électorale, etc. Hernan laissait la parole aux participantes et posait des questions aux personnes plus réservées afin qu'elles s'expriment. Il m'a déjà avoué que ces discussions politiques le motivaient énormément et qu'il portait un grand intérêt à cette partie de la réunion. Ce qui est à souligner ici, c'est que le domaine

politique est constamment présent dans les réunions, mais également que la dichotomie qui structure l'organisation des groupes *piqueteros* est ici reproduite à même les réunions de BdeP alors que celles-ci suivent le modèle des espaces public-politique et domestique via cette séparation entre les deux thèmes abordés.

Un autre fait intéressant est que certains membres du groupe BdeP affirment que la politique est appliquée sur une base quotidienne et non pas seulement en période électorale. En entrevue, Lorenzo disait qu'à tous les jours, les membres du groupe font de la politique. Tous les gestes qu'ils posent pour s'entraider, pour apprendre, pour améliorer les relations entre les voisins du quartier, pour occuper les jeunes, etc., sont des gestes politiques. Avec tout ce qu'ils accomplissent, Lorenzo soutient que les voisins vont se rendre compte que leur travail est sérieux et réalisé sur une base journalière dans le but de changer les choses et d'améliorer la vie dans le quartier. Ceci, selon Lorenzo, prouve la sincérité de l'organisation BdeP, contrairement au parti au pouvoir, le PJ, qui vient visiter les gens une fois chaque quatre ans pour l'élection et qu'après, il se soucie peu des problèmes des habitants du quartier.

Pour ce qui est du PO, les participantes n'abordaient pas les thèmes entourant la politique du parti ou la campagne électorale de façon aussi ponctuelle et systématique. Kati informait les autres participantes des nouvelles importantes et des activités à venir, mais les discussions sur l'actualité politique restaient un sujet comme un autre, dont discutaient les femmes à l'occasion. Par contre, lors des réunions du noyau de PO à San Luis, les membres discutaient presque exclusivement de politique en parlant des réunions du parti, de la campagne électorale ou des articles parus dans la *Prensa Obrera* sur des sujets d'actualité politique.

Ceci dit, le domaine politique occupe donc une place importante autant dans l'espace domestique que public-politique et ce, bien que les activités de l'espace public-politique aient majoritairement une tangente politique notable comparativement à celles effectuées dans le quartier. Cependant, l'intérêt porté au domaine politique semble différent d'un groupe à l'autre. Le coordonnateur de la zone sud-est réserve beaucoup de temps à l'actualité politique durant les réunions de BdeP et tente aussi de développer l'intérêt de ses membres en suscitant les discussions. Du côté de PO, l'intérêt porté au domaine politique est beaucoup moins prononcé bien que les femmes travaillant dans les soupes populaires

discutent de l'actualité politique.

Dès mon arrivée en juin, l'organisation des activités pour la campagne électorale était déjà un sujet important des réunions, surtout celles de BdeP auxquelles j'ai eu très souvent l'occasion de participer. Les activités concernant les élections ont donc commencé avec des actes politiques isolés dans des projets de différents quartiers en compagnie du coordonnateur régional de BdeP. Par la suite, toutes les activités de BdeP ont été l'occasion pour le groupe de tenter de convaincre l'électorat par la présence des principaux candidats présents sur la liste du regroupement politique.

À partir du mois d'octobre, le nombre et l'importance de ces activités se sont accentués, ce qui a amené les participantes à travailler beaucoup plus qu'à l'habitude. En plus de ces activités, chaque membre d'un projet devait fournir une liste de dix personnes accordant leur vote au regroupement politique avec lequel se présentait le coordonnateur régional de BdeP. Les personnes volontaires, quant à elles, devaient également apporter une liste, celle-ci moins importante avec cinq personnes promettant leur vote au regroupement. Le groupe BdeP pouvait donc quantifier le nombre de votes recueillis par le mouvement. Cela a également permis aux coordonnateurs de démontrer le travail accompli dans chaque quartier relativement à la campagne électorale. Cette quantification est un argument de taille quand vient le temps pour BdeP de négocier des ressources supplémentaires avec le gouvernement.

Dans le tableau 1 (annexe 4), les activités de deux périodes de deux semaines sont répertoriées. Elles proviennent d'une liste élaborée en collaboration avec Veronica, une déléguée de BdeP. Dans la première colonne, les activités réalisées par Veronica durant deux semaines en juin et juillet, donc avant la période électorale, sont énumérées alors que dans la deuxième colonne, sont présentées les activités qui ont occupé Veronica à deux semaines de l'élection.

À la fin du mois de juin, Veronica avait un horaire qui convenait à ses activités de tous les jours. Elle assistait aux trois réunions hebdomadaires du groupe et travaillait huit heures par semaine dans son projet avec ses membres. Elle pouvait alors travailler le matin comme femme de ménage; préparer le repas du midi pour ses deux fils; se consacrer au mouvement durant l'après-midi; et suivre des cours le soir pour terminer son diplôme secondaire. En

adhérant au groupe, elle croyait que cet emploi du temps lui conviendrait ainsi qu'à sa famille puisqu'il lui procurerait du temps à consacrer à ses fils ainsi qu'à son travail et ses études.

Durant les deux dernières semaines de la campagne électorale, l'horaire de Veronica a grandement changé. Tel qu'indiqué dans le tableau, dans la colonne de droite, les activités attribuées à la campagne électorale ont largement augmenté, ce qui a entraîné une hausse des heures consacrées à son travail dans le mouvement. Veronica devait à tous les jours assister à des réunions qui étaient devenues plus nombreuses qu'à l'habitude; participer aux activités décrites dans le chapitre précédent soit les actes politiques et les *caminatas*; ou accomplir des tâches : faire les listes des électeurs, distribuer les bulletins de votes, visiter les personnes pour s'assurer de leur participation à l'élection et de leur vote, assister à un atelier pour les contrôleurs du parti aux bureaux de vote, organiser la logistique entourant la nourriture à cuisiner le jour de l'élection, organiser les transports pour les habitants qui votent loin de leur maison, etc.

Cette participation active aux nombreuses activités et aux tâches de la campagne électorale s'ajoute à la consigne de fournir une liste de dix personnes qui voteront pour le parti. Veronica devait non seulement trouver l'appui de ces dix personnes, mais en tant que déléguée, elle devait aussi contrôler les listes des participantes membres et volontaires de son projet. De surcroît, elle dit avoir abandonné ses cours de soir durant ces semaines devant la charge de travail que représentait la campagne électorale. Elle n'est pas la seule. D'autres membres m'ont affirmé avoir quitté leur travail dans une coopérative ou dans les champs de tomates pour se consacrer à la campagne électorale.

En ce qui a trait au jour même de l'élection, les tâches étaient également importantes et ont requis le travail de tous les membres du groupe. Certains étaient affectés à la logistique dans le quartier où deux points de rencontre avaient été prévus à la maison de Julia et de Eleonora. Des responsables devaient y être présents pour accueillir les personnes voulant aller voter et leur distribuer le bulletin de vote. Des membres devaient préparer la nourriture pour tous les membres au travail durant la journée ainsi que pour leurs familles. D'autres, propriétaires d'une voiture, étaient en charge d'aller chercher les électeurs et d'assurer leur transport moyennant une contribution monétaire provenant du groupe. Des membres devaient aussi s'occuper de la logistique entre les bureaux de vote et le quartier pour le transport des électeurs, distribuer les repas aux points de rencontre du quartier et aux bureaux de vote pour les contrôleurs du parti.

Tel que mentionné dans le tableau, un nombre important de membres de BdeP ont dû suivre un atelier pour être en mesure de travailler comme contrôleurs de bureaux de vote. Cette tâche a été accomplie par une centaine de personnes de San Luis, soit principalement les membres des projets qui reçoivent un plan d'assistance sociale. Ces membres ont passé toute la journée de l'élection à un bureau de vote où ils devaient, comme les représentants des autres partis politiques, contrôler les personnes qui venaient voter ainsi que les bulletins de vote disponibles dans les isolements. Toutes les participantes n'étaient pas d'accord pour passer la journée entière hors de leur quartier. N'ayant pas de personnes ressources à qui confier leurs enfants, elles ne pouvaient accomplir cette tâche qui non seulement les amenait loin de leur maison mais en plus, elles devaient s'absenter toute la journée et tard en soirée après le dépouillement des votes de leur bureau.

Selon ce tableau, la comparaison montre l'augmentation importante des activités durant les dernières semaines de la campagne électorale. Veronica dit avoir manqué plusieurs heures de cours pendant le dernier mois et la cause principale est son implication dans le mouvement et l'importance qu'a prise la campagne électorale durant les dernières semaines. D'autres femmes m'ont dit en entrevue que cette période avait été difficile pour elles autant en ce qui concerne le temps consacré aux activités, que le nombre d'activités et de tâches à accomplir. Certaines ont eu du mal à trouver dix personnes qui voulaient voter pour le regroupement politique.

Cette augmentation de l'implication des membres dans le mouvement s'explique sans doute par le fait que BdeP présentait pour la première fois son coordonnateur régional comme candidat dans une campagne électorale à Salta, soit comme conseiller municipal à la mairie de la ville. Le travail demandé aux membres durant la période électorale a alors été exclusivement dédié au militantisme politique.

En ce qui concerne les activités de campagne électorale du PO, elles n'ont pas été aussi accaparantes. Les membres de San Luis ont organisé un bingo à la fin du mois de juillet pour contribuer monétairement à la campagne électorale. Au mois d'août, le député provincial est venu pour discuter dans le quartier. Par la suite, les activités n'ont repris qu'en octobre avec la *caminata* et l'acte de clôture de la campagne électorale au centre-ville de Salta. La majorité des membres des soupes populaires du PO dans le quartier a participé à ces activités et quelques-unes ont accepté d'être contrôleurs pour le parti dans un bureau

de vote. Par contre, seules Kati et Catarina ont participé activement à la campagne électorale en se rendant quotidiennement au local du parti pour la répartition des votes dans la ville et dans la province, la distribution de pamphlets dans les rues du centre-ville, assister aux réunions, régler les problèmes de logistique, etc. Le jour de l'élection, elles ont aussi été présentes dans différentes écoles où les bureaux de vote étaient postés. Elles se sont assurées que les contrôleurs avaient tout ce qu'il leur fallait durant la journée. La campagne électorale n'aura donc pas eu d'incidence importante dans les activités quotidiennes des membres du PO. C'est pour cette raison que je n'ai pas comparé empiriquement les activités du PO avant et après la campagne électorale.

Cette deuxième hypothèse, qui implique que l'espace public prend une plus grande importance en temps de campagne électorale, est plutôt infirmée par les données recueillies dans le cas du PO. Deux raisons principales peuvent expliquer que la campagne électorale n'ait pas occupé autant les participantes du PO. Premièrement, d'emblée, le parti n'a pas investi beaucoup de temps et d'argent dans cette campagne électorale. Le constat des membres du Po est que les habitants de Salta sont saturés de la politique. Le parti a donc décidé que de s'investir en termes de temps et d'argent dans la campagne électorale ne valait pas le coup. De plus, les gains antérieurs du parti avec deux députés provinciaux et trois conseillers municipaux dans la capitale montrent les capacités du parti à mobiliser le vote des citoyens et la confiance que les membres ont dans l'actuelle campagne électorale. Deuxièmement, les dirigeants du parti et de sa branche de sans-emploi ne demandaient pas outre mesure que leurs membres participent à la mobilisation durant la campagne électorale. L'implication s'est faite sur une base volontaire, les tâches des participantes du PO ne se sont donc pas vues augmentées durant la campagne.

Dans la section précédente sur les espaces et maintenant dans celle sur la campagne électorale, la notion de temps s'est largement démarquée à travers toutes les activités qui gèrent la vie des membres des groupes. Les manifestations publiques accaparent l'horaire des participantes pour un certain nombre d'heures, mais sont aussi divisées en temps : temps pour marcher, temps pour écouter les discours, temps pour négocier, temps pour fêter, etc. D'autre part, les projets et soupes populaires sont aussi structurés en fonction du temps. D'abord, l'horaire est forgé en fonction de la vie familiale et aussi en tenant compte des moments dans la journée où il faut se nourrir. Les projets de *merenderos* sont organisés

en après-midi pour la collation et ceux des soupes populaires en avant-midi pour le dîner. Aussi, puisque le travail agit à titre de contre-prestation, il faut comptabiliser les heures travaillées autant durant les projets et soupes populaires que lors des réunions et des manifestations publiques. Comme vu dans ce chapitre, cette comptabilisation des heures de travail a largement excédé ce qui était au départ prévu pour les participantes du groupe BdeP. La présence du temps est donc un concept important dans l'organisation des groupes autant dans les quartiers que dans les espaces publics.

CHAPITRE 5/ LOGIQUES DE MOUVEMENT ET DE TRAVAIL

Ce dernier chapitre abordera le troisième thème principal de cette recherche qui renvoie aux questions de la participation des membres aux organisations étudiées. Selon l'hypothèse, la décision d'adhérer à l'une ou à l'autre des organisations est prise par stratégie de survie reliée à la distribution de subsides plutôt que par le projet politique proposé par les organisations. Pour déterminer les motivations des femmes à devenir membre d'un groupe *piquetero*, j'ai abordé les thèmes de participation et de politique avec elles en entrevue. Les réponses seront analysées et présentées en première partie du chapitre. Par la suite, le profil de participantes interrogées sera mis en relation avec les types de mobilisation proposées par Zibechi amenant la discussion sur des deux logiques qui caractérisent l'expérience de ces femmes dans les groupes. Finalement, la dernière section se penchera sur la gestion des projets et soupes populaires qui obligent les participantes à développer différentes stratégies économiques afin de pallier le manque constant de ressources. Je montrerai que ces femmes sont non seulement les caissières de leur foyer mais que cette gestion supplémentaire les amène à faire de nouveaux calculs qui s'inscrivent également dans des stratégies de survie.

A) Sur la participation

Toutes les participantes interrogées ont révélé que c'est dans le but de percevoir le subside qu'elles ont joint le groupe. La plupart ont entendu parler, par une voisine ou une parente, de la possibilité de recevoir un plan provenant d'une organisation *piquetera*. Lorenzo m'expliquait la façon dont il s'y est pris pour convaincre ses voisins de San Luis de s'affilier au groupe BdeP et qu'au début la tâche était difficile. Selon lui, les gens se méfient beaucoup des partis politiques. Mais quand le mouvement a reçu des plans d'assistance sociale, beaucoup de personnes sont venues d'elles-mêmes le voir pour s'affilier. La gestion des plans a grandement facilité le recrutement des membres dans le quartier. Lorenzo prétend qu'environ 95 % des femmes ont adhéré au mouvement par nécessité, pour l'argent que leur procure le subside. Pour le PO, Kati soutient que si elle était en mesure d'offrir plus de plans d'assistance, son groupe serait plus nombreux. Le fait d'appartenir à une organisation radicale rend l'accès aux ressources beaucoup plus difficile

et les femmes du quartier se tournent alors vers d'autres organisations qui peuvent leur offrir le subside.

Quand je leur ai demandé ce qu'elles pensaient du projet politique de leur groupe ou pourquoi elles ont choisi une organisation plutôt que l'autre, la majorité des femmes m'ont confié qu'en fait, elles ne comprennent pas bien la politique en général ni le projet politique du parti auquel leur groupe est affilié ou même, qu'elles ne s'intéressent pas à la politique. Elles ont intégré l'organisation BdeP ou PO parce qu'au moment où elles l'ont fait, un plan d'assistance sociale leur était offert et qu'elles avaient besoin de cet argent.

Les réponses données par les participantes confirment bien que l'adhésion à une organisation *piquetera*, que ce soit pour BdeP ou PO, s'inscrit dans ce qu'appelle Javier Auyero des stratégies de survie (2001). Dans un quartier défavorisé comme celui de San Luis, les possibilités d'emploi et les ressources disponibles pour aider les mères de famille sont très limitées. Les femmes interrogées ont à charge plusieurs enfants et les revenus familiaux ne suffisent pas à satisfaire les besoins primaires de toute la famille. Comme le montre Auyero, des réseaux de résolution de problèmes existent dans ces quartiers. En situation difficile, les femmes se tournent vers l'Église, les organisations caritatives, les membres de leur famille, leurs voisines et tentent aussi de développer des stratégies économiques. L'implantation d'organisations comme celles des *piqueteros*, qui offrent des plans d'assistance sociale et un nouveau modèle d'action territoriale, devient donc une autre alternative pour combler les besoins de base des familles et assurer leur reproduction. Les participantes vont alors considérer le travail effectué dans l'organisation comme les heures de contre-prestation exigée par le gouvernement pour le subside qu'elles reçoivent.

En regard de la discussion sur les motifs qui incitent les femmes à rejoindre un groupe *piquetero* et en lien avec les types de mobilisation (celle des militants et celle pour la survie) définis par Zibechi (2003), l'expérience des femmes quant à leur participation aux groupes étudiés pourrait être qualifiée de mobilisation pour la survie. Cependant, en analysant les profils des participantes, ces cas démontrent que l'expérience des femmes relativement à leur participation à un projet ou à une soupe populaire peut être différente : certaines expériences peuvent être caractérisées par une logique de travail alors que d'autres par une logique de mouvement. Pour mieux expliquer ces deux logiques, voici la présentation du profil de trois participantes pour chaque groupe étudié. Ces profils

permettront d'illustrer les relations entre ces participantes et leur travail et d'en dégager les logiques de travail et de mouvement.

D'abord, le cas de Kati, la personne responsable des trois soupes populaires du PO à San Luis. Kati est mariée à un militant du Po depuis huit ans. Elle s'est donc intégrée au parti depuis leur connaissance. Kati gère les activités et les ressources des soupes populaires du quartier. Elle assiste aux réunions du parti, s'occupe de transmettre les nouvelles, organise le militantisme des membres du quartier, etc. Tous les jours de la semaine, Kati se lève, prend soin de son fils et effectue quelques tâches ménagères avant de se rendre au local pour aider ces collègues. Les autres sont déjà arrivées et le chaudron est sur le feu. Kati prend du maté et discute avec les femmes. Elle met la main à la pâte et règle les problèmes. Kati rappelle aux autres l'heure de la prochaine réunion ou explique l'organisation de la prochaine activité. Quand la cuisine est terminée, Kati rentre chez elle avec son fils pour préparer le repas. Elle ne s'approvisionne pas à la soupe populaire, ce serait mal vu par les autres membres. Son mari jouit d'un poste d'élu dans le parti et son salaire lui permet de subvenir aux besoins de sa famille. L'après-midi, quand il n'y a pas de réunion, Kati reçoit souvent de la visite des membres du groupe qui, en fait, sont des voisines, des amies ou des membres de sa famille. Les femmes viennent lui tenir compagnie, regarder les feuillets d'après-midi et prendre du maté. Elles discutent de leurs problèmes, du parti, de politique. Kati organise peu de réunions avec les membres. Elles sont peu nombreuses et les nouvelles se transmettent au fur et à mesure. À quelques reprises, j'ai pu assister à une réunion des femmes qui forment le noyau. Elles parlent alors surtout de politique, du parti, des nouvelles au niveau national et international.

Laura travaille à la soupe populaire de Kati. Son mari et elle se sont installés dans le quartier depuis six ans et ont maintenant cinq enfants. Elle a connu le PO par une voisine et a décidé de s'y joindre il y a trois ans. C'est pour elle la façon de remplir ses heures de contre-prestation pour le plan social qu'elle reçoit. Ce plan ne lui vient pas du PO puisqu'elle perçoit le PJyJH⁴⁰. Elle s'implique peu dans les activités de militantisme. Les reproches et conflits engendrés par son attitude avec les autres membres ne la dérangent

⁴⁰ Laura a reçu le plan en plaçant une demande directement au gouvernement. Les bénéficiaires peuvent choisir une institution publique, une ONG ou une organisation *piquetera* pour réaliser les heures de contre-prestation requises. Laura a choisi de travailler avec le PO.

pas. Sa participation la rend plus tranquille face au plan d'assistance sociale qu'elle craint de perdre sans ces heures de contre-prestation. Elle n'a pas de famille à qui confier ses enfants et elle refuse de les amener avec elle au local du PO. Quand elle va travailler, les plus grands prennent soin des plus petits. Même seuls, ils sont mieux à la maison et elle vient les voir de temps à autre. Elle rapporte rarement la nourriture de la soupe populaire. Elle dit que les enfants se tannent de cette nourriture et qu'elle doit leur donner une meilleure alimentation. Elle le fait quelques fois lorsqu'elle doit travailler ou quand le budget devient difficile à gérer. Son mari a un emploi depuis quelques temps qui leur permette de mieux subvenir aux besoins de la famille. D'ailleurs, avant qu'il ne trouve cet emploi, il a pu obtenir un plan d'assistance sociale grâce à BdeP et c'est Laura qui allait faire le travail. Elle a donc côtoyé les deux groupes pendant deux mois, mais elle affirme que les projets politiques des deux organisations ne l'intéressent pas. C'est pour le bien-être de sa famille qu'elle a adhéré au PO.

Sara habite avec son mari et ses quatre enfants dans une maison située à quelques mètres du local du PO. Grâce à sa voisine Kati, elle y travaille depuis les tout débuts. Sara s'y rend très tôt le matin pour faire du ménage, collecter l'argent et commencer la préparation de la nourriture. Dès que le repas est distribué, elle retourne chez elle avec sa portion pour nourrir ses enfants. Le repas du midi est souvent le seul de la journée. Le soir, la famille prend un thé et mange du pain. Même si elle fait partie du noyau, Sara ne participe pas activement aux autres activités du mouvement surtout celles de militantisme qui impliquent de sortir du quartier quelques heures par semaine. Son mari n'accepte pas qu'elle travaille à l'extérieur de la maison ou qu'elle participe à ces activités. Malgré cette attitude, elle se doit de trouver des sources de revenus, puisque son mari ne partage que très peu ses maigres gains. Elle doit donc coordonner ses heures de travail avec l'horaire de travail de son mari. Son plan arrive à peine à subvenir aux besoins de ses enfants.

Avec son sentiment de compromis et de responsabilité, le premier cas illustre une dynamique de mouvement, la participante étant la responsable du mouvement dans le quartier. Les deux autres cas expriment la dynamique de travail qui anime une grande partie des membres du PO. Laura est très consciente de la logique de mouvement dont font l'objet

les soupes populaires et tente de ne pas s'y prêter par désintérêt pour la politique. Elle y travaille seulement pour remplir ses heures de contre-prestation ce qui signifie en fait qu'elle a un intérêt pour les groupes *piqueteros* mais que celui-ci ne cadre pas dans la définition de l'intérêt militant que présente un leader *piquetero*. Sara, quant à elle, démontre aussi une logique de travail avec son labeur quotidien au local du PO et sa participation limitée. Elle ne peut s'impliquer activement dans le groupe dû à la désapprobation de son mari. Son cas exprime bien les difficultés vécues entre la maison et la soupe populaire. Dans les trois cas, l'intensité et la forme de participation dépendent du type de relation avec le mari et de la nutrition des enfants. En même temps, les trois cas soulignent que participer ne signifie pas nécessairement manger à la soupe populaire et ce, pour diverses raisons, soit de militantisme ou par considération pour l'alimentation des enfants. En fait, adhérer à ce type d'organisation varie selon la structure des relations familiales dans lesquelles est insérée la femme.

Les paragraphes suivants qui évoquent le profil de trois déléguées de BdeP interrogées vont aussi illustrer les logiques de mouvement et de travail. Julia est déléguée de BdeP depuis plus d'un an. Elle a acquis une grande expérience de militantisme au fil des années. Elle a travaillé pour la plupart des partis politiques de Salta. D'ailleurs, avant de s'intégrer à BdeP, elle militait pour le PO. Elle a quitté le PO il y a un an et demi pour des divergences d'opinions dans la gestion du groupe. Elle croit que les choses peuvent changer en s'impliquant dans la politique. Elle met tous ses espoirs dans le groupe BdeP et son coordonnateur. Elle est l'une des déléguées-responsables de San Luis. Le projet de Julia emploie huit femmes, toutes sont bénéficiaires du plan d'assistance sociale. Le projet est divisé en deux parties : les profits engendrés par la production et la vente de pain artisanal servent à l'achat de la marchandise nécessaire à la confection de collations distribuées aux enfants du voisinage deux fois par semaine. Le pain est vendu à la maison même de Julia ou par Don Marco, son mari, qui se promène à bicyclette dans le quartier pour vendre le pain. Don Marco en profite aussi pour vendre des gâteaux qu'il confectionne avec Julia. Il est aussi bénéficiaire d'un plan et participe de cette façon au projet de sa femme. La vente en extra des gâteaux leur donne un revenu supplémentaire. Avant l'arrivée des participantes, Julia et Marco se préparent : ils dînent et font le ménage. Julia allume ensuite le feu du four pendant que son mari cuisine la pâte des gâteaux. En attendant les autres, ils font la cuisson des gâteaux. Quand les participantes arrivent, les gâteaux sont prêts et Don

Marco part pour les vendre. Les femmes restent ainsi entre elles pour préparer les petits pains, appelés *bollos*. Quand elles ont terminé la pâte, quelques-unes s'occupent avec Julia de la cuisson alors que les autres vont à l'arrière de la maison pour préparer la collation que les enfants viendront chercher plus tard. Un grand chaudron est mis sur le feu pour cuisiner diverses collations typiques de la région préparées avec du riz, du maïs, du lait, du maté, etc. (lait au chocolat, *mazamorra*⁴¹, *anchi*⁴², etc.). Durant les heures de travail, le groupe parle de tout et de rien, de choses personnelles, mais surtout de politique et du mouvement. Julia les informe des nouvelles, des activités à venir, de l'organisation de la campagne électorale, etc. C'est important pour Julia. Elle dit avoir un bon groupe. Les filles participent et font ce qui leur est demandé par le mouvement.

Eleonora est membre du mouvement depuis plus d'un an. Elle vit dans le quartier depuis six ans avec sa fille. Elle joue un rôle important pour l'organisation puisque sa maison sert de quartier général à San Luis. Les réunions des délégués du quartier y ont lieu ainsi que les cours d'alphabétisation. Aussi, lors de grands événements organisés dans le quartier comme la journée pour les jeunes en juillet, sa maison sert de point central pour la cuisine et la logistique et les activités se déroulent sur le terrain vacant en face de sa maison. Avant les réunions, Eleonora nettoie sa maison et achète des boissons fraîches à offrir aux membres. Elle crée une séparation physique entre la cuisine et le reste de la pièce et ferme sa chambre. Les cours d'alphabétisation sont d'ailleurs donnés à l'extérieur. C'est sa façon de garder une certaine intimité. Autant de personnes dans sa maison l'incommode souvent, mais elle reçoit une compensation monétaire pour la location de sa maison, ce qui lui donne un revenu supplémentaire. Avec sa formation en coiffure, le projet d'Eleonora consiste à donner des cours de coiffure aux membres du groupe. L'organisation de ce projet reste difficile pour Eleonora. Les femmes qui en font partie attendent de recevoir le plan depuis près d'un an. Elles ne sont donc pas motivées à participer au projet ni à s'impliquer dans le mouvement. Elles ne viennent pas de façon régulière ce qui en fait un projet plus ou moins actif et des membres peu militantes. Eleonora se concentre alors sur son autre tâche qui est celle d'être une personne ressource pour les jardins du quartier. Elle a aussi reçu une formation avec le coordonnateur des jardins et donne des conseils aux autres membres du

⁴¹ La *mazamorra* est un dessert originaire du Pérou fait avec du maïs, du lait, du sucre et de la cannelle.

⁴² L'*anchi* est un dessert originaire de Salta fait avec du maïs, du sucre, du jus de citron et de la cannelle.

quartier. Elle entretient aussi son propre jardin ce qui l'aide à mieux se nourrir. Lors de discussions informelles, Eleonora formulait des opinions sur l'organisation du groupe. Elle critiquait surtout cette tendance des coordonnateurs à vouloir à tout prix créer des *merenderos* et des soupes populaires et étendre le mouvement dans de nouveaux quartiers alors que les ressources qu'ils perçoivent restent limitées (autant les plans que la marchandise). Elle préférerait que les participantes reçoivent les plans qu'ils distribuent aux nouveaux venus et une part de la marchandise. Elle dit que les besoins sont grands à San Luis. Les familles sont nombreuses et les mères arrivent difficilement à mettre du pain sur la table. Les responsables disent que les enfants ne devraient pas aller manger dans les soupes populaires mais rien ne change, selon elle.

Veronica s'est jointe au mouvement il y a maintenant plus d'un an. Six femmes travaillent dans son projet. Le travail effectué repose surtout sur le recyclage : recyclage de bouteilles de plastique pour faire des paniers; recyclage de papier journal pour faire des paniers, des centres de table, des pots à fleurs, des lampes, etc. Veronica travaille aussi avec les membres de son projet à organiser le *Día de los niños*, la fête pour les enfants, au mois d'août. Elles confectionnent des jouets et préparent des gâteaux. Veronica vit seule avec ses deux fils. Son emploi du temps est intimement lié aux activités du groupe. Elle travaille comme femme de ménage le matin et elle suit des cours le soir pour terminer son secondaire. Lors des jours prévus pour le projet, après son emploi, elle se dépêche à cuisiner pour ses fils. Celui qui arrive plus tard doit réchauffer lui-même son dîner et manger dans une autre pièce : les femmes occupent la cuisine, c'est l'heure de travailler. Les jours où elle doit assister à des réunions, Veronica quitte les participantes plus tôt et elle fait l'école buissonnière. Elle prend son rôle de déléguée au sérieux : elle note les absences des participantes et donne régulièrement des bilans du travail effectué à Hernan qui voit en elle une personne de confiance et une bonne militante. Pourtant, même si elle s'investit beaucoup, Veronica reste critique envers le mouvement. Elle dit ne pas tout comprendre du projet politique et elle voudrait que les coordonnateurs consacrent plus de temps à leur enseigner sur la politique. Elle croit qu'au niveau organisationnel, le mouvement pourrait s'améliorer. Elle pense que les coordonnateurs sont trop occupés à l'activisme politique et à chercher des plans d'assistance sociale et de la marchandise. Ils devraient plutôt leur donner des cours et les aider à mettre sur pied des projets productifs.

Veronica a beaucoup d'idée mais peu de ressources et d'aide pour réaliser ses projets.

Le premier cas décrit le projet de Julia de BdeP, une femme qui a une longue expérience politique. Par sa grande participation et son compromis pour le groupe, sa relation avec le projet prend une logique de mouvement. Les deux autres cas présentent des femmes avec un intérêt pour le militantisme du groupe mais au même moment, elles sont souvent contrariées par la gestion ou le volet politique du groupe. Eleonora est une mère sans expérience de militantisme ni de travail, pour qui les logiques de mouvement et de travail restent difficiles à gérer. Son projet est plus ou moins fonctionnel mais sa maison est un point stratégique pour BdeP dans le quartier. Elle n'est pas toujours d'accord avec les décisions des dirigeants du groupe mais s'y plie sans discuter. Veronica est très impliquée dans le groupe. Son horaire est forgé en fonction des activités du groupe ce qui semble, avec l'importance accordée au militantisme, prendre une logique de mouvement. Cependant en entrevue, lorsqu'elle est interrogée sur le projet politique du parti, la participante démontre plutôt une dynamique de travail puisqu'elle avoue ne pas comprendre le volet politique de son implication et elle dit suivre à l'aveuglette les décisions politiques de l'organisation.

Pour les participantes de la base qui ne s'impliquent pas dans la gérance du mouvement et dans la politique du parti affilié, les projets et soupes populaires représentent un travail en soit, l'accomplissement d'heures de travail contre un salaire sous forme de subside. Tel est d'ailleurs le but visé par les gouvernements avec l'élaboration des plans d'assistance sociale en échange d'une contre-prestation. Pour les femmes plus impliquées dans l'organisation du groupe et compromises au projet politique, cette participation se fait plus militante et les projets et soupes populaires prennent un autre sens. Pour elles, la logique de mouvement prend le dessus sur la logique de travail. Les projets et soupes populaires se transforment en unité de base de l'organisation pour laquelle elles militent et deviennent l'instrument de base pour le militantisme.

Pour les deux logiques, les participantes soutiennent donc le projet ou la soupe populaire à des degrés différents; celles dans la logique de travail s'y investissent en tant que travailleuses alors que celles dans la logique de mouvement s'y impliquent comme militantes. De plus, pour les unes, le projet ou la soupe populaire devient en quelque sorte

l'extension de la maison parce qu'il implique une certaine gestion similaire à celle du foyer tandis que pour les autres, le projet ou la soupe populaire nécessite aussi une certaine gestion mais qui touche surtout les affaires politiques du groupe.

La différence de points de vue génère à l'occasion des conflits : certaines femmes voudraient voir les autres membres plus impliquées dans les activités politiques du groupe surtout en période électorale alors que l'enjeu est majeur et qu'il y a beaucoup d'activités et de tâches à accomplir. Les heures consacrées à la mobilisation deviennent alors très importantes. Pour les autres, qui se sont jointes au groupe exclusivement pour l'obtention du plan d'assistance sociale, ces activités et tâches font certes partie de ce qu'elles doivent faire dans l'organisation mais en période électorale, celles-ci dépassent largement les heures prévues. Le travail supplémentaire que demandent les groupes *piqueteros* est souvent vu par ces participantes comme le travail nécessaire en gratitude au groupe qui leur a permis de bénéficier de ce plan et en même temps, il sert de garantie pour la perception à long terme du plan. Sans ce travail supplémentaire, les participantes craignent que leur engagement soit mal perçu et qu'elles perdent leur plan.

Ce genre d'événement a d'ailleurs été observé durant le travail de terrain alors que des participantes ont eu la mauvaise nouvelle de perdre leur plan d'assistance sociale ce qui a été analysé par d'autres participantes par un manque d'engagement et de travail. Aussi, des conflits ont été générés par ses *bajas* (baisses) et *altas* (augmentations) du nombre de plans attribués aux groupes. Certaines déléguées s'expliquaient mal le fait que quelques-unes de leurs participantes n'aient pas reçu le plan alors qu'elles travaillent depuis plusieurs mois dans leur projet et ce, au profit de participantes dans d'autres projets qui sont volontaires depuis moins de temps, selon elles.

La compétition pour les plans et les deux logiques illustrées précédemment restent des sources de tensions importantes dans les organisations.

« Ainsi, les organisations piqueteras [...] sont bien constituées par des personnes qui s'y lient de façon momentanée et qui ne forment pas nécessairement un corps avec les leaders. Ils possèdent une relation distincte à celle des militants qui incarnent le mouvement et qui vivent pour et par le mouvement. Mais, dans la mesure qu'ils se sentent liés à l'organisation, ils agissent selon les règles du jeu et donnent vie aux mouvements et à leurs performances » (Sigaud, 2006 : 19, trad. libre).

Or, ces conflits liés au travail et à la participation dans les groupes poussent la réflexion à un autre niveau. Tel qu'énoncé dans le cadre conceptuel, lorsqu'il est question d'action territoriale dans les quartiers défavorisés, il est difficile de ne pas lier les notions de réseaux

de résolution de problème au clientélisme politique. La relation entre les participantes des groupes et leurs dirigeants passe-t-elle par une dynamique de clientélisme ? Est-ce que le travail des participantes s'inscrit dans ce type d'échange ? D'un côté, les femmes qui forment les groupes sont dans une sérieuse situation de carence matérielle et elles cherchent des solutions dans les réseaux qui les entourent. De l'autre, des organisations affiliées à des partis politiques s'installent dans les quartiers défavorisés et offrent des plans d'assistance sociale moyennant une contre-prestation qui se transforme en travail dans les projets et soupes populaires et en militantisme pour le groupe.

Il est important de faire une distinction entre les deux groupes étudiés. Premièrement au niveau des ressources, le PO, organisation de la branche radicalisée du Mouvement *Piquetero*, reste un groupe limité dans les ressources qu'il reçoit des gouvernements et ce, en dépit des députés provinciaux et des conseillers municipaux élus à Salta. Avec des ressources aussi limitées, le PO essaie d'organiser ses groupes de sans-emploi et de trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans les quartiers. C'est ce qui fait en sorte que les soupes populaires, en tant qu'UBs du PO, proposent une solution très concrète au problème relié au besoin primaire de manger. Malgré le manque courant de marchandise pour cuisiner dans les soupes populaires, les femmes s'efforcent tant bien que mal de s'entraider pour préparer des repas peu coûteux afin de nourrir leurs familles. L'organisation est donc très focalisée sur les besoins immédiats de ses membres et en ce sens, le travail effectué dans les soupes populaires est essentiel dans la routine quotidienne des femmes non seulement pour la contre-prestation mais pour la survie de leurs familles.

Tel n'est pas le cas pour le groupe BdeP, qui, grâce à son affiliation au parti *Patria Libre* et à leur appui au président Kirchner, est bien positionné pour l'obtention de ressources. De fait, le coordonnateur national bénéficie d'un poste important au ministère du développement social et tel que vu dans le chapitre précédent, les ressources de BdeP sont importantes et plus substantielles que celles du PO. Pourtant, avec ces ressources, les projets développés par BdeP ne règlent pas nécessairement des besoins immédiats comme celui de manger chaque jour, à l'exception des jardins qui peuvent donner des résultats en ce sens. En fait, peu de soupes populaires sont organisées par le mouvement et les *merenderos* ne donnent une collation que deux fois par semaine. Il est important de souligner que les projets sont plutôt développés vers le long terme puisque l'apprentissage des habiletés acquises dans ces projets permettrait la vente de produits et services. Cette façon d'organiser les membres engendre ainsi une dynamique notable de travail rémunéré

dans les projets et facilite le contrôle du grand nombre de personnes qui participent à ces projets autant ceux qui reçoivent le subside que ceux qui sont en attente.

Une deuxième distinction peut aussi être faite entre l'importance accordée par les groupes à l'espace public-politique et du fait même, à la mobilisation lors de la campagne électorale. Du côté du PO, l'espace public-politique s'immisce beaucoup moins dans l'espace domestique du groupe. Les réunions du groupe sont peu fréquentes et les discussions politiques n'occupent pas de façon considérable la routine quotidienne des membres et ce, même durant la campagne électorale alors que la dynamique du groupe est demeurée inchangée dans le quartier. Au contraire, l'espace public-politique est largement inséré dans l'espace domestique de BdeP. Les membres sont appelés à discuter politique à chacune des trois réunions hebdomadaires, les manifestations publiques sont fréquentes et les participantes ont été grandement impliquées dans la campagne électorale. En plus, l'exigence de fournir une liste de dix personnes qui donnent leur vote au parti en dit long sur l'importance que prend l'aspect politique dans l'organisation BdeP.

À l'instar du modèle d'organisation du PO, celui de BdeP s'apparente à celui décrit par Auyero lorsqu'il parle des pratiques politiques implantées dans les quartiers par le PJ avec les *punteros*. Ce modèle est fortement critiqué par le travail territorial déployé par les *punteros* qui est basé sur un échange de biens et services contre l'appui politique au PJ. Les deux organisations critiquent également ce modèle. Elles sont en constante lutte contre ces pratiques et tentent de changer ce modèle politique.

Or, dans le cas de BdeP, le plan d'assistance sociale et la marchandise pour les projets et l'organisation de fêtes sont échangés d'une part, contre le travail des participantes dans les projets et dans les manifestations publiques, travail accru durant la campagne électorale et d'autre part, contre l'appui politique des participantes et de leurs proches. En basant son organisation autour de la notion de travail, BdeP prétend sortir du modèle politique traditionnel qui, en fait, fomenté encore plus de pauvreté par la dépendance qui lie ces populations au PJ. Quoique BdeP critique le modèle des *punteros*, la relation engendrée par l'échange entre le plan et le travail cache tout de même l'apparence de la relation clientéliste.

L'organisation recrute ses membres sous le couvert d'un nouveau modèle d'organisation basé non pas sur l'échange net entre biens et services contre un vote mais plutôt avec des projets qui donnent du travail, rendant ces sans-emploi utiles et organisés. Cependant, en s'intégrant au groupe, ces femmes doivent travailler dans un projet et sont contraintes de

participer à la mobilisation politique impliquée par l'affiliation au parti. Collaborer à quelques manifestations publiques ne semblait pas, au départ, un travail exigeant, mais certaines femmes interrogées m'ont avoué que la campagne électorale leur avait demandé des efforts considérables, qui ont largement dépassé ce à quoi elles s'attendaient par le travail prescrit pour la contre-prestation. Les menaces de perte du plan d'assistance sociale ont également été présentes tout au long de la campagne électorale, des membres m'ont même avoué que les dirigeants parlaient d'obliger les participantes à motiver leurs absences lors de manifestations publiques par des billets médicaux, ce qui ne s'est pas concrétisé.

Le fait que le quartier San Luis soit relativement nouveau, il s'est développé en 1999-2000, a certainement facilité le déploiement de BdeP et lui a permis d'exercer un tel contrôle. En effet, le modèle politique du PJ n'est pas encore bien implanté dans le quartier dû au fait que le quartier est nouveau : le *puntero* n'a pas encore eu le temps de tisser de forts liens communautaires et familiaux avec les habitants. Certains affirment d'ailleurs qu'aucun *puntero* n'est établi dans le quartier. Tel n'est pas le cas puisque des membres de BdeP m'ont parlé du *puntero* mais celui-ci ne semble pas avoir beaucoup de pouvoir dans le quartier. Ce manque de compétition avec le modèle du PJ a laissé la voie libre aux deux organisations pour s'implanter dans le quartier engendrant une concurrence entre ces groupes.

Cette concurrence a obligé les groupes à se distinguer entre eux et ils ont opté, de façon consciente ou non, des formes d'organisation différentes amenant ainsi une certaine spécialisation dans la manière de solutionner les problèmes reliés à l'alimentation dans le quartier. Le PO permet à des familles de manger un repas chaque jour alors que BdeP distribue des collations aux enfants du quartier. Cette spécialisation fait en sorte que ces femmes en quête de stratégies de survie doivent, pour manger et nourrir leur famille, choisir à quel endroit, à quelle période de la journée et avec quelle organisation elles vont le faire. Au final, le simple acte individuel de manger devient donc un geste ponctué d'une appartenance à un groupe et de toute cette dynamique entourant les espaces et le temps qu'engendre l'organisation de ces groupes *piqueteros* dans le quartier et entraîne la reproduction du modèle politique clientéliste.

Malgré cela, la recherche de stratégies de survie et la participation à une organisation *piquetera* peuvent être bénéfiques pour ces femmes au niveau économique, mais également au niveau personnel. La dernière partie de ce chapitre aura pour but de voir les pratiques

économiques développées pour l'administration des projets et soupes populaires et de relever ces effets positifs de la participation des femmes dans les groupes *piqueteros*.

B) Les caissières de leur famille

Les participantes des projets et des soupes populaires sont continuellement à la recherche de ressources afin de mener à terme leurs objectifs. Les divers paliers gouvernementaux, la municipalité et les partis politiques contribuent avec des plans sociaux, de la marchandise ou du matériel, mais ces donations ne suffisent pas toujours au fonctionnement des projets et soupes populaires. Durant mon travail de terrain, par exemple, les soupes populaires du PO ont dû fermer pour quelques jours ou quelques semaines, faute de marchandises pour cuisiner. Cette fermeture fait partie des diverses stratégies économiques considérées par les participantes en temps de creux alors qu'elles ne sont pas en mesure de cuisiner. Ces stratégies feront l'objet de cette section et seront classées en deux catégories : les stratégies élaborées dans une perspective à long terme et celles qui donnent des résultats à plus court terme. Il sera aussi question des stratégies déployées au niveau individuel par les mères.

Tel que mentionné ci-haut, les soupes populaires du PO doivent régulièrement interrompre leurs activités quotidiennes dû au manque de nourriture pour cuisiner. La marchandise reçue de la municipalité ou des gouvernements n'étant pas suffisante et sa livraison rarement ponctuelle, il devient difficile pour les membres de distribuer les repas tous les jours du mois. Les stratégies pour pallier le manque de nourriture sont surtout déployées vers le court terme. Les participantes évaluent d'abord les possibilités de préparer le repas à partir de ce qu'il reste comme marchandise et de ce qu'elles pourraient cuisiner à moindre coût. La première stratégie est de se demander si les participantes peuvent contribuer davantage afin d'acheter le nécessaire pour le repas du jour même. Les participantes peuvent se mettre d'accord pour donner un peso supplémentaire ce jour-là. Il arrive aussi que des membres doivent de l'argent ou de la marchandise à la soupe populaire et pourraient être en mesure de remettre leur dette en période d'insuffisance. Dans le même sens, il se peut que des membres puissent prêter de l'argent ou de la marchandise. Lorsque

ces possibilités doivent être écartées, les participantes font appel à des donateurs réguliers. Plutôt que d'attendre le moment où ils passent faire leur don, connaissant plus ou moins leurs habitudes, les participantes vont au-devant des donateurs en leur expliquant la situation difficile dans laquelle elles se retrouvent et en espérant qu'ils puissent aider. Des membres peuvent aussi aller demander des dons de marchandise au marché du quartier ou vont récolter des fruits et légumes défraîchis dans les grands marchés de la ville.

Qu'elles réussissent ou non à se procurer de l'argent ou de la nourriture pour cuisiner, Kati, la responsable du quartier, contacte les bureaux du parti où est entreposée la marchandise pour s'assurer que toute la marchandise leur correspondant a été livrée et pour demander si, par chance, il reste des surplus. Si ces stratégies ne donnent aucun dénouement positif, les participantes doivent se débrouiller seules pour nourrir leur famille et ce, jusqu'à ce que la marchandise soit livrée à nouveau.

Finalement, lorsque l'épuisement des stocks est dû à un problème de distribution de la part des autorités locales, Kati appelle aussi à la municipalité afin de faire pression pour l'émission des bons qui permettent la livraison de la marchandise. Cette stratégie est surtout une précaution à long terme puisque les appels téléphoniques ne donnent généralement pas de solutions à court terme. Les manifestations au SDPC décrites dans la section précédente font aussi partie des stratégies afin d'obtenir plus de ressources.

D'autres types de stratégies, visant la résolution de problèmes à plus long terme, doivent être trouvés pour le fonctionnement normal des soupes populaires. Les participantes ont besoin d'argent pour payer le bois, les comptes d'électricité et d'eau, l'achat du terrain, etc. Les dons en argent peuvent être utilisés à cette fin, mais ces revenus restent aléatoires ou non ponctuels. Une des stratégies consiste à diviser une partie de la marchandise reçue pour ensuite la vendre. Par exemple, la grande quantité de farine reçue peut être vendue en petite portion. Dans le même sens, grâce à la construction d'un nouveau four, les femmes peuvent maintenant cuisiner des *bollos* ou des *empanadas* pour les vendre en grande quantité. Lorsqu'elles doivent amasser des fonds pour d'autres raisons, pour une fête ou pour la campagne électorale par exemple, les membres des trois soupes populaires du quartier se réunissent pour organiser un bingo ou une loterie. Tous les habitants du quartier sont invités à y participer. Les prix offerts proviennent de la marchandise reçue ou sont achetés en prévision des revenus qui seront perçus grâce au bingo ou à la loterie.

Lors de la gestion du budget familial, les mères de famille utilisent des stratégies similaires. L'emprunt d'argent et de nourriture est fréquent entre les membres d'une même famille, mais aussi entre voisines et entre les femmes des organisations. Certaines femmes fréquentent souvent les marchés en quête de nourriture défraîchie alors que d'autres vendent de la marchandise reçue. Le four des *merenderos* et des soupes populaires peut aussi être utilisé à des fins personnelles par les membres. Par exemple, Doña Ana profite régulièrement du four de la soupe populaire du PO pour cuisiner des *bolos* pour sa famille. Pour 3 kg de farine qui lui coûtent 2,50 \$, elle produit le pain nécessaire à sa famille pour 3 jours. Elle économise ainsi beaucoup d'argent puisque l'achat du pain lui coûte quotidiennement 3,00 \$. Comme mentionné plus haut, Doña Julia de BdeP cuisine des gâteaux ou du pain avec le four utilisé pour son projet de boulangerie. Son mari fait chaque jour le tour du quartier avec sa bicyclette pour vendre ces produits. Ces deux membres du groupe reçoivent le plan, mais les profits de cette vente permettent de mieux subvenir à leurs besoins.

Les jardins mis sur pied par les membres de BdeP aident aussi plusieurs familles. Les jardins permettent non seulement d'obtenir des fruits et légumes frais pour cuisiner, mais peuvent aussi aider à un niveau plus économique. Par exemple, les récoltes d'Eleonora sont la plupart du temps utilisées pour sa consommation personnelle, mais à l'occasion, elle échange ses récoltes en surplus avec un vendeur de fruits et légumes voisin. Cet échange lui permet de diversifier et de compléter son alimentation à moindre coût tout en évitant les pertes.

Quelques femmes profitant du plan reçu via ces organisations ont aussi un travail informel comme domestique ou gardienne d'enfants. D'autres participantes échangent des heures de travail au projet ou à la soupe populaire contre un certain montant d'argent. Par exemple, Sara travaille tous les jours au nettoyage du local du PO. Ces heures représentent le travail que devrait effectuer une autre participante qui lui verse vingt pesos par mois de son plan d'assistance sociale.

À la lumière de ces stratégies, une différence est marquée entre les deux groupes alors que ces stratégies ont surtout été observées dans l'organisation du PO. En effet, les exemples relevés ici proviennent en grande partie de l'expérience des soupes populaires du

PO et plus particulièrement, lorsqu'il s'agit des stratégies de solutions de problèmes à court terme. L'observation du fonctionnement des deux organisations montre que les projets proposés par le PO visent des activités ayant des retombées quotidiennes comme de donner un repas par jour aux membres. Les activités de BdeP ont surtout une portée à plus long terme et ne règlent pas nécessairement des besoins immédiats comme celui de manger chaque jour (peu de soupes populaires sont organisées par le mouvement). Certes, les projets de tricot, de couture et de coiffure peuvent dans une certaine mesure combler le besoin de se vêtir et d'hygiène corporelle alors que les *merenderos* aident grandement les familles. Cependant, il est important de souligner que l'optique dans laquelle les projets de BdeP sont développés indique plutôt que l'apprentissage de ces habiletés permettrait la vente de produits et services engendrant un revenu plus stable aux participantes et une dépendance moindre face au plan social. Les projets d'alphabétisation et de jardins individuels et communautaires démontrent aussi cette vision à long terme des activités développées par le mouvement BdeP.

Le terrain de recherche a donc permis d'observer que la participation à un groupe *piqueteros* implique également des pratiques économiques et de constater que pour ces mères de famille, il est aussi difficile de gérer le budget familial qu'un projet ou une soupe populaire. Elles doivent passer par un certain répertoire de stratégies pour trouver les ressources nécessaires au bon fonctionnement du projet ou de la soupe populaire ainsi que pour assurer la survie du noyau familial. Dans les deux cas, ce répertoire reste le même alors que les stratégies déployées sont similaires, ce qui suggère que le développement d'habiletés de calcul et d'administration de ressources limitées est une forme supplémentaire de stratégie de survie.

Dans son livre *La signification sociale de l'argent*, Viviana Zelizer rend compte de cette relation entre les femmes, l'argent et la gestion du budget familial. Selon elle, les femmes ont longtemps eu un accès très limité à la manipulation et à la gestion de l'argent sauf en ce qui concerne les femmes de la classe ouvrière qui, au contraire, ont toujours eu un rôle important dans la tenue des finances familiales :

« Les femmes avaient beau régler les dépenses ménagères, l'"argent sérieux" n'en était pas moins une devise spécifiquement masculine. C'était dans les ménages ouvriers uniquement que des épouses appelées à se comporter comme les "caissières" de leur famille géraient des revenus limités et souvent incertains. Les maris et les enfants

remettaient ici leur paie à la maîtresse de maison, qui étaient censée utiliser au mieux ces revenus collectifs essentiellement affectés au règlement des frais courants –y compris, à coup sûr, les quelques sous que les femmes gagnaient » (Zelizer, 2005 : 79-80)

Compte tenu du terrain de recherche et des stratégies économiques évoquées ultérieurement, trois concepts importants relevés dans la citation de Zelizer correspondent aux observations faites des participantes dans les groupes *piqueteros*. D'abord, Zelizer affirme que « c'était dans les ménages ouvriers uniquement que des épouses appelées à se comporter comme les "caissières" de leur famille géraient des revenus [...] » (Zelizer, 2005 : 79). Or, la majorité des femmes des groupes *piqueteros* interrogées prétendent être uniquement ou conjointement impliquées dans la gestion de leur ménage. Dans certains cas, elles partagent les décisions budgétaires avec leur mari mais en général, souvent parce qu'elles sont séparées ou divorcées, les femmes sont les seules gestionnaires du foyer.

En second lieu, Zelizer qualifie les revenus budgétisés par ces femmes de « limités et souvent incertains ». Très peu de participantes ont dit recevoir un revenu stable⁴³ provenant de leur mari ou d'un travail formel ou informel qu'elles-mêmes gagnaient. Encore plus rares sont celles qui ont affirmé que les revenus qu'elles perçoivent servent à combler convenablement les nécessités de leur famille. En ce sens, ces femmes doivent non seulement gérer et prendre les décisions budgétaires mais en plus, elles doivent pourvoir en grande partie les ressources nécessaires aux besoins du foyer. Elles se débrouillent seules pour nourrir leur famille et s'assurer que les enfants aient l'essentiel pour aller à l'école. Les hommes sont donc en général à l'écart de la gestion du foyer soit parce qu'ils ne font plus vie commune avec leur conjointe et leurs enfants, soit parce qu'ils ne partagent pas ou peu leur salaire avec les autres membres de leur famille. Le troisième concept évoqués par Zelizer rejoint le précédent lorsqu'elle écrit que les revenus gérés par les femmes « [comprennent], à coup sûr, les quelques sous que les femmes gagnaient » (Zelizer, 2005 : 80). Il en est de même dans les cas évoqués ici, le peu d'argent que ces mères gagnent est destiné aux besoins collectifs du foyer. Les participantes interrogées affirmaient très souvent que tous les efforts pour trouver des revenus étaient destinés à leurs enfants.

Il est donc possible de prétendre ici que, comme le mentionne Zelizer, les femmes des groupes étudiés à Salta qui sont en charge du budget familial deviennent en fait, les caissières de leur famille. De plus, l'adhésion à un groupe du Mouvement *Piquetero* amène

⁴³ Le plan social de 150 pesos peut à première vue sembler un revenu stable mais les menaces de coupures vécues par les femmes dans certains groupes le rendent incertain aux yeux des bénéficiaires.

ces caissières à s'enquérir d'une autre gestion, soit celle d'un projet ou d'une soupe populaire.

La stratégie qui pousse ces femmes à adhérer à un groupe pour recevoir le subside a non seulement des effets économiques positifs, mais cette participation a aussi des conséquences favorables dans la vie des membres. Pour la plupart des participantes, recevoir ce subside leur rapporte beaucoup plus que le 150 pesos par mois. Le fait d'avoir son propre argent et ainsi contribuer au budget familial a un effet valorisant sur l'estime de soi. Les femmes se sentent moins dépendantes de leur conjoint. L'*empowerment* ou le renforcement du pouvoir d'agir individuel et collectif, défini par Lucie Fréchette (2000), de ces femmes est nettement amélioré avec l'obtention du plan d'assistance sociale, la responsabilité d'un projet et d'une soupe populaire et l'appartenance à un groupe.

Cette appartenance et les rencontres presque quotidiennes avec les autres membres permettent aussi une meilleure insertion sociale en brisant l'isolement, en tissant des liens avec des voisines, en créant de nouvelles amitiés. Ainsi, ces femmes se dotent d'un système de soutien dans leur environnement immédiat. Pour celles qui sont dans une relation conjugale difficile, ce système de support leur donne souvent le courage nécessaire pour quitter leur mari. Les participantes parlent d'ailleurs d'un taux de séparation et de divorce relativement élevé dans les groupes. Les femmes acquièrent des sentiments de sécurité et d'estime de soi qui aident à surmonter la crainte de quitter leur conjoint et la peur de se retrouver seule avec leurs enfants.

Les projets et soupes populaires apportent aussi un lot de connaissances et de nouvelles habiletés importantes pour ces femmes qui n'ont pour la plupart aucune expérience sur le marché du travail. Elles y apprennent à gérer et à organiser un projet ou une soupe populaire, à trouver de nouvelles stratégies économiques et à travailler en équipe; les enseignements sur la politique et l'actualité politique et la lecture de journaux leur apportent une meilleure connaissance générale et des outils pour se forger des idées et une opinion sur plusieurs sujets; certaines participantes qui ont suivi et réussi les cours d'alphabétisation peuvent maintenant lire et écrire et ainsi mieux se débrouiller dans la vie de tous les jours, etc. Cette nouvelle expérience de travail pourrait être profitable pour un emploi futur.

Les participantes se sont aussi exprimées sur ce sentiment de dignité qu'elles ont retrouvé grâce à leur travail dans les groupes. Comme le dit Bourgois lorsqu'il parle des ghettos de New York, ces habitants marginalisés ne sont pas uniquement en quête de ressources économiques mais ils ont aussi soif de dignité et d'accomplissement (Bourgois,

1995 : 324). Ce terrain de recherche m'a permis d'en dire autant. Même lorsqu'elles semblent agir davantage dans une logique de mouvement et moins dans celle de travail, le fait de recevoir un plan, de gérer leur propre argent et de faire partie d'un projet ou contribuer à une soupe populaire, redonne à ces femmes une certaine dignité qu'elles n'avaient pas quand elles étaient confinées chez elles et ce, malgré la marginalisation qui entoure leur niveau social, le Mouvement *Piquetero* et la perception de plans sociaux. Auyero va dans le même sens. Pour lui, les protestataires, comme les *piqueteros*, sont autant à la recherche de respect et de reconnaissance individuelle et collective, que de dignité et de meilleures conditions de vie matérielles (Auyero, 2003a : 7). Cette notion rejoint celle de « quête de reconnaissance » apportée par Pierre Bourdieu qui pousse les individus à se faire reconnaître via le jugement des autres (Bourdieu, 2000 cité dans Auyero, 2003 : 9).

En somme, ce chapitre a montré que la participation des femmes du quartier de San Luis aux organisations *piqueteras* enclenche non seulement des logiques de travail et de mouvement qui, dans un cas contribuent à la reproduction du modèle politique clientéliste, mais permet également à des familles en situation précaire de bénéficier de nouvelles stratégies de survie apportant beaucoup plus dans la vie des participantes qu'un plan d'assistance sociale. Cette participation contribue à retrouver cette dignité perdue avec le statut de sans-emploi et le sentiment d'exclusion sociale.

CONCLUSION

Afin de mieux comprendre le Mouvement *Piquetero* dans son ensemble, j'ai tenté, avec mon projet de recherche, d'étudier non seulement sa sphère publique mais aussi les pratiques sociales locales qui entourent le mouvement dans les quartiers. J'ai voulu répondre à la question suivante : qu'est-ce que cela implique d'être *Piquetero* à l'échelle locale et au quotidien ? La littérature recensée n'apportant que peu d'éléments sur l'organisation territoriale des groupes, un terrain de recherche s'est imposé dans le but de montrer ce que représente la participation des femmes au quotidien. J'ai spécifié mon terrain de recherche dans le quartier San Luis, dans la capitale de Salta, où deux organisations sont très actives, *Barrios de Pie* et *Polo Obrero*.

Pour démontrer l'implication journalière, je devais me rendre sur une base quotidienne dans le quartier et suivre le calendrier des activités de chaque groupe. C'est alors que, comme le suggère ma première hypothèse, une dichotomie s'est dessinée entre les activités réalisées dans le quartier et celles à l'extérieur, dans des espaces qui ne sont habituellement pas fréquentés par les participantes. De surcroît, j'ai constaté que les activités associées à chacun de ces espaces avaient une portée différente. D'une part, les activités reliées à la mobilisation et à l'affiliation politique des groupes ont été observées et répertoriées comme étant des manifestations publiques. Tel que vu dans le chapitre quatre, ces manifestations se sont produites dans des espaces publics et visaient un résultat politique au niveau des ressources ou du pouvoir. D'autre part, les activités réalisées à même le quartier de San Luis, ayant une notion de travail significative, sont associées à la sphère domestique.

Cette insertion dans l'espace domestique et l'étude comparative m'ont permis de déceler plusieurs distinctions entre les deux groupes. Premièrement, au niveau même des unités de base qui structurent ces deux organisations soit, les projets et les soupes populaires, dans lesquels la contre-prestation exigée par l'obtention d'un plan d'assistance sociale se transforme en travail de militantisme déployé autant dans l'espace public-politique que domestique. Ces deux unités de base ont développé une forme singulière par laquelle ils distribuent la nourriture à leurs membres. D'un côté, dans les soupes populaires du *Polo Obrero*, les participantes cuisinent quotidiennement

le repas du midi pour les membres du groupe et de l'autre, dans les *merenderos* de *Barrios de Pie*, les participantes préparent, pour l'après-midi, des collations pour les enfants du voisinage deux fois par semaine. Tel que vu dans le chapitre précédent, cette spécialisation des formes de distribution de nourriture dans le quartier génère une certaine dynamique entourant le choix de participer à une organisation *piquetera*. Les mères de familles à la recherche de moyens pour nourrir leur famille doivent choisir à quel endroit, à quelle période de la journée et avec quelle organisation elles vont le faire. Le simple acte essentiel de manger devient donc un geste ponctué d'une appartenance à un groupe et de toute une dynamique entourant les espaces et le temps que génère l'organisation de ces groupes *piqueteros* dans le quartier.

La quantité de ressources disponibles d'un groupe à l'autre engendre également des dynamiques distinctes. Les ressources que reçoit le groupe *Barrios de Pie* donnent lieu à une forte organisation dans le quartier et dans la ville. Une telle organisation implique un étroit contrôle du travail des participantes dans les projets et de leur présence dans les nombreuses manifestations publiques. Les ressources limitées du *Polo Obrero* amènent plutôt une organisation plus modeste où le travail se limite surtout à la cuisine collective quotidienne dans les soupes populaires.

La section du chapitre cinq abordant la campagne électorale a permis de souligner que la routine des membres des groupes est structurée et gouvernée par des contraintes de temps. En faisant l'inventaire des activités réalisées par une des participantes de *Barrios de Pie*, avant et pendant la campagne électorale, cette comparaison a montré une augmentation flagrante du nombre des activités ou des tâches que devait accomplir Veronica durant la campagne électorale. L'horaire des participantes de *Barrios de Pie* a donc été influencée, de façon notable, par la campagne électorale, ce qui suggère qu'à certains moments, en l'occurrence ici durant la période électorale, la différenciation des espaces s'accroît davantage : l'espace public-politique prend alors beaucoup plus d'importance dans l'organisation des groupes et dans la vie quotidienne des participantes que l'espace domestique. Cependant, cette hypothèse n'a pu être confirmée par une comparaison similaire pour les activités du *Polo Obrero*. En effet, l'organisation ne s'est pas autant impliquée dans la campagne électorale et donc, les activités n'ont pas augmenté de façon majeure. En plus, l'exigence concernant la participation des membres reste souple lorsqu'elle est comparée avec celle de *Barrios de Pie*. La routine

quotidienne des membres du *Polo Obrero* n'a donc pas été perturbée par la campagne électorale. Ces concepts d'espace et de temps se sont montrés intéressants pour cette recherche parce qu'ils sont socialement construits et prennent de nouvelles dimensions dans tous les phénomènes sociaux. Ce travail a permis de montrer comment les notions de temps et d'espaces structurent l'organisation des groupes *piqueteros*, particulièrement dans ceux du quartier de San Luis, et qu'elles ne se limitent pas seulement aux espaces et au temps dédiés à la manifestation habituellement octroyés à ces organisations.

En tentant de vérifier la troisième hypothèse sur la participation des femmes au Mouvement *Piquetero*, j'ai constaté que presque la totalité des femmes interrogées disent avoir adhéré à un groupe *piquetero* dans le but d'obtenir un plan d'assistance sociale. Le foyer étant relégué aux soins des femmes, la conjoncture économique difficile oblige les mères à user d'un répertoire de stratégies de survie afin de subvenir aux besoins de leur famille. L'adhésion au Mouvement *Piquetero* s'est révélé pour ces femmes, une stratégie supplémentaire de ce répertoire. Le travail dans un groupe *piquetero* a apporté sa part de changements pour ses femmes : elles ont dû adopter de nouvelles activités dans leur routine de vie. Leur implication dans les groupes s'est réalisée au niveau local dans un projet ou une soupe populaire mais également au niveau politique sous forme de militantisme pour le parti. Parmi les témoignages cités au chapitre précédent, l'implication de certaines participantes, surtout celles de la base qui limitent leur travail au projet ou à la soupe populaire, s'insère dans une logique de travail alors les autres, les plus militantes, il s'agit plutôt d'une logique de mouvement. Cette dernière est fortement encouragée par les dirigeants de *Barrios de Pie* qui, par le modèle de leur organisation, ont tendance à reproduire la vieille tradition de clientélisme politique implantée par le Parti Justicialiste.

Ce dernier chapitre a aussi démontré que les pratiques économiques déployées par les femmes, autant dans l'administration du foyer que des projets et des soupes populaires, sont d'autres stratégies pour la survie et la reproduction familiale, toutes aussi importantes que la capacité des groupes à demander des ressources pour les soupes populaires et *merenderos*. Le seul fait d'adhérer à un groupe est en soit une stratégie de survie mais aussi, les femmes sont appelées à reproduire au sein du groupe, les mêmes stratégies économiques déployées dans la gestion du budget familial. Pour

d'autres femmes, l'adhésion aux groupes permet d'apprendre de nouvelles stratégies et de les appliquer à la maison facilitant ainsi la gestion du budget.

Ici aussi, les deux groupes se sont démarqués. Alors que *Barrios de Pie* élabore des projets en vue d'une résolution à plus long terme des problèmes (les projets permettent de développer des habiletés, de vendre des produits et services, etc); les soupes populaires du *Polo Obrero* offrent une solution immédiate au besoin quotidien de manger des membres.

De surcroît, des effets positifs, qui vont au-delà des bénéfices économiques, émanent de la participation des femmes à ce type d'organisation. Les nouvelles connaissances et compétences acquises au niveau du travail et du militantisme favorisent une meilleure estime de soi et stimule un certain *empowerment*. Un réseau social se crée autour des femmes, lesquelles se sentent appuyées et soutenues par le groupe. La dignité, non ressentie par leur statut de sans-emploi et de démunis, est constamment rehaussée par les accomplissements réalisés chaque jour avec les compagnes du groupe et surtout, par l'amélioration de leurs conditions de vie matérielle, aussi minime qu'elle puisse être. Cette quête de respect et de reconnaissance fait donc partie des motivations marquant l'adhésion à une organisation *piquetera*.

Le regard anthropologique a permis ici de mieux définir les pratiques sociales qu'implique la participation à un groupe *piquetero* dans le quotidien de ces mères de famille et d'apporter de nouvelles interprétations quant à cette sphère domestique occultée par l'espace public, trop souvent caractéristique du monde *piquetero*. Cette recherche a aussi montré qu'entre manger et manifester se cachent des dynamiques essentielles à l'explication du phénomène qu'est le Mouvement *Piquetero*.

BIBLIOGRAPHIE

AGUILAR, María Angela et Estela VÁSQUEZ. « Flexibilización salvaje en la selva chaco-oranense. El caso de Orán y Tartagal (Salta) », *Realidad Económica*, n° 153, janvier-février, 1998.

ALMEYRA, Guillermo. *La protesta social en la Argentina (1990-2004)*. Buenos Aires, Ediciones Continente, 2004.

ARMONY, Victor. *L'énigme argentine : images d'une société en crise*. Outremont, Éditions Athéna, 2004.

AUYERO, Javier. *Las Políticas de los Pobres*. Buenos Aires, Ediciones Manantial SRL, 2001

AUYERO, Javier. « Fuego y barricadas : Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática », *Nueva Sociedad*, No 179, mai-juin 2002, p. 144-162

AUYERO, Javier. *Contentious Lives : Two Argentine Women, Two Protests, and the Quest for Recognition*. Durham & London, Duke University Press, 2003a.

AUYERO, Javier. « The Moral Politics of Argentine Crowds », *Mobilization : An International Journal*, vol. 9, n° 3, 2003b, p. 311-326

AUYERO, Javier. « L'espace de luttes : Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, 2005, p. 123-132.

BARBETTA, Pablo et Pablo LAPEGNA. « Cuando la protesta toma forma : Los cortes de ruta en el norte salteño ». Dans Norma Giarracca et coll. *La protesta social en la Argentina : transformaciones económicas y crisis sociale en el interior del país*. Buenos Aires, Alianza Editorial, 2001.

BENCLOWICZ, José Daniel. *Pobreza y conflicto social : una relación compleja. El caso de Tartagal-Mosconi*. Présenté aux Journées des jeunes chercheurs de l'Institut Gino Germani, Buenos Aires, 2004.

BESSA, Elena. *Contestation sociale et exercice de la citoyenneté : Le cas du « Mouvement Piqueteros » en Argentine*. Mémoire de maîtrise en sociologie présenté à l'UQÀM, décembre 2003.

BOULIANNE, Manon. « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : Empowerment des femmes ou "domestication de l'espace public"? », *Anthropologie et sociétés*, vol. 25, n° 1, 2001, p. 63-80.

BOURGOIS, Philippe. *In search of respect : Selling Crack in El Barrio*. Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

CERRUTTI, Marcela et Alejandro GRIMSON. « Buenos Aires, neoliberalismo y después. Cambios socioeconómicos y respuestas populares », *Cuaderno del Instituto de Desarrollo Económico y Social*, n° 5, octobre 2004.

CIEZA, Daniel. *Acerca de planes, piqueteros y populismos*. Présenté dans le cadre du 1er Congrès Latinoaméricain d'Anthropologie, Rosario, Argentine, juillet 2005.

COLMEGNA, Paula. *The unemployed Piqueteros of Argentina : Active rejection of an exclusionary form of democracy*. Mémoire de maîtrise en anthropologie du développement et transformations sociales présenté à l'Université de Sussex, Angleterre, avril, 2002.
<http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/document-2002-12-colmegna.pdf>

DI MARCO, Graciela . « Introducción », dans Graciela Di Marco et Héctor Palomino (Comp.) *Reflexiones sobre los movimientos sociales en la Argentina*. Buenos Aires, Jorge Baudino Ediciones, 2004.

DELAMATA, Gabriela. *Los barrios desbordados : Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires*. Buenos Aires, Libros del Rojas, 2004.

DELAMATA, Gabriela et Armesto MELCHOR. « Construyendo el pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases sociales », dans Delamata, Gabriela (comp.) *Ciudadanía y territorio*. Buenos Aires, Espacio, 2005.

FRÉCHETTE, Louise. *Entraide et services de proximité : L'expérience des cuisines collectives*, Sante-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000.

FREYTES FREY, Ada et Cecilia CROSS. *La acción colectiva como herramienta de transformación social : la creación de competencia política en las organizaciones piqueteras*, présenté au Congrès argentin d'anthropologie social, Salta, septembre 2006.

GRIMSON, Alejandro, Pablo LAPEGNA, Nahuel LEVAGGI, Gabriela POLISCHER, Paula VARELA et Rodolfo WEEK. *La vida organizacional en zonas populares de Buenos Aires : Informe etnográfico*. Working Paper Series 02, Projet « Latin American Urbanization in the Late 20th Century: A Comparative Study », Université du Texas, Présenté en deuxième rencontre, Montevideo, Uruguay, Août, 2003.

GUIMENNEZ, Sandra. « Políticas sociales y los dilemas de la participación », *Laboratorio*, année 6, n° 16, été 2004-2005, p. 13-18.
<http://laboratorio.fsoc.uba.ar/textos/lavbo16.pdf>

HÉRARD, Daniel et Cécile RAIMBAUD. *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*. Paris, Éditions Alternatives, 2006.

IÑIGO CARRERA, Nicolás et Maria Celia COTARELO. « Reestructuración productiva y formas de la protesta social en la Argentina » dans *Reestructuración productiva, mercado de trabajo y sindicatos en America Latina*. Enrique de la Gorza Toledo (Comp.). Buenos Aires, CLACSO, 2000.

JELÍN, Elizabeth. « Los movimientos sociales en la Argentina contemporánea: Una introducción a su estudio », dans JELÍN, Elizabeth (Comp.) *Los nuevos movimientos sociales*. Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1985, p. 13-40.

KOHAN, Anibal. *¡A las calles! Una historia de los movimientos piqueteros y caceroleros de los '90 al 2002*. Buenos Aires, Colihue, 2002.

LEVITSKY, Steven. « An "Organised Disorganisation": Informal Organisation and the Persistence of Local Party Structures in Argentine Peronism ». *Latin American studies*, n° 33, 2001, p. 29-65.

MANZANO, Virginia. « Movimiento social y protesta social desde una perspectiva antropológica », dans Neufeld et al., *Antropología Social y Política. Desigualdad y acción colectiva*. Buenos Aires, Fichas de Cátedra, FfyL-UBA, 2004.

MARTIN, Deborah G. et Byron MILLER. « Space and Contentious Politics », *Mobilization : An International Journal*, vol. 8, n° 2, 2003, p. 146-156.

MASSETTI, Astor. *Piqueteros : Protesta social e identidad colectiva*. Buenos Aires, Editorial de las Ciencias, 2004.

MASSETTI, Astor. « "Piqueteros eran los de antes" : Sobre las transformaciones en la Protesta Piquetera », *Lavboratorio*, année 8, n° 19, automne-hiver 2006. http://lavboratorio.fsoc.uba.ar/textos/19_5.htm

OVIEDO, Luis. *Una historia del movimiento piquetero : De las primeras Coordinadoras al Argentinazo*. 2° Édition, Buenos Aires, Ediciones Rumbos, 2004.

POY PIÑEIRO, Lucas et Pablo RABEY. « *¿Lucha de clases sin clases? El movimiento piquetero en la Argentina del siglo XXI* ». Présenté dans le cadre du 4e Forum Étudiant Latinoaméricain d'anthropologie et d'archéologie, Montevideo, Uruguay, Août 2004.

QUIRÓS, Julieta. *Cruzando la Sarmiento : Una etnografía sobre piqueteros en la trama social del sur del Gran Buenos Aires*. Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2006.

ROMERO, Luis Alberto. *Breve historia contemporánea de la Argentina*. Buenos Aires, Fondo de cultura Economica Argentina, 2001.

SCHUSTER Federico L., Germán J. PÉREZ, Sebastián PEREYRA, Melchor ARMESTO, Martín ARMELINO, Analía GARCÍA, Ana NATALUCCI, Melina VÁZQUEZ et Patricia ZIPCIOGLU. *Transformaciones de la protesta social en Argentina 1989-2003*. Buenos Aires, Asesora Editorial: Mabel Kolesas, 2006.

SIGAUD, Lygia. « Prólogo » dans QUIRÓS, Julieta. *Cruzando la Sarmiento : Una etnografía sobre piqueteros en la trama social del sur del Gran Buenos Aires*. Buenos Aires, Editorial Antropofagia, 2006.

SVAMPA, Maristella. « Organizaciones de trabajadores desocupados : El modelo General Mosconi », dans Inés Gonzales Bombal (comp.) : *Nuevos movimientos sociales y ONGs en la Argentina de la crisis*. Buenos Aires, CEDES, 2003, p. 49-78.

SVAMPA, Maristella. « Las organizaciones piqueteras: actualización, balance y reflexiones (2002-2004) ». Actualisation du livre *Entre la ruta y el barrio : Las experiencias de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires, Editorial Biblos, 2003a.
<http://www.maristellasvampa.net/archivos/ensayo22.pdf>

SVAMPA, Maristella. « El estado de las luchas en Argentina », *État des résistances dans le Sud - 2007*, Syllepse (Paris) - CETRI (Louvain-la-Neuve), décembre 2006.
<http://www.maristellasvampa.net/archivos/ensayo32.pdf>

SVAMPA, Maristella et Sebastián PEREYRA. *Entre la ruta y el barrio : Las experiencias de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires, Editorial Biblos, 2004.

TENTI FANFANI, Emilio. «Exclusión social y acción colectiva en la Argentina de hoy». *Punto de vista*, n° 67, 2000, p. 22-28.

TILLY, Charles. « Space of Contention », *Mobilization : An International Journal*, vol. 5, n° 2, 2000, p. 135-159.

TILLY, Charles. « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 ». *Social Science History*, Vol. 17, n° 2, 1993, p. 253-280.

VAN DYKE Nella, Doug McADAM et Brenda WILHELM. « Gendered outcomes : Gender Differences in the Biographical Consequences of Activism », *Mobilization: An International Journal*, Vol. 5, n° 2, 2000, p. 161-177.

ZELIZER, Viviana A. *La signification sociale de l'argent*, Seuil, Paris, 2005.

ZIBECHI, Raul. « Los movimientos sociales latinoamericanos : tendencias y desafíos ». *Observatorio Social de América Latina*, janvier 2003a, p. 185-188.

ZIBECHI, Raul. *Genealogía de la revuelta : Argentina : la sociedad en movimiento*. La Plata, Argentina, Letra libre, 2003b.

Sites internet consultés :

<http://www.salta.gov.ar/estadisticas/>

<http://www.indec.gov.ar/>

<http://www.libresdelsur.org.ar/>

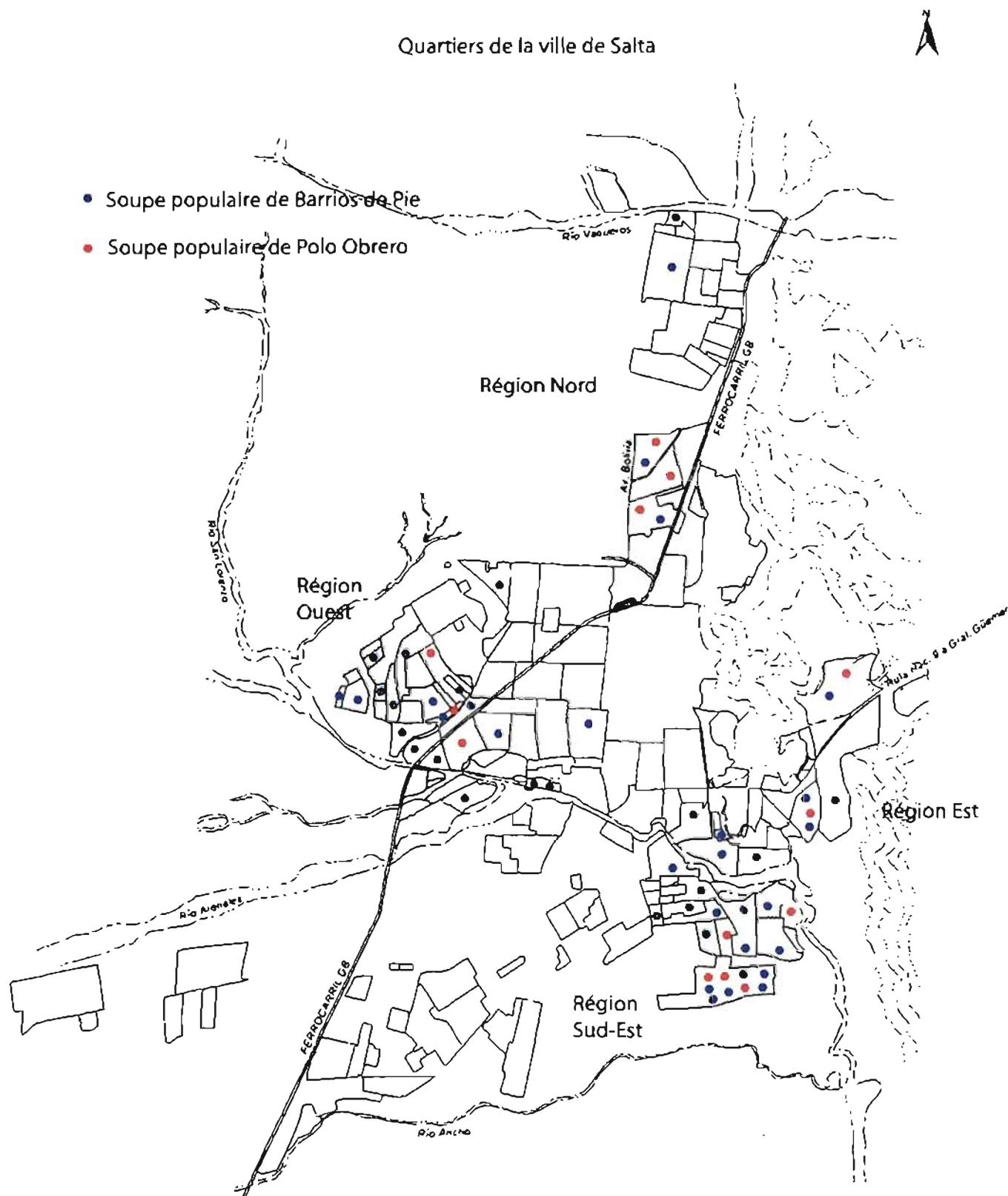
<http://www.patrialibre.org.ar/>

<http://www.barriosdepie.org.ar/>

<http://www.po.org.ar/>

<http://www.poloobrero.org.ar/>

ANNEXE 1

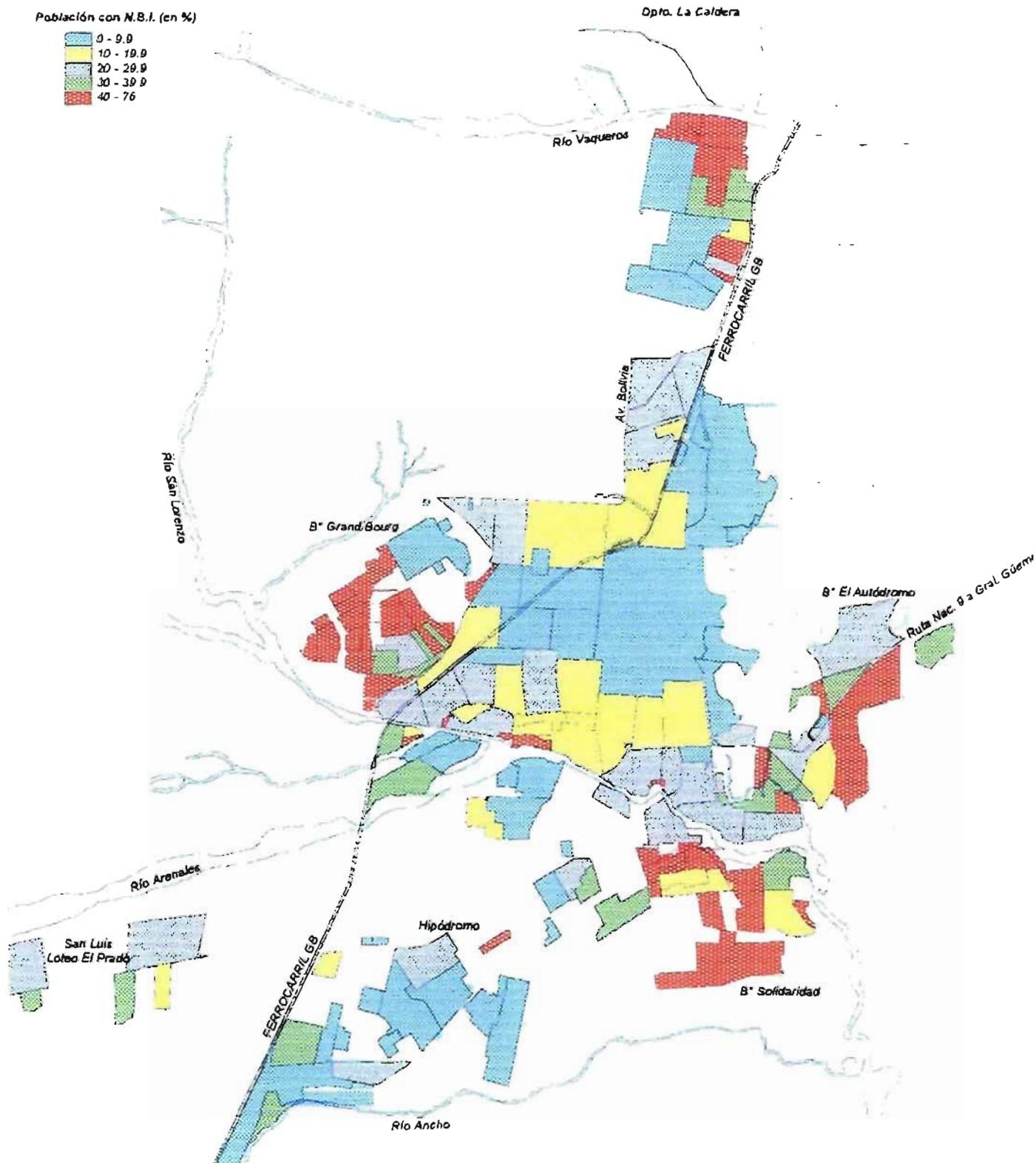
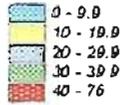


ANNEXE 2

POBLACION EN HOGARES PARTICULARES CON N.B.I. EN VILLAS Y BARRIOS DE LA CIUDAD DE SALTA AÑO 2001



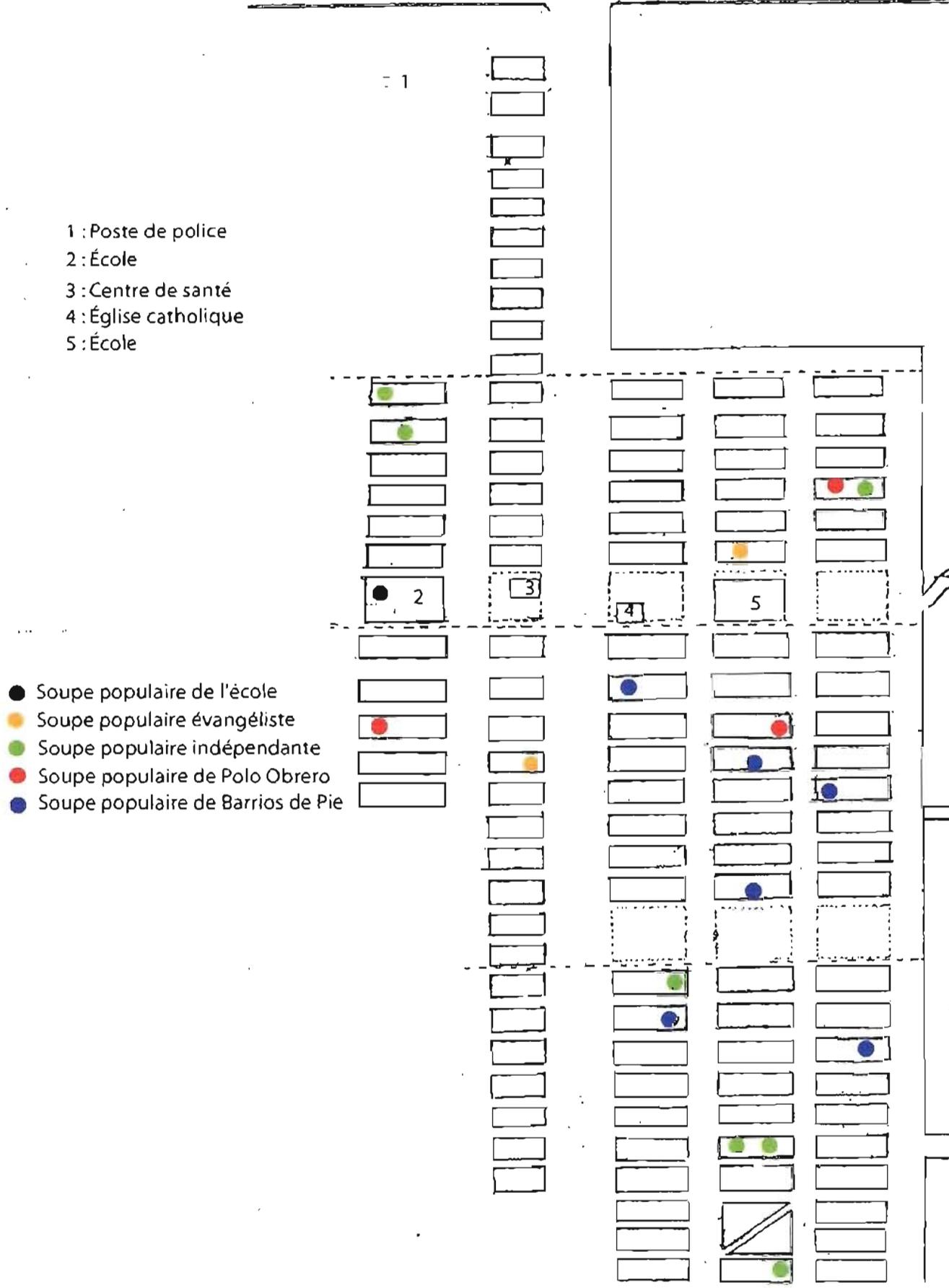
Población con N.B.I. (en %)



Fuente: Direcc. Genl. de Estadística - Programa Cartografía Digital

Plano realizado en base a datos del Censo Nacional de Población y Vivienda 2001, Dpto. Socio demográfico e información Municipal

ANNEXE 3



Plan fourni par une participante de Barrios de Pie, modifié par Sylvie Deshaies

Horaire d'une participante de Barrios de Pie avant et pendant la campagne électorale

Avant la campagne électorale

Pendant la campagne

Lundi 27 juin	Réunion des délégués-responsables Projet de 14h00 à 18h00	Lundi 10 octobre	Réunion des délégués-responsables du mouvement Distribution de pamphlets dans la zone sud-est
Mardi 28 juin		Mardi 11 octobre	Réunion 14h00 à 18h00 du noyau de zone sud-est Visite du candidat au poste de député national à San Luis
Mercredi 29 juin	Projet de 14h00 à 18h00	Mercredi 12 octobre	Pose d'affiches dans le quartier, Réunion délégués zone sud-est Acte de clôture de campagne à San Luis
Jeudi 30 juin	Réunion des déléguées de la zone	Jeudi 13 octobre	Acte du regroupement politique Unidos por la Victoria Promotion du parti dans les quartiers de classe moyenne Acte pour les centres d'alphabétisation Réunion du mouvement 20h00-24h00
Vendredi 1er juillet	Manifestation pour appuyer les travailleurs de la santé	Vendredi 14 octobre	Réunion des délégués-responsables de San Luis Atelier pour les contrôleurs du parti aux bureaux de vote
Samedi 2 juillet	Réunion du noyau de la zone	Samedi 15 octobre	Réunion 14h00 à 16h00 Acte de fermeture de la campagne dans un quartier voisin
Lundi 4 juillet	Réunion des délégués-responsables Projet de 14h00 à 18h00	Lundi 17 octobre	Réunion 16h00 à 20h00 Souper dans une soupe populaire pour diabétiques
Mardi 5 juillet		Mardi 18 octobre	Distribution de panflets (annulée dû à la pluie) Préparation des listes pour la répartition des votes
Mercredi 6 juillet	Réunion des déléguées de la zone Projet de 14h00 à 18h00	Mercredi 19 octobre	Réunion 10h00 à 12h00 Distribution de pamphlets dans un quartier de la zone sud
Jeudi 7 juillet		Jeudi 20 octobre	Distribution de pamphlets à des feux de circulation Préparation des listes pour la répartition des votes Acte de clôture de campagne au centre-ville
Vendredi 8 juillet	Réunion du noyau de la zone	Vendredi 21 octobre	Réunion 15h00 à 17h00
Samedi 9 juillet	Journée pour la jeunesse à San Luis	Samedi 22 octobre	Distributions des votes pour le lendemain Finalisation de la logistique
		Dimanche 23 octobre	Élections